l'unité

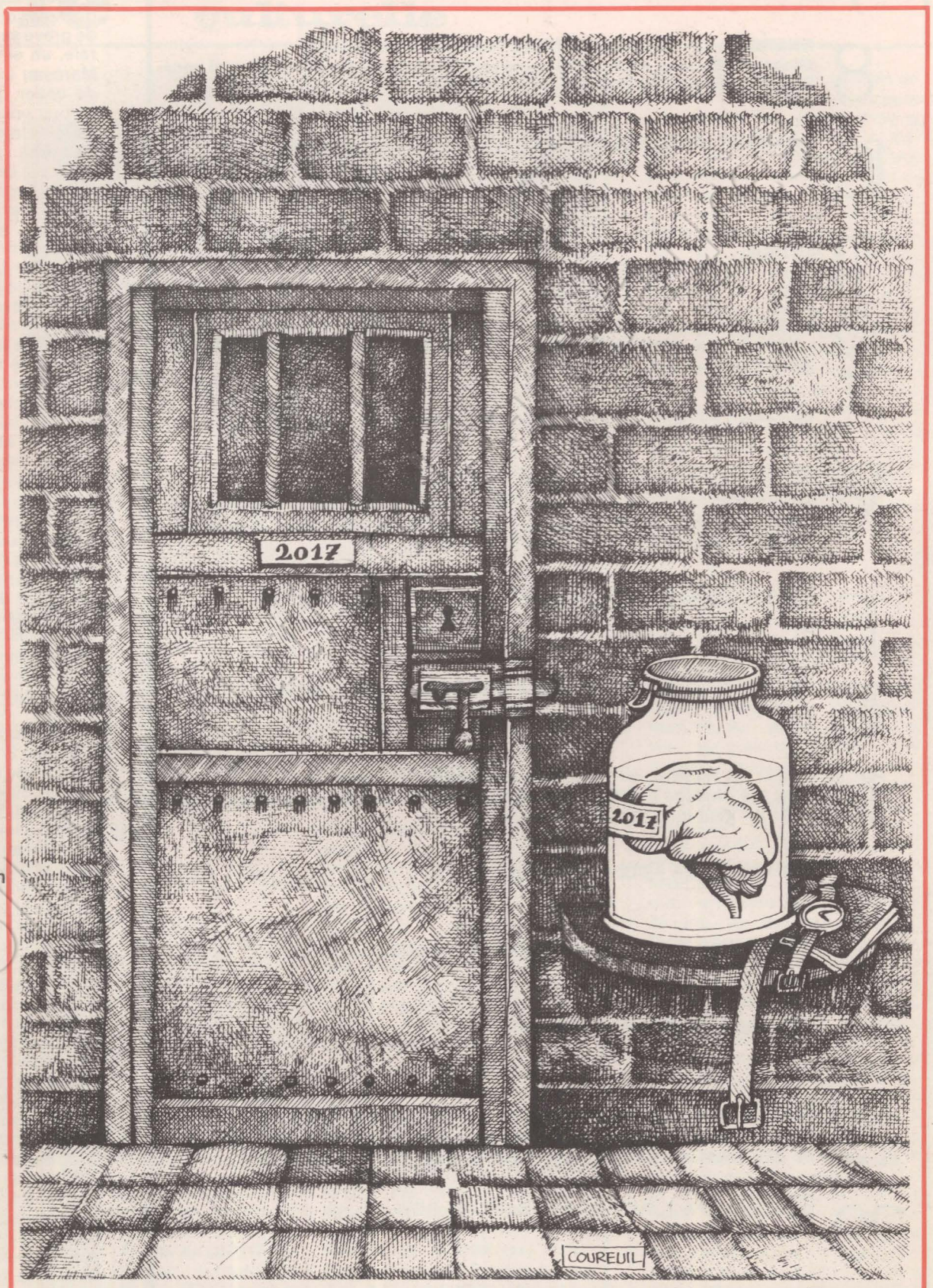
N° 116 - 3F L'hebdomadaire du Parti socialiste 21 au 27 Juin 1974

SOCIAL UN GRAND TIMIDE !

O.R.T.F. : LA MISE A MORT

Le Pouvoir, plus que jamais, est à l'Elysée, au point que Valéry Giscard d'Estaing donne parfois l'impression d'être son propre Premier ministre... Sans doute doit-il, ici et là, donner quelques gages — par exemple à l'U.d.r., en poursuivant presque sans modification la campagne nucléaire pour les beaux yeux de ceux qui assimilent indépendance nationale et explosions dans les atolls. Mais pour l'essentiel, c'est le Président qui mène « sa politique étrangère, décide souverainement des grands travaux parisiens, présente à la télévision « sa » politique sociale etc. Quand bien même une combinaison plus complexe doit être menée à différents échelons, c'est de toute façon l'Elysée seul qui y mettra le point final. C'est ce qui est en train de se passer avec une opération tramée discrètement ces dernières semaines et qui ne manque pas d'ampleur : ni plus ni moins la privatisation de la télévision française.

(suite en page 2)



Les prisons-pourrissoirs

Sommaire

3 **PARTI SOCIALISTE : LE RENDEZ-VOUS DE SEPTEMBRE, PAR CLAUDE ESTIER**
D'accord pour les Assises de l'automne, le Parti socialiste souhaite même en accélérer la préparation.

5 **SOCIAL : QUELLE TIMIDITE !, PAR MICHELE BACKMANN ET CHRISTINE COTTIN.**

7 **CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE**

8 **ENERGIE : LE POKER MENTEUR, PAR GUY PERRIMOND**
Giscard d'Estaing a tout misé sur la réussite du tandem Nixon-Fayçal pour stabiliser le prix du brut. Un pari dangereux.

10 **CHANGER LA VIE POLITIQUE**

11 **CONSEIL DE PARIS : LE BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE, PAR CLAUDE ESTIER**

12 **REGIONS : LOINTAINE VENDEE, PAR JEAN-LOUP REVERIER**
« Vous êtes le candidat socialiste. Eh bien, je vous félicite ! Vous en avez du courage ».

LARZAC : ATTEINTES AU MORAL DE L'ARMEE, PAR NICOLAS BRIMO.

14 **USINOR-DUNKERQUE : LE TROU DE LA MORT.**
Bilan des actionnaires : un milliard de bénéfice brut. Bilan des ouvriers : 73 morts. Les fondeurs d'Usinor ne veulent plus travailler là où leur vie est menacée pour le plus grand profit du capital.

15 **ITALIE : RENAISSANCE DE LA GAUCHE, PAR CARLO BONETTI**

18 **ESPAGNE : UN GENERAL A ABATTRE, PAR NICOLAS BRIMO**

19 **CHILI : LA MISERE ET LA PEUR, PAR MAURICE FABIEN**
Tous les Chiliens souffrent. De la répression féroce qui ne s'est pas relâchée un seul jour. Ou encore de la faim.

20 **PORTUGAL : LA FETE DU 10 JUIN**

21 **ENTRETIEN : CLAUDE MANCERON OU LA POESIE DU REEL**

23 **CHANGER LA VIE QUOTIDIENNE**

25 **PRISONS : LES POURRISSOIRS, PAR JEAN-LOUP REVERIER**
Loin d'être un facteur de réinsertion sociale, la prison est avant tout un lieu de dégradation, d'humiliation, d'inadaptation. Un « pourrissoir ».

29 **DE A JUSQU'A Z, PAR HENRI-FRANÇOIS REY**

31 **CHANGER LA VIE CULTURELLE**

PHOTOS ET DESSINS

Adja (pages 12, 26). A.f.p. (pages 12, 16, 27). Barrigues (page 6). Jean-Pierre Coureuil (pages 1, 16, 25). Demoulins (pages 9, 19). Fotolib (pages 7, 11, 18). Huper (page 15). Julem (page 25). Pascal Lebrun (pages 3, 5, 22). Roger-Viollet (page 13). Solo (page 18). Teich (pages 10, 32).

Coll. Fondation Jean Jaurès

→

Car la fin du monopole de l'O.r.t.f. est proche. Et cela a déjà un air de mise à mort. Pour l'instant, nous en sommes seulement à la pose de banderilles. Moment décisif, cependant, puisqu'il s'agit d'affaiblir la bête.

Premier banderillero : André Rossi. Le nouveau porte-parole du gouvernement, qui assure aussi la tutelle financière de l'Office, s'est ouvertement déclaré prêt à soutenir tous les projets de télévision privée.

Seconde attaque : la Fédération nationale du cinéma français, au cours de son 29e congrès, a proposé la création d'une chaîne de télévision privée.

Le P.d.g. de l'Office, Marceau Long, fait du zèle : à lui seul, il a placé plusieurs banderilles. D'abord en laissant pourrir la situation, face aux grévistes qui demandent un reclassement ; ainsi, de grève sectorielle en cessation de travail générale, un climat se crée en défaveur de l'O.r.t.f. ; Marceau Long veut manifestement, en refusant de céder, provoquer des réactions du genre : « Vous voyez bien qu'avec le monopole, ça ne marche jamais. » Par ailleurs, lui qui refusait de répondre aux questions des journalistes — même à ceux du « Figaro » — se met soudain à submerger les salles de rédaction de déclarations alarmistes : l'impasse budgétaire de l'O.r.t.f. est catastrophique et risque de s'augmenter de 90 millions (9 milliards d'anciens francs) si Jacques Chirac ne lui accorde pas ce que Pierre Messmer lui avait refusé : le passage de la redevance noir et blanc de 130 à 140 F et la redevance couleur de 195 à 210 F. Il menace également de faire des économies sur l'extension du réseau de diffusion de la 3e chaîne. Autrement dit : si vous voulez que la France entière reçoive cette 3e chaîne, ne comptez pas sur le monopole ! A cela s'ajoute l'ostentation avec laquelle l'Office s'est endetté en contractant un emprunt de 120 millions à une banque américaine.

Nouvelle banderille, nouveau banderillero : Roger Chinaud, le nouveau secrétaire général des Républicains indépendants, est entré dans l'arène jeudi dernier en présentant à huis clos, devant les députés, son rapport sur les deux dernières années de la gestion à l'O.r.t.f. Le but avoué est de démontrer qu'il existe dans la Maison Ronde un gaspillage inacceptable, que sont accordées à certaines personnes des primes et des indemnités injustifiées, etc. La preuve étant faite, pour Chinaud, une conclusion logique s'impose : faire appel au privé qui gèrera « bien » la maison.

Techniquement, la chose est possible. Parce que Jean Frydman, un des pionniers de la télévision privée en France, s'est assuré l'appui financier de Sylvain Floirat (P.d.g. de Matra et d'Europe 1) et de Marcel Bleustein-Blanchet (P.d.g. de Publicis) afin d'installer un émetteur en Sarre qui diffuserait sur le tiers du territoire français. Cette chaîne privée utiliserait tout simplement le canal d'émission dont la société Image et Son (Europe I) est propriétaire depuis 1961.

C'est alors qu'intervient le picador Denis Baudouin. Homme de confiance de Valéry Giscard d'Estaing, chargé de son service de presse pendant la campagne électorale, il est actuellement P.d.g. de la Sofirad et délégué général à l'Information. La haute surveillance de l'O.r.t.f. relèvera des fonctions de Baudouin. De l'Office à la Sofirad, toutes les passerelles deviennent possibles. Baudouin a d'ailleurs laissé percer son projet : transformer la 3e chaîne en société d'économie mixte où seraient représentés l'O.r.t.f., la Sofirad et les grands groupes de presse régionaux. A lui seul, Baudouin aurait en main les deux premières chaînes de télévision, la troisième chaîne devenue privée, Europe I, R.t.l., Radio-Monte-Carlo — les trois radios périphériques dont la Sofirad détient soit la majorité, soit une bonne part des actions — et la plupart des quotidiens régionaux. Ainsi, « la voix de la France » serait partout présente.

Alors seulement viendra l'heure de Giscard d'Estaing. Lui, et lui seul, au moment où cela lui semblera opportun, donnera le feu vert du gouvernement pour faire voter par le Parlement une loi reprenant grosso modo les élucubrations de Baudouin. L'estocade. ■

Parti socialiste

LE RENDEZ-VOUS DE SEPTEMBRE





François Mitterrand devant la Convention nationale, dimanche dernier.

D'accord pour les Assises de l'automne, le Parti socialiste souhaite même en accélérer la préparation.

Un journaliste américain qui est aussi un vigilant observateur de la vie politique française notait, il y a quelques jours, que celle-ci est aujourd'hui marquée par un étrange paradoxe : la droite qui a fait élire son candidat à la présidence de la République est plongée dans une sorte de morosité, troublée seulement par les propos aigres-doux que s'adressent respectivement, presque chaque jour, les partenaires de la « majorité nouvelle » ; la gauche, qui n'a pas gagné les élections, a un moral de vainqueur, elle enregistre des dizaines de milliers d'adhésions et on n'entend pas en son sein la moindre fausse note.

Les dernières assises communistes et socialistes, les déclarations de Georges Marchais lundi à Actuel 2, celles de François Mitterrand, qui s'est adressé jeudi aux journalistes pour la première fois depuis le 19 mai, tout cela a confirmé ce bon climat en même temps que la similitude des analyses des deux grands partis de la gauche. Analyse que la Convention nationale du Parti socialiste a, pour sa part, résumé ainsi dans sa résolution finale : « Le scrutin du 19 mai constitue pour la gauche un progrès sans précédent. La preuve en est acquise : la gauche française ne vaincra que dans l'unité et la prochaine victoire sera fonction de l'ampleur de l'union réalisée sur des bases plus solides encore. » Illustration immédiate de cette affirmation : la liste de la gauche unie, conduite par le socialiste Jean-Claude Cayrel, l'a emporté dimanche à Villeneuve-sur-Lot avec plus de mille voix d'avance sur celle du maire U.d.r., alors que les chiffres du premier tour laissaient prévoir un scrutin beaucoup plus serré.

La discussion qui a occupé la Convention socialiste, et qui a été marquée par près de vingt-cinq interventions à la suite du rapport de Pierre Mauroy, a montré, au-delà de quelques différences d'appréciation sur la méthode, une quasi-unanimité dans le Parti pour ce qui concerne à la fois son renforcement, son élargissement et sa stratégie. Confirmée avec éclat par le résultat de l'élection présidentielle, l'union de la gauche n'est évidemment remise en cause par personne. Comme l'a souligné François Mitterrand **(voir page suivante)** nul ne songe non plus à jeter aux orties le programme commun qui a scellé cette union il y a tout juste deux ans. Cependant, deux problèmes nouveaux se posent que communistes et socialistes abordent chacun à leur manière, mais avec une même perspective. D'une part, il faut gagner à cette union des catégories sociales qui se sont encore laissées abuser par la démagogie de Giscard d'Estaing ; d'autre part, et ceci conditionne largement cela, il est nécessaire de répondre plus clairement à des questions que les Français se posent sur leur avenir plus lointain et auxquelles le programme commun, établi en 1972 pour cinq ans, répond insuffisamment.

C'est avec cette double préoccupation que la Convention nationale s'est félicitée des échos favorables que l'appel lancé le 25 mai par François Mitterrand a recueillis à la fois au P.s.u. et parmi de nombreux responsables de la C.f.d.t. et animateurs de divers mouvements sociaux, signataires d'un appel commun. Soucieuse de montrer que la volonté d'ouverture du P.s. ne s'exerce pas que dans une seule direction, elle a souhaité que ces différentes initiatives facilitent la venue en plus grand nombre encore d'hommes et de femmes des divers secteurs de la gauche socialiste, notamment de militants syndicalistes tant C.f.d.t. que C.g.t., Fen, F.o. ou membres d'organisations agricoles.

Et, toujours dans cet esprit, elle a non seulement approuvé le projet d'« Assises du socialisme » prévues pour l'automne, mais exprimé le vœu que celles-ci puissent se tenir avant la fin de septembre, afin que le processus de regroupement puisse être accéléré et ratifié définitivement par un congrès ordinaire du Parti socialiste dont l'échéance normale (juin 1975) pourrait être avancée de quelques mois.

Ce désir d'accélération semble avoir été assez bien accueilli par ceux qui sont à l'origine des Assises du socialisme, même si par ailleurs Robert Chapuis, au nom du P.s.u. a exprimé des réserves dont on peut comprendre la signification à partir du moment où le Parti socialiste a clairement réaffirmé qu'il ne s'agit pour lui de ne changer ni son titre, ni l'essentiel de ses structures, ni sa stratégie. Qu'en somme, comme nous l'écrivions ici la semaine dernière, il ne s'agit en aucune manière de refaire un congrès d'Epinay.

Sur ces bases, les délégués du P.s. mandatés par le Comité directeur vont participer activement à la préparation de la grande rencontre de l'automne, qui doit permettre de franchir la dernière étape de l'union des socialistes. Qui pourra alors contester que les choix faits à Epinay étaient les bons, qu'en trois ans tout a changé à gauche ? Et s'étonner que la morosité ne soit pas de ce côté-là ?

CLAUDE ESTIER

→

François Mitterrand : « Jusqu'à la victoire »

Voici les principaux extraits de l'intervention de François Mitterrand à la Convention nationale de samedi dernier.

L'appel que j'ai lancé s'adresse à tout le monde, ou plutôt à tous ceux qui sont en mesure de l'entendre, intellectuellement, politiquement, socialement. En effet, des centaines de milliers d'hommes et de femmes, qui s'interrogent comme nous, qui s'intéressent au Parti socialiste, même s'ils ne l'ont pas rejoint, pourraient le rejoindre — ils viennent de tous les bords. L'ouverture du Parti socialiste ou son élargissement ne connaît aucune autre frontière que le choix de la stratégie, que le contenu théorique et que les objectifs politiques...

Oui, le Parti socialiste est ouvert à tous ceux qui pressentent qu'ils y seront bien pour le service du socialisme. Cet appel s'adresse aussi bien aux adhérents de tout autre syndicat qu'aux adhérents de celui dont nous avons parlé davantage.

Il n'y a pas de limitation. Je pense que personne, ici, ne songe à réclamer l'adhésion de ceux qui mènent un combat au sein du patronat français, mais pourquoi préciser ce qui est inutile et pourquoi faire comme si d'autres y pensaient ? Ne nous livrons pas ce type de procès, cela ne serait pas digne de nous.

Pas davantage, qui songe à abandonner le programme commun ? Le programme commun a été décidé au Congrès d'Epinay, il a été conclu avec le Parti communiste et les Radicaux de gauche ; il a gouverné nos choix fondamentaux, il continue d'être notre contrat politique pour les années qui viennent. Si le prix d'un accord avec qui que ce soit devait être le programme commun, il ne pourrait y avoir d'accord avec personne — mais est-il un seul d'entre vous qui ait songé à cela ou qui ait pu supposer que la direction du Parti, que le Premier secrétaire se soient engagés sur ce terrain ?

Le problème est de savoir si le programme commun répond, à lui seul, à toutes les questions. Or, cela non plus, nul ne l'a prétendu. A tout moment, nous sentons bien, dans notre travail de militants, comme je l'ai senti dans mon travail de candidat, qu'un certain nombre de problèmes sont posés par des militants politiques, mais aussi par beaucoup de citoyens qui ne s'y reconnaissent pas très bien dans le dédale de nos discussions théoriques et qui ressentent comme un besoin d'avoir devant eux, pour les années à venir et peut-être même pour leur génération, ce que certains appellent — le terme est ambitieux — un projet de société...

Nous appelons tous les Français qui peuvent, demain, se reconnaître dans le socialisme tel que nous avons cherché à le définir à travers, maintenant, trois quarts de siècle — hommage à ceux qui nous ont précédés — ou bien, tout simplement en trois ans. Là est notre travail.

A quelle condition ? Il me semble d'abord qu'il faut bien se garder de construire ce qu'on a appelé un parti fourre-tout. Pas de parti fourre-tout dès lors qu'il s'agirait d'enregistrer l'adhésion de ceux qui obéiraient au sentiment d'un moment, à l'émotion d'un soir, à la solidarité d'une campagne présidentielle, disons à une sorte d'éveil à un sentiment de l'Histoire. Non, pas un parti fourre-tout pour quiconque ne se reconnaîtrait pas dans la volonté d'instituer une société nouvelle, qui sera tout simplement la société socialiste.

En second lieu, il est évident que notre combat se situe sur un plan de lutte des classes. Qui donc aurait peur des mots ?

Si, depuis Epinay, nous employons l'expression de « front de classe », c'est parce que nous pensons que l'évolution du monde industriel ne peut identifier exactement les contours de classe tels qu'ils se définissaient aux alentours de 1880 avec ceux que nous connaissons aujourd'hui, dans la définition, par exemple, du producteur de plus-value. Mais la notion de front de classe n'en reste pas moins très précise, et signifie que qui exploite par les moyens de production, et le cas échéant par les moyens de distribution, ne peut pas être l'un des nôtres tandis que ceux qui sont exploités ou dominés, ceux qui ne sont pas libérés ont une vocation naturelle, quels que soient leurs groupes sociaux, à se retrouver socialistes.

Je voudrais que chaque membre du Parti socialiste ait toujours dans l'esprit cette phrase : « Je ne te demande pas comment tu votes, je te demande comment tu vis »...

Pour ce qui me concerne, et afin de répondre à toutes les questions qui ont été posées au cours de ces dernières semaines j'entends assumer la fonction que je dois à votre confiance en me plaçant dans les trois perspectives qu'elle comporte.

La première de ces perspectives, c'est d'assurer le développement du Parti socialiste, son élargissement, son épanouissement, afin de lui donner comme objectif premier, initial, la conquête des suffrages de 25 % des Français.

La deuxième perspective, c'est de préserver et d'approfondir l'union de la gauche, qui reste l'axe de notre stratégie.

La troisième perspective, c'est de poursuivre avec vous le combat politique dont la campagne présidentielle n'a été qu'une étape et de le mener au moins jusqu'à son terme normal, je veux dire la victoire. Jamais nous ne serons au bout de notre peine. Pour le temps qui vient, avec les moyens qui sont les nôtres, partis de quelques dizaines de milliers d'adhérents, nous pouvons raisonnablement nous fixer pour objectif, dans les années qui viennent, d'être le rassemblement des hommes et des femmes qui auront su d'abord proposer une société nouvelle et qui auront été capables ensuite de forger l'instrument.

Quand il s'agira, ayant gagné, d'agir, nous serons, croyez-moi, tous ensemble !

BULLETIN D'ADHESION AU PARTI SOCIALISTE

NOM ..... Prénom .....

Date et lieu de naissance .....

Profession .....

Adresse .....

.....

Désire adhérer au Parti Socialiste

Fait à ..... le .....

Signature :

(Retourner ce bulletin rempli à « l'Unité », 5 rue Viollet le Duc, Paris 9e, qui transmettra)

QUELLE TIMIDITE !

Le Smic porté à 1 213 F par mois pour 43 heures de travail par semaine à partir du 1er juillet prochain. L'allocation vieillesse passant de 14,25 F par jour à 17,26 F à partir du 1er juillet, avec relèvement de 6,7 % du taux des pensions vieillesse. Une augmentation de 12,2 %, à partir du 1er août, des prestations familiales. Est-ce suffisant pour se flatter, comme le faisait Jacques Chirac mercredi, d'être l'auteur d'un « processus de transformation de la société » ? Il est permis d'en douter. Il est vrai que Valéry Giscard d'Estaing et lui cnt pris la précaution d'annoncer que ce n'était qu'un premier pas. Le premier pas d'un grand timide. Car les mesures précises se résument à ces quatre gestes. Tout ce qui pourrait de loin s'apparenter à de véritables réformes reste dans le cadre de promesses floues, que les déclarations de Giscard et Chirac n'ont éclaircies en rien, sinon par référence à un lointain avenir.

Qu'on en juge.

La réduction des inégalités ? Il est « recommandé » aux entreprises de moduler les salaires afin de diminuer les écarts. Nul doute qu'elles vont s'empresser d'aller contre leurs intérêts !

Le problème de l'emploi ? L'objectif prioritaire est d'éviter les licenciements collectifs nombreux (sans doute existe-t-il des mises à la porte en douceur ?) sans que des mesures de reclassement aient été prises. Une indemnité d'attente égale au salaire antérieur « serait » créée. On « envisage » la création d'organismes régionaux chargés de détecter les entreprises en difficulté, et celle d'un fonds de garantie de l'emploi « dont les modalités sont encore à définir », comme l'a avoué Michel Durafour. Un système d'emploi-formation « est à l'étude » et on « prévoit » des mesures pour aider les jeunes à la recherche d'un premier emploi.

Bref, un vaste et beau programme lancé avec bien des précautions oratoires. Prévoir, envisager et étudier ne coûte rien. Et ne garantit rien non plus. Ce flot de bonnes intentions évoque des souvenirs : la « nouvelle société » de Jacques Chaban-Delmas, qui a visiblement beaucoup inspiré le nouveau président et son Premier ministre, forcés par le résultat des dernières élections de se soucier des problèmes sociaux. Ou du moins de sembler s'en préoccuper. On sait ce qu'il était advenu des mirifiques projets de Chaban.

Chirac, lui, prétend réaliser son programme « dans le cadre d'une impulsion nouvelle de la politique de concertation ». Recherchera-t-il vraiment une véritable concertation ? On ne peut que constater que s'il avait recherché l'avis des représentants syndicaux et familiaux pour établir son plan social, on retrouverait la trace de ces consultations dans les mesures annoncées. Ce n'est pas le cas. Sans doute le Premier ministre a-t-il dû aussi tenir compte des « conseils » de ceux qui l'ont porté au pouvoir, et qui n'ont pas exactement les mêmes intérêts que les salariés.

Voilà pourquoi ce nouveau plan risque de ne satisfaire personne : ni les amis de Giscard qui n'aiment pas entendre parler de concertation, ni les principaux intéressés, plus soucieux des actes que des intentions. Mercredi soir, Jacques-Antoine Gau, député socialiste de l'Isère et membre de la commission des Affaires sociales à l'Assemblée nationale constatait : « Pour ainsi dire, il n'y a guère de mesures précises et datées. Et pour celles qui le sont, la plupart avaient été avancées par le précédent gouvernement ! Une véritable justice sociale suppose une autre politique, dont François Mitterrand avait défini les objectifs et les moyens. »

Les plans se suivent et se ressemblent. Dans le domaine social comme dans le domaine économique, Valéry Giscard d'Estaing cherche à frapper les imaginations : après le « plan d'assainissement » du 12 juin, dont l'efficacité, c'est le moins que l'on puisse dire, est contestable, la grande réforme sociale annoncée le 19 juin risque de ne pas entamer le scepticisme de ceux qui ont refusé leur voix au nouveau Président. Peut-être même y aura-t-il, dans les rangs de ceux qui appelaient Giscard « à la barre », certains mauvais esprits pour penser qu'ils ont passé un marché de dupes... Giscard d'Estaing le sait bien puisqu'il a éprouvé le besoin de venir lui-même une fois de plus, mercredi soir, à la télévision, répéter aux Français combien le nouveau gouvernement est généreux avec eux.

Malheureusement, la France, regardée au fonds des yeux, risque de détourner son regard vers ce qui lui est proposé dans les faits. Ils ne justifient en rien un optimisme débordant.

Certes, le Smic a été relevé. Il faut dire qu'il était difficile, alors que chacun a encore la tête farcie des promesses du candidat Giscard, de faire autrement. Et, là plus qu'ailleurs, le gouvernement cherche à frapper les imaginations, faisant la preuve, une fois de plus, de son sens aigu de la publicité. En oubliant que depuis décembre dernier, les syndicats réclament sans relâche le Smic à 1.200 F pour 40 heures de travail par semaine. Face à ce « geste », on s'en doute, les réactions des syndicalistes, tant à la C.g.t. qu'à la C.f.d.t., sont mitigées : « Certes, quand on connaît la situation de ceux qui vivent avec le Smic, aucune amélioration n'est négligeable. D'autant plus que cette mesure touche non seulement les smicards, mais tous ceux dont le salaire avoisine le Smic et qui sont encore plus nombreux. Cela dit, il ne faut pas oublier que si le Smic vient d'être augmenté, c'est parce qu'à gauche nous posons le problème depuis longtemps. Et on est encore loin du compte, puisque nous avons calculé que, pour vivre décemment, il fallait un minimum de 1.300 F par mois. Surtout si l'on considère que les étiquettes des prix continuent à valser. Dans ces conditions, le relèvement du Smic ne peut pas être satisfaisant : le gouvernement ne prend aucune mesure contre la hausse des prix. La preuve : Fourcade reconnaît lui-même qu'avant 4 ou 6 mois, il ne pourra absolument pas la contrôler. » Et rien ne permet d'affirmer que le patronat ne va pas choisir de répercuter sur les prix les hausses de salaires consenties. Bien au contraire.

Enfin, les syndicats constatent que le gouvernement annonce un nouveau taux du Smic, certes, mais toujours pour 43 heures de travail, alors que la durée légale est de 40 heures : un moyen comme un autre de grossir artificiellement un chiffre.

Assistance

Seconde mesure destinée à persuader les Français que Giscard d'Estaing tient ses promesses : l'augmentation du minimum vieillesse. « C'est là, dit-on rue Lafayette et square Montholon, que l'écart est le plus grand entre ce qu'on souhaite et ce qui est accordé. C'est évidemment une mesure où il est facile de faire du sensationnel : on part de si bas ! Encore une fois ce n'est pas négligeable. Et, pour les 2 millions de personnes âgées qui touchent 14,24 F par jour, tout constitue un progrès. Progrès qui va vite être grignoté par la hausse des prix. De toute façon, tant que le minimum vieillesse ne garantira pas 80 % du Smic, on ne peut parler que de mesure d'assistance. Rien de plus. »

Les autres mesures éveillent les mêmes sons de cloche dans les syndicats, qui résument ainsi leur opinion : « On est loin du compte. » →

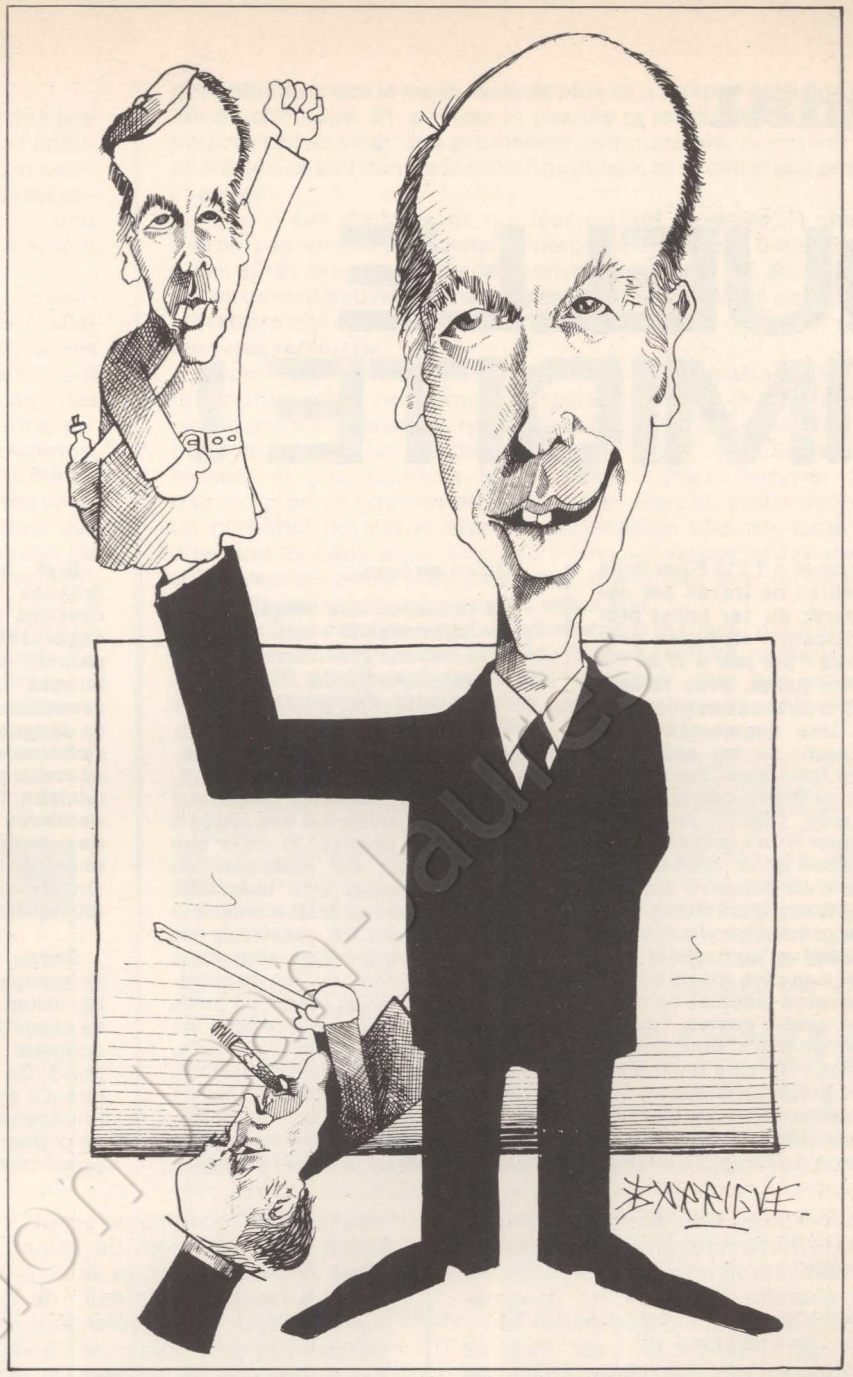


Edmond Maire.



Georges Séguy.

QUELLE TIMIDITE !



Toutes les promesses de Giscard, en effet, n'ont pas été tenues. Loin de là. Et ce qui frappe surtout dans les mesures sociales annoncées mercredi, c'est... tout ce qui ne s'y trouve pas. Il faut dire que si durant sa campagne le candidat avait beaucoup promis, il avait pris, bien souvent, le soin de rester dans le vague. Et son programme était si vaste qu'il peut aujourd'hui jouer sur le facteur temps. Car lorsqu'on promet de donner « la priorité absolue à la défense du plein emploi », par exemple, il est facile de dire ensuite que cela ne peut être fait en un jour. Un argument que le gouvernement ne se fera pas faute d'employer. Mais, s'il lui était possible avant les élections d'étourdir les Français dans un flot de bonnes intentions, ils attendent aujourd'hui des actes.

Qu'offre-t-on aux femmes, tant flattées pendant la campagne ? Comment pourront-elles mieux concilier aujourd'hui qu'hier « leur vie familiale et leur vie professionnelle » ? Mystère. Le secrétariat d'Etat à la condition féminine n'a même pas vu le jour : une absence révélatrice.

Quelle nouvelle politique de la famille propose-t-on ? Tout, dans les nouvelles mesures, permet de constater que le pouvoir d'achat des familles n'est pas préservé. En ce domaine, comme dans bien d'autres, Giscard d'Estaing avait pourtant fait miroiter bien des mirages. Le retard de plus de 52 % que les allocations familiales ont pris sur les salaires depuis 1958 est loin d'être comblé.

Mystification

Bref, estime un syndicaliste, « il s'agit de mesures prises pour tempérer au mieux l'insatisfaction générale ». Opinion répandue : ce « saupoudrage » ne révèle pas — mais qui s'y attendait ? — un changement profond. Et c'est au tournant de la « démocratie dans l'entreprise » que les syndicats, qui observent aujourd'hui leurs nouveaux partenaires, attendent le gouvernement. Avant même l'annonce des mesures, recevant les délégations de la C.g.t. et de la C.f.d.t., Jacques Chirac a assuré qu'il entendait bien l'instaurer. Il est vrai qu'il s'est empressé de préciser qu'il voulait bien un fonctionnement plus démocratique dans les entreprises, mais surtout « pas dans le désordre ». Formule qui a eu l'heur de rendre les syndicats encore plus méfiants qu'ils ne l'étaient. D'accord pour aborder ces problèmes au cours de négociations — ils l'ont dit au Premier ministre — les responsables syndicaux disent aujourd'hui : « Nous sommes disponibles pour négocier. Mais nous ne nous prêterons pas à une mystification. » Ils ajoutent : « Le champ de la négociation ne sera de toute façon pas aussi large qu'il aurait pu l'être avec François Mitterrand. La politique sociale continue d'être une politique d'assistance, qui ne règle en rien les problèmes fondamentaux. L'équipe Giscard-Chirac a intégré le langage et le comportement de Chaban. Elle a aussi compris que l'actuelle société ne pouvait être satisfaisante pour bien des gens qui sont les forces vives du pays. Mais nous serons attentifs à tester la volonté de négocier réellement du gouvernement. »

Pour le moment, c'est à un rôle d'observation que se cantonnent les confédérations syndicales. Et, au cours de contacts nombreux, C.g.t. et C.f.d.t. analysent ensemble les problèmes auxquels Giscard n'a pas apporté de réponse. A la rentrée, un fait nouveau interviendra : si le Bureau national de la C.f.d.t., réuni cette fin de semaine, approuve le nouvel accord d'unité d'action préparé par les deux confédérations — il serait, dans ce cas, rendu public lundi — bien des divergences qui avaient agité les deux centrales seront dépassées.

Giscard d'Estaing se retrouvera donc à la rentrée face à des travailleurs dont le mécontentement n'aura pas désarmé à cause des quelques mesures annoncées mercredi, de syndicats dont l'unité sera considérablement renforcée, et dont l'opinion n'aura pas changé : « L'habileté toute seule ne peut pas être une politique. »

MICHELE BACKMANN et
CHRISTINE COTTIN

Uniteledis présente

TOUT VA CHANGER DEMAIN

(La campagne de François Mitterrand, avril-mai 1974)
Un film 16 mm couleur.
En location à Unitélédis au prix de 500 francs.

UNITELEDIS 7, rue Viollet-le-Duc - 75009, Paris.

changer la vie sociale et économique

AVORTEMENT : UN COMBAT A POURSUIVRE

Le 6 juin, devant le tribunal d'instance du 14e arrondissement, trois travailleurs de l'hôpital international de l'Université de Paris ont attaqué la direction pour licenciement abusif.

Le motif de ces renvois : faute professionnelle grave. En fait, à la demande d'une patiente dont la grossesse présentait des signes inquiétants, avec l'accord tacite de plusieurs médecins, ils pratiquent un avortement à l'intérieur même de l'hôpital.

Décision qui n'a pas été prise à la légère. Dans tout le service, et même dans l'hôpital, on se réunit, on discute. Du 28 décembre, date de son admission à l'hôpital, au 8 février, la jeune femme attend. Son état se détériore : en un mois, elle perd 10 kg. On la met sous perfusion. Les médecins refusent toujours de prendre une décision. Le chef du service remet cependant à la jeune femme les adresses du Mlac et de cliniques à l'étranger.

Le 8 février, après mûre réflexion, un groupe de 50 travailleurs para-médicaux, de plusieurs internes et de médecins réanimateurs décide que si avortement il y a, il doit se passer dans les conditions de sécurité optima. Où seraient-elles mieux réunies que dans un hôpital ? Dans l'après-midi, l'intervention a lieu dans le service de médecine du Dr Pract, et parfaitement exécutée. Immédiatement, 50 membres du service signent un texte affirmant leur responsabilité collective. Malgré cette proclamation commune des agents hospitaliers, la direction licencie trois d'entre eux.

Avant le 26 juin, date du verdict, tous ceux qui se sentent concernés par ce problème sont invités à manifester leur solidarité aux trois licenciés de l'hôpital universitaire de Paris.

REPRESSION EN HAUSSE

La recrudescence de la répression syndicale commence à inquiéter sérieusement la C.g.t. et la C.f.d.t. Quelques chiffres révélateurs à ce sujet, donnés par la Caisse nationale d'action syndicale C.f.d.t. pour ses seules interventions et dossiers constitués en action juridique : en 1973, 260 actions en justice ont été menées, contre 172 en 1972, soit 51 % d'augmentation. En 1974, la progression risque d'être plus forte encore : 107 dossiers de répression syndicale ont déjà été ouverts en trois mois et demi.

Les chiffres des licenciements abusifs de militants syndicaux connaissent la même progression : au 15 mai 1974, le C.n.a.s. recense déjà 40 dossiers, contre 29 pour la même période de l'année passée.



Les trois inculpés de l'hôpital international de l'Université de Paris.

OBTENIR PLUS QUE DES MIETTES

En grève depuis une semaine, les 450 employés de la biscuiterie Lu-Brun associés poursuivent leur grève. Des négociations devaient s'ouvrir jeudi, ils en avaient obtenu la promesse du directeur. Mais ce dernier, sous prétexte que cet engagement lui a été arraché sous la contrainte — comme si le patronat accédait à ce genre de demande sans y être « un peu » forcé ! — s'est rétracté.

Devant cette mauvaise foi, les travailleurs se sont remis en grève, reconductible toutes les 24 heures, soutenus par les syndicats C.g.t., C.f.d.t. et F.o. Leurs principales revendications portent sur la grille hiérarchique, la prime de vacances, et une pause pour le déjeuner. Pour le moment, la direction générale et la direction locale se renvoient la balle, comptant sans doute sur le pourrissement du mouvement. Un calcul pas forcément habile : des grèves commencent à avoir lieu dans d'autres usines du groupe...

LA BB DE LA COLERE

Creusot-Loire : lock-out de 650 travailleurs des laminoirs du Creusot et du Breuil (Saône-et-Loire). Le conflit dure maintenant depuis plus de trois semaines. Aux débrayages des fondeurs pour obtenir une révision des salaires et de meilleures conditions de travail, la direction avait répondu par quelques maigres propositions. Tellement maigres qu'après un vote à bulletin secret, elles ont été largement repoussées. C'est alors que, sous prétexte de « sécurité du personnel », la direction a décidé de fermer les laminoirs à compter du 14 juin. A l'appel des syndicats C.g.t. et C.f.d.t., les travailleurs lock-outés, en tenue de travail, se sont rendus dans les ateliers pour protester contre ces mesures qui tentent de les opposer aux grévistes.

La colère des ouvriers n'a pas empêché la direction, dimanche, de se pavaner en grande pompe autour de la 5 865e locomotive sortie des usines du Creusot : la BB 25.175, baptisée « Le Creusot » par André Jarrot, ministre de la Qualité de la vie. Honneur aux locomotives et lock-out pour les ouvriers qui les fabriquent ! Un cynisme auquel les travailleurs ne veulent pas se faire.

UN PROCES C.F.T., CHICHE !

Jacques Simakis, secrétaire général de la C.f.t., annonce qu'il va porter plainte contre la C.g.t. Une excellente idée : un procès public permettrait à la C.g.t. de faire, une fois de plus, la preuve de toutes les accusations qu'elle a lancées contre la C.f.t. La C.g.t. n'a d'ailleurs pas voulu attendre : à l'occasion du procès en diffamation qui oppose André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, à la C.f.t., la C.g.t. a transmis un dossier très instructif sur la C.f.t. au président de la Cour d'appel. « Syndicalisme », l'hebdomadaire de la C.f.d.t., étant lui aussi attaqué en diffamation par la C.f.t., les trois syndicats C.g.t., C.f.d.t. et Force ouvrière ont décidé de mettre en commun tous leurs dossiers contre cette organisation.

« La campagne contre la C.f.t. n'est pas un règlement de comptes entre organisations syndicales, car la C.f.t. n'est pas une organisation syndicale », rappelle Henri Krasucki (C.g.t.). C'est « une officine créée par le patronat, financée par lui, qui s'ingère de façon grossière, immorale et illégale dans les affaires syndicales avec la complicité de la police et de certains hommes politiques réactionnaires. » Si Georges Séguy a refusé tout entretien télévisé avec Simakis, il réclame en revanche une confrontation publique avec un vrai responsable dans le patronat : Paul Berliet, par exemple, qui pourrait expliquer comment il a financé — et grassement — la C.f.t.

LE POKER MENTEUR

Giscard d'Estaing a tout misé sur la réussite du tandem Nixon - Fayçal pour stabiliser le prix du brut. Un pari dangereux.

La France vient de battre un nouveau record. Celui du déficit de sa balance des paiements. Pour le seul mois de mai, ce déficit s'est élevé à 2,4 milliards de francs. L'analyse de nos ventes et de nos achats est révélatrice. « Nous sommes presque un pays sous-développé, a grommelé un expert du ministère des Finances. Non seulement notre déficit ne cesse de s'accroître — et je me demande où nous en serons au mois d'août — mais le seul poste de vente dont la courbe soit satisfaisante est celui des matières premières. » Et, à examiner le détail des échanges de la France avec le reste du monde, il y a vraiment de quoi s'inquiéter. Depuis le début de l'année, nos ventes de produits agricoles stagnent ou baissent, celles des biens de consommation ne croissent que fort peu, et celles des biens d'équipements ont un pourcentage de croissance beaucoup plus faible que celles des matières premières.

Quant à nos achats, sans même parler des produits énergétiques, ceux en biens d'équipements croissent beaucoup plus vite que ceux en biens de consommation.

Les contradictions entre ce reflet de notre économie qu'est la balance des paiements et les mesures économiques décidées par Giscard d'Estaing dans son plan du 12 juin sont telles que de nombreux économistes ont renoncé à comprendre. « Ce n'est pas un plan économique, mais un plan électoral », n'a pas hésité à dire un haut fonctionnaire du Plan. D'autres essaient de mesurer la part de pari faite par Valéry Giscard d'Estaing. Un pari portant sur le coût des produits pétroliers et des matières premières.

En apparence, les décisions prises par les pays exportateurs à Quito, au début de la semaine, semblent lui donner un début de raison. Pour le troisième trimestre, les prix du brut resteront au niveau des prix des premier et second trimestres. Quant à l'augmentation des charges fiscales, elle se limiterait à 2 %, ce qui est peu. Mais cela ne signifie pas que, pour le dernier trimestre, les choses en resteront là.

Accord Nixon-Fayçal

Car la définition du prix du pétrole vient d'être le motif d'une véritable « guerre » menée, par l'intermédiaire de l'Arabie saoudite, par les Etats-Unis. A la fin de 1973, ces derniers souhaitaient que les prix montent. Fort. Cela allait leur permettre de mettre au pas les Japonais et les Européens. Les pays producteurs n'étaient pas hostiles, loin de là, à une telle mesure. Mais aujourd'hui, satisfait, Washington, pour éviter que la crise ne s'aggrave, souhaite qu'à défaut de baisse le prix du brut ne grimpe plus. C'est le sens de l'accord passé entre le roi Fayçal et Richard Nixon.

Le 9 juin, l'Arabie saoudite a accepté d'augmenter sa production de pétrole — elle est déjà le premier exportateur mondial — de ne pas augmenter ses prix et, mieux, d'essayer de faire baisser le prix défini par l'Opep, enfin d'acheter aux U.s.a. les armes et les équipements industriels qui lui sont nécessaires. Or, pour la seule année 1974, son pétrole lui a fourni 20 milliards de dollars de recettes. C'est dire si le marché est somptueux. Appliquant les termes de l'accord, les délégués de Fayçal à la réunion de Quito ont réussi à éviter l'augmentation.

Car la majorité des pays producteurs souhaitait augmenter les prix du brut en fonction du taux d'inflation. C'est-à-dire faire monter de 12 % le prix du 1er janvier 1974. Et, en même temps, de modifier radicalement la fiscalité qui, la semaine dernière, laissait 55 % des bénéfices aux Etats et 45 % aux compagnies pétrolières.

L'accord Ryad-Washington, les réserves fabuleuses de l'Arabie saoudite, son poids sur les émirats d'Abou Dhabi et de Qatar ont bloqué les autres pays producteurs. Mais pour combien de temps ? C'est que n'ayant pas les mêmes raisons politiques que le roi Fayçal de se soumettre aux volontés des Etats-Unis, les chefs d'Etat des autres pays producteurs ne peuvent pas accepter l'évolution actuelle.

Le cadeau à Rothschild

La hausse du brut de fin 1973 - début 1974 a créé une situation nouvelle. Le revenu supplémentaire que ces Etats vont toucher en 1975 est de l'ordre de 50 milliards de dollars. Mais de 50 milliards de dollars « en papier ». En effet, on a pu calculer que, sur ces 50 milliards, 10 milliards seulement pourraient être investis. Les 40 milliards restants n'ayant pas d'emploi. Et, au fil

Une super-contrainte très ordinaire

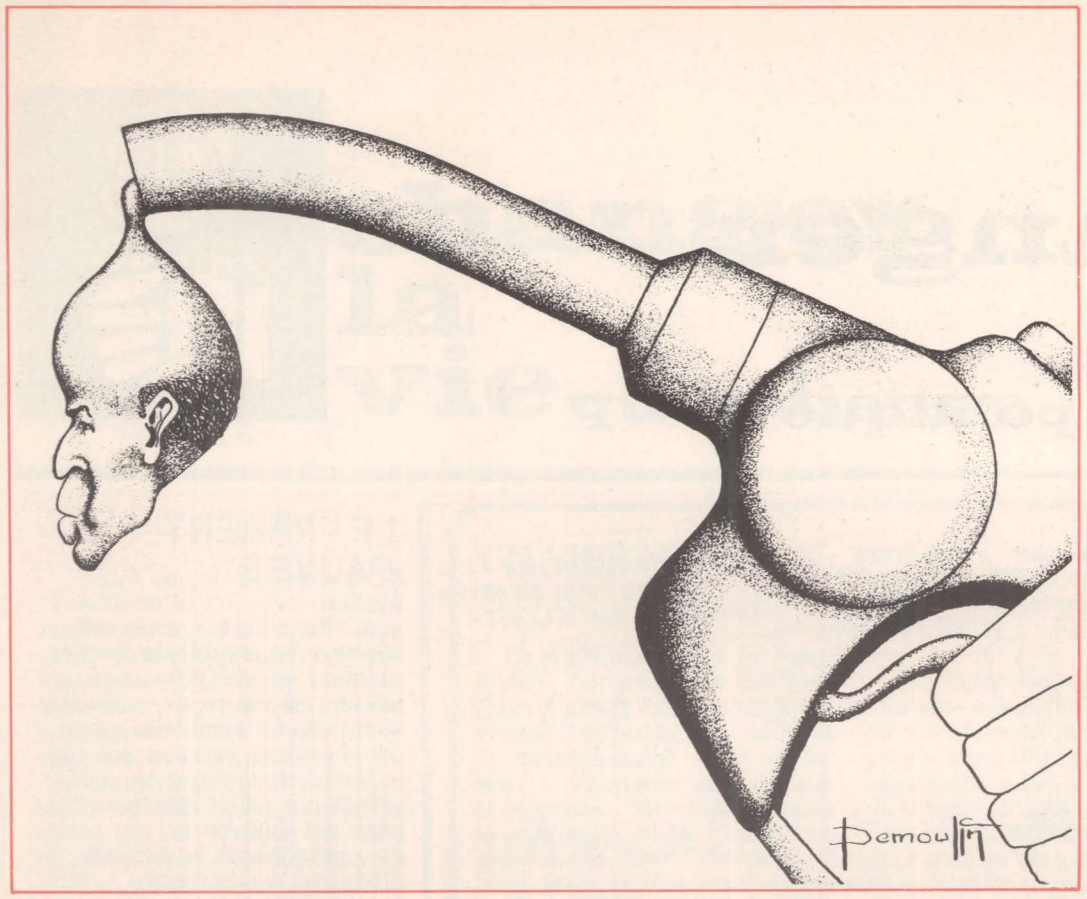
Les Français sont gourmands. D'énergie en général et de pétrole en particulier. Même s'ils font attention à leur porte-monnaie. Pour les cinq premiers mois de l'année, si la consommation de « super » a baissé de 6 % par rapport à la même période de 1973, la consommation de l'essence ordinaire a augmenté de 23 %. C'est dire, à la fois, si le prix joue sur la consommation et si les transports en commun étant ce qu'ils sont, les Français sont contraints d'utiliser leur voiture. Quitte à « faire cliqueter leur moteur s'ils ne savent pas régler l'avance... » lorsque l'on passe du super à l'ordinaire.

Mais, au ministère de l'Industrie, on a d'autres soucis. Pour réduire le volume des importations de pétrole, il faut autre chose qu'une augmentation du prix de vente de l'essence. Il faut réussir à convaincre ou à contraindre les Français à moins se chauffer. L'hiver 1973-74 a été relativement doux. Cela a permis une baisse de 21,4 % de la consommation de fuel domestique. Mais que nous réserve le prochain hiver ?

Alors les experts du ministère, sachant que l'on ne convaincra pas les Français si le thermomètre baisse trop, recherchent le meilleur moyen de contraindre.

Cela passe par le recensement de tous les consommateurs de fuel domestique. Puis par l'établissement d'un quota de consommation en fonction des achats réalisés en 1973. On tiendra compte, pour établir ces quotas, des conditions climatiques. Reste à trouver comment les Français pourront obtenir leur quota. Et seulement leur quota. Va-t-on mettre en circulation des tickets de fuel ? Cela ferait terriblement rationnement et permettrait un « marché noir » immédiat. Va-t-on instituer une carte personnalisée ? Cela limitera, mais limitera seulement, ce marché noir. Et les experts continuent de rechercher le moyen le plus efficace de limiter la consommation sans avoir l'air de le faire.

N'ayant encore rien trouvé, le gouvernement du « changement » reprend les plans élaborés pour le gouvernement Messmer. Avec comme objectif de réduire la consommation de l'ensemble des produits pétroliers de 7 à 15 % en un an.



des mois, l'inflation grignote ce trésor. De surcroît, les taux actuels du crédit sont tels que les Etats « hésitent » à prêter leur argent : d'une part, les pays sous-développés ne peuvent pas payer les frais financiers ; d'autre part, les taux d'inflation sont tels que les prêteurs ne sont pas sûrs d'avoir intérêt à le faire. Le taux d'inflation risquant de rattraper les taux du crédit.

De plus, les gisements, tôt ou tard, s'épuiseront. Un certain nombre de pays sont tentés — comme la Libye — de limiter leur production : il vaut mieux conserver du pétrole que de l'argent. Le premier ne perdant pas sa valeur, alors que le second...

Tout cela permet à nombre de spécialistes pétroliers de douter que les U.s.a., par Arabie saoudite interposée, réussissent à convaincre les pays producteurs à baisser leur prix.

Or, à part rêver d'une hypothétique baisse des prix, que fait le président de la République ? Il poursuit la politique du ministre des Finances. C'est-à-dire qu'il place chaque jour davantage la France sous la dépendance des compagnies internationales. L'opération s'est déroulée suivant deux axes. Le premier est conjoncturel. Il commence avec le voyage de Michel Jobert dans les pays arabes. Un contrat est alors signé, assurant à la France la livraison d'un certain volume de pétrole. Mais ce contrat est coûteux. Il est établi pour un prix équivalent à 93 % du cours officiel. Or, les compagnies pétrolières qui disposent encore de rentes minières — c'est-à-dire qui disposent encore de concessions d'où elles extraient du pétrole extrait par leurs soins. Ce qui fait de pétrole acheté à 93 % du prix posté et de pétrole extrait par leur soin. Ce qui fait qu'Elf-Erap, en achetant du pétrole garanti par contrat, dépense plus que les autres compagnies. On a calculé qu'en 1974 la société nationale Elf-Erap dépenserait 250 millions de francs de plus ; 420 millions en 1975 ; 510 en 1976. Soit une perte de 1 milliard 180 millions en trois ans.

Et les précédents paris de Giscard font que la société nationale se retrouve avec un handicap de 30 F par tonne, par rapport aux sociétés étrangères (Esso, Shell, Mobil, B.p.). Ce qui signifie que, pour conserver sa part du marché (23 %), il faudrait que la puissance publique intervienne financièrement. Or, il ne semble pas que l'Etat veuille le faire. Dans le « Bulletin de l'industrie pétrolière » du 2 avril, Pierre Guillaumat, P.d.g. d'Elf-Erap, écrivait : « Le ministre des Finances n'est pas plus favorable à un soutien à l'Erap qu'à une révision de prix. » Depuis, la révision de prix a eu lieu. Elf vendant plus de fuel que d'essence, les nouveaux prix n'inversent pas suffisamment la situation.

Cela signifie que l'Etat accepte une diminution de la part du marché détenu par l'Erap au bénéfice des autres groupes pétroliers. Qui sont tous étrangers.

Mais cette « désorganisation » de la société nationale avait commencé avant, avec le deuxième axe, « l'axe financier ». Depuis plusieurs années, les bénéfices du groupe Elf-Erap ou de sa filiale, la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (S.n.p.a.), ont été utilisés d'une manière troublante. Tout d'abord, les pouvoirs publics n'ont pas cherché à ce que les bénéfices réalisés grâce au gaz de Lacq soient utilisés soit dans un programme de recherches pétrolières, soit dans la recherche portant sur d'autres énergies.

Moins manger

Mais les bénéfices n'étaient pourtant pas gelés. En 1970, ils ont servi à racheter au groupe Rothschild la société Antar. A un prix trois fois supérieur au cours atteint par les actions Antar deux ans plus tard !

En 1974, le groupe Rothschild, toujours lui, ayant des difficultés, réussit à « vendre » à la S.n.p.a. 50 % des actifs de la société Le Nickel, lui appartenant encore. Pour plus d'un milliard de francs. Il faut dire que Le Nickel, malgré des allègements d'impôts exceptionnels, venait de perdre en deux ans 250 millions. C'est dire à quoi le Pouvoir, qui permet aux groupes pétroliers d'étendre leur emprise en France, utilise une société nationale.

Dans ces conditions, on mesure à quel point le pari de Giscard est risqué. D'une part, il n'est pas évident qu'une baisse des prix intervienne, d'autre part, même si elle intervenait, à part de soulager la balance des paiements, elle n'aurait que peu d'effet sur l'état de notre économie. Car les pétroliers ne sont pas prêts à lâcher ce qu'ils ont gagné. Et le gouvernement français est un des rares à ne pas avoir au moins protesté contre les super-bénéfices réalisés grâce à la crise !

On comprendre, après cela, que des bruits circulent dans les « milieux généralement bien informés » de Bruxelles, indiquant que la France allait rejoindre le groupe des 12 sur l'énergie, c'est-à-dire s'aligner sur les positions américaines. Les vélléités d'indépendance de Jobert n'ont pas résisté aux « changements ». Et Giscard, espérant que son grand allié allait réussir son opération, attend.

Pendant ce temps les Français, selon ses vœux, limitent leur consommation. Peut-être pas d'essence. Mais, selon une enquête réalisée par la Sofres pour l'hebdomadaire « Elle », de produits alimentaires. 32 % des personnes interrogées ont indiqué qu'elles consommaient moins de viande, 24 % moins d'huile, 11 % moins de poisson et de vin. Et ce sont les personnes âgées qui ont le plus restreint leur consommation de viande. Aucun rapport entre la politique énergétique de Giscard et la consommation alimentaire des Français ? Ce n'est pas si sûr que cela. Puisque tous, ou presque tous les arguments de Giscard portent sur les causes de la crise, que le déficit de la balance commerciale est expliqué en premier lieu par l'augmentation du pétrole. Et que c'est pour lutter contre cela, tout en laissant les compagnies faire des bénéfices prodigieux, qu'il veut réduire la consommation des Français.

GUY PERRIMOND

VILLE DE SARCELLES RECRUTE
DACTYLOS - STANDARDISTES
Se présenter pr. concours mercredi 26 juin à 9 heures ou 14 heures en Mairie, 3 rue de la Résistance.

la nouvelle revue
SOCIALISTE

directeur politique : François Mitterrand
rédacteur en chef : Maurice Benassayag

N 2 - MAI-JUIN 1974
115 pages - 8.00 francs

L'ENERGIE ET LA CROISSANCE

« ... Entre une jungle planétaire plus féroce et un meilleur équilibre mondial, nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins ; mais ce meilleur équilibre ne peut être envisagé que dans une perspective socialiste. »

articles et études de : Michel Beaud, Pierre Dockès, Yves Durrieu, Bernard-Henry Levy, Philippe Machefer, Nicole Questiaux, Ignacy Sachs, Mohsen Toumi, André Vianès, etc.

Dans le même numéro :
De la modernité des concepts gramsciens par Jacques Sztern
Pour un cinéma mythologique par Frédéric Mitterrand

Adressez vos commandes à LA NOUVELLE REVUE SOCIALISTE
12, cité Malesherbes, 75009 PARIS
Abonnements : 1 an : 70 F - 6 mois : 40 F

RAPPEL : N 1 - ANATOMIE DU PARTI SOCIALISTE
EN PREPARATION : N 3 - L'ELECTION PRESIDENTIELLE

changer la vie politique

BRESIL : D'ETRANGES DISPARITIONS

Le 10 juin dernier, Maria Conceicao Sarmanto Coelho da Paz était arrêtée par la police politique de Sao Paulo, au Brésil. Agée de 53 ans, elle est la mère d'un militant révolutionnaire passé dans la clandestinité. Depuis le jour de son arrestation, sa famille est sans nouvelles et craint qu'elle soit soumise à la torture, méthode habituelle de renseignements de la police politique brésilienne. Rien de changé là-bas, en dépit des vertueuses indignations du président Geisel et de sa prétendue « libéralisation ». L'escadron de la mort opère toujours.

FIDELE AU POSTE

En visite à Paris, le président de la République gabonaise s'est entretenu lundi avec Valéry Giscard d'Estaing et Pierre Abelin, ministre de la Coopération. Ce dernier a rendu compte des conversations entre les deux présidents puis, questionné sur son propre rôle, a répondu : « De mon côté, j'ai précisé quelques points concernant la coopération entre la France et le Gabon, et notamment tout ce qui concerne la télévision ». Cette irruption de la télévision à l'avant-scène de la politique de coopération n'a évidemment aucun rapport avec un slogan du genre : la bonne télévision, c'est l.t.t....

HAUTS-DE-SEINE : + 600

La Fédération des Hauts-de-Seine du Parti socialiste, qui depuis la campagne présidentielle a déjà accru ses effectifs de près de 30 % (600 adhérents nouveaux), organise samedi 22 et dimanche 23 juin, en vue de renforcer ce courant d'adhésions, un « week-end de la Rose ». Des roses seront offertes à la population au cours de ces deux journées d'action. Une documentation sur le Parti sera présentée et, dans la plupart des communes, les habitants seront invités au cours des jours qui suivront à des réunions « portes ouvertes » organisées par des sections locales.

Cette manifestation marque une nouvelle étape dans un travail de renouvellement entrepris depuis plusieurs années : le Parti socialiste a, dans les Hauts-de-Seine, intégré beaucoup de nouveaux militants (syndicalistes, jeunes, femmes, chrétiens, en particulier). Et « l'érosion de la droite » que les commentateurs ont notée dans ce département lors des présidentielles est, pour beaucoup, la conséquence de ses efforts et du dynamisme qu'il a retrouvé.

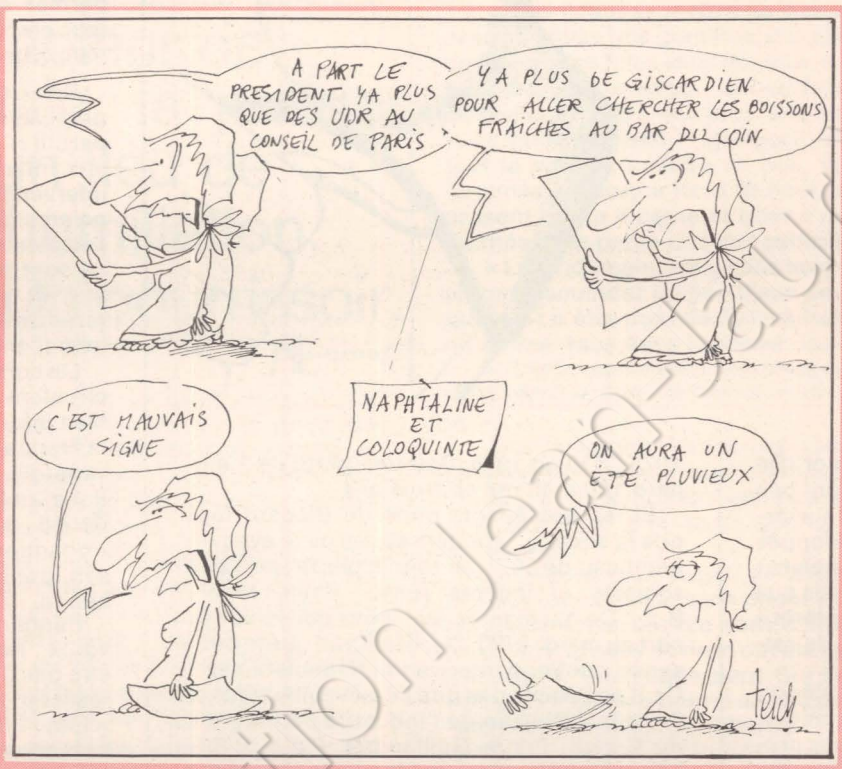
QUATRE HEURES POUR LE MAROC

Maroc : visitez le pays des oranges et des tapis haute laine. A part les épisodiques tentatives d'assassinat du monarque, l'ordre y règne. Pourtant, une pleine page de journal ne suffirait pas à dresser la liste des luttes en cours. La dernière en date : la grève des enseignants marocains lundi dernier. Dans quelques mois, plusieurs centaines de coopérants français récemment recrutés iront rejoindre leur poste dans ce pays où la répression s'intensifie, n'épargnant personne.

Le comité de lutte contre la répression au Maroc, avec le soutien de l'Association des Marocains en France, organise mardi prochain, à partir de 19 h (cinéma Ménil-Palace, 38 rue de Ménilmontant, Paris XXe) « Quatre heures sur le Maroc ». Outre la projection du film « Les mille et une mains », une exposition de photos et un montage audiovisuel sur la situation au Maroc, ainsi que trois débats : sur le rôle de l'impérialisme dans la coopération franco-marocaine ; l'appareil de répression du Pouvoir ; les luttes du peuple marocain.

RACISME CONFIRMÉ

Les procès ne valent rien à l'ex-Ordre nouveau. Après avoir été déboutés lors de leur procès intenté à « l'Unité », les dirigeants de cette organisation viennent d'être condamnés. Les juges de la 3e Chambre de la Cour d'appel de Paris ont condamné les responsables de leur journal pour « provocation à la haine et à la discrimination raciale ». C'est le Mrap qui a obtenu ce jugement fort instructif : Ordre nouveau est bien une organisation raciste.



LE PARENT PAUVRE

L'éducation surveillée est aux abois. « Sous prétexte de changement, va-t-on faire un pas de 35 ans en arrière ? », s'inquiète Serge Soto, secrétaire général du Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (S.n.p.e.s.). Cette interrogation est motivée par un projet qui rattacherait la direction de l'éducation surveillée (relevant actuellement du Garde des Sceaux) au nouveau secrétariat d'Etat à la Condition pénitentiaire. Pour le S.n.p.e.s. il est essentiel de distinguer de la prison l'éducation surveillée et de limiter la détention des mineurs de moins de 18 ans à des cas exceptionnels, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Soto signale que les incidents se sont multipliés récemment au centre d'observation des mineurs de Fresnes, où trois jeunes détenus ont tenté de se suicider. Le S.n.p.e.s. s'est depuis longtemps prononcé pour la fermeture de ces centres d'observation en milieu carcéral. Encore faudrait-il leur donner les moyens de fonctionner en milieu ouvert. Or, précise Soto, « nos demandes de personnel ne sont satisfaites qu'à 20 %. Il y a aujourd'hui un éducateur pour 150 jeunes délinquants. La moitié des tribunaux pour enfants ne disposent d'aucun équipement d'éducation surveillée ».

GISCARD JUGÉ

C'est à se demander qui a bien pu voter Giscard d'Estaing, le 19 mai... « France-Soir » a en effet publié mercredi un sondage réalisé par l'Ifop les 14 et 15 juin, qui n'est pas particulièrement glorieux pour le président de la République. Qu'il s'agisse de confiance au gouvernement pour réduire la hausse des prix, pour diminuer les inégalités sociales ou pour « améliorer le sort des gens », les réponses négatives l'emportent largement. Quant au jugement sur le plan de lutte contre l'inflation, il est sans appel : 43% (et 40% dans l'électorat de la majorité !) l'estiment inefficace, contre seulement 22% d'appréciations positives.

LE BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE

Conseil de Paris

Le Conseil de Paris est devenu une sorte de microcosme des affrontements internes qui secouent la majorité prétendument nouvelle. Déjà, en mars dernier, une première rupture spectaculaire s'était produite entre U.d.r. et giscardiens, ces derniers votant avec la gauche pour la sauvegarde de la Cité fleurie et la tenue d'une session extraordinaire consacrée au statut de Paris.

L'U.d.r. qui, depuis des années, exerce une autorité sans partage sur l'Assemblée parisienne, dont elle détient les principaux postes, avec notamment le rapporteur général du Budget, Christian de la Malène, et le syndic André Planchet, n'a jamais pardonné à Jacques Dominati cette tentative d'émancipation. Elle la lui a fait payer la semaine dernière en refusant, malgré l'intervention directe du ministre de l'Intérieur, de le maintenir une année encore au fauteuil présidentiel de l'Hôtel de Ville ; ce qui, la fonction créant l'organe, aurait pu laisser croire que Paris avait désormais un maire.

Dominati a, certes, payé bien d'autres choses et d'abord la mauvaise humeur de l'U.d.r. contre la composition du gouvernement Chirac, dont aucun de ses élus parisiens n'est membre, en dépit des promesses qui semblaient avoir été faites. Mais le président sortant a payé aussi les conséquences de sa propre légèreté. Quelques heures avant le scrutin, il croyait certaine sa réélection, estimant avoir obtenu le ralliement d'un nombre suffisant de conseillers gaullistes. C'était oublier les moyens de pression que les durs de l'U.d.r., poussés par de la Malène qui demeure un proche de Michel Debré, avaient sur leurs propres troupes. Dominati se retrouve gros Jean comme devant. Mais il n'y a plus désormais de majorité au Conseil de Paris. Si l'U.d.r. s'est emparée une fois encore de tous les postes du Bureau, en refusant la proportionnelle, elle ne les a obtenus qu'avec un peu plus d'un tiers des voix, c'est-à-dire à peine un peu plus que l'ensemble de la gauche, les giscardiens alliés aux « réformateurs » formant, en fait, un troisième groupe.

Cette situation nouvelle ne manquera pas d'avoir des conséquences sur les prochaines délibérations du Conseil de Paris et, d'abord, sur celle qui doit aboutir à la remise en cause du projet de voie express rive gauche. La spectaculaire prise de position du nouveau président de la République donne raison, contre ses propres amis, à ceux qui dès le début se sont, avec le groupe socialiste, opposés à ce projet ruineux, inefficace et portant atteinte à l'un des sites les plus prestigieux de la capitale.

La question qui reste posée est celle de savoir si l'affaiblissement de l'U.d.r. à l'Hôtel de Ville va permettre d'aboutir enfin à libérer Paris de la tutelle étouffante du pouvoir central. Encore faut-il que le nouveau gouvernement soit disposé à cette démocratisation. Les déclarations faites à ce sujet par Michel Poniatowski ne permettent pas d'en juger. Et le caractère même de l'intervention présidentielle sur la voie express montre que les affaires parisiennes demeurent dirigées de l'Elysée, même si l'actuel président contredit son prédécesseur. Comme ses porte-parole l'ont rappelé lundi — notamment Georges Sarre et Daniel Benassaya pour le groupe socialiste — la gauche entend en tout cas accentuer la bataille qu'elle mène depuis longtemps pour que Paris ne soit plus une ville à part et qu'elle soit rendue aux Parisiens.

C.E.

Une rose pour la Cité

Côté pair du boulevard Arago, des immeubles neufs, bon chic, bon genre. Côté impair, au n° 65, il y a bien quelques arbres et une vieille grille, que personne jusqu'à présent n'avait idée de franchir. Exceptés les résidents — « des artistes ». Pourtant, par un doux soir de juin, les Parisiens étaient invités à regarder de plus près ce qu'était cet îlot de verdure : la Cité fleurie. « Vous savez, ces 2 000 m2 de jardin vendus à un promoteur pour faire un immeuble de 10 étages... » Pour le reste, chacun sait : promoteur, espaces verts menacés et comité de défense sont les trois composantes de la tragédie...

Déjà, la Cité fleurie était venue diviser le groupe « majoritaire » U.d.r.-R.i. au Conseil de Paris. Déjà, des journées « portes ouvertes » avaient alerté ce qu'il y a de défenseurs de la nature sur la place de Paris... Déjà, les journaux s'emplissaient de jolies photographies. On dit même que le président Pompidou s'opposait au projet de transformation. Et pourtant, il y a quelques mois, les démolisseurs y allaient de coup, de pioche... C'est alors que des jeunes appartenant à l'Union des arts plastiques « occupaient les ateliers évacués ». Aujourd'hui, une émission de radio, la nomination d'un nouveau président au Conseil de Paris, et 6 000 visiteurs, alertés, bousculeront-ils les desseins d'un groupe financier ?

Pour ce qui est du président du Conseil de Paris, on peut être sceptique. A moins qu'il ne trouve là l'occasion de prouver sa « bonne foi », pour mieux démolir ailleurs. Sans, pour autant, faire construire de véritables cités qui permettraient aux peintres et sculpteurs de travailler « correctement ». Toujours est-il que la Cité fleurie reste, comme le signalait Henri Fabre-Luce, président de S.O.S.-Paris, « le symbole de l'espace vert urbain dans nos agglomérations étouffantes ». C'est vrai. Nous voilà tout étonnés de trouver au fin fond du 14e arrondissement un sous-bois, un amandier, un cerisier, des iris, des coquelicots, des œillets de poète, de l'herbe, même... Etonnés de découvrir des bâtiments bas, joliment désuets et rococo, solidement charpentés des bois du pavillon de l'alimentation de l'Exposition de 1878. Etonnés de tomber face à face avec des sculptures inconnues, ou un bas-relief provenant des Tuileries. La Cité fleurie, c'est aussi quelques artistes peintres et sculpteurs, heureux de montrer leurs œuvres, de s'ouvrir sur ceux qui ne vivent pas « la vie d'artiste ». Avant 1970, « nous restions chez nous. Saluant le voisin, c'était tout », disent-ils. Aujourd'hui, ils ont décidé « de ne plus s'enfermer dans un îlot de verdure, mais de favoriser les manifestations qui peuvent donner à la ville son vrai sens social, celui-ci n'étant pas d'habiter des cellules de béton ».

A la Cité fleurie, ni Picasso ni Modigliani n'ont séjourné : ils fréquentaient la Ruche, sauvée in extremis en 1970, ou le Bateau-lavoir, mort brûlé vif. A la Cité fleurie, on se rappelle seulement les visites de Gauguin, ou celles de Rodin à son patineur. On sait bien qu'il venait là épancher ses affaires de cœur !

A la Cité fleurie, domaine oublié, on s'est souvenu surtout de la fête, afin qu'elle revive. Des étudiants, des curieux, des gens qui passaient, des enfants ont fait la farandole. Affublés de masques en carton ressemblant étrangement à des mollusques — symbole des promoteurs, sans doute — ils s'en sont allés chantant, gesticulant, le long des allées, respectant les plantations. Seule une rose a été coupée. C'était pour l'offrir à François Mitterrand. Il était venu simplement, solidaire des défenseurs de la Cité.



LOINTAINE VENDEE

« Vous êtes le candidat socialiste. Eh bien, je vous félicite ! Vous en avez du courage... »

De notre envoyé spécial

« Pour Dieu et pour le Roi bat le double cœur de la Vendée ». La formule date un peu. Et pourtant l'esprit chouan continue à marquer le département. On pourrait presque dire la province, puisque la Vendée, créée lors de la transformation par la Révolution des provinces en département, a petit à petit évolué en sens inverse.

Malgré la diversité de zones géographiques et économiques aussi différentes que le bocage du Nord, la plaine et le marais du Sud, le marais breton et le littoral, l'homogénéisation idéologique de la Vendée s'est progressivement réalisée. Et si le Roi n'a plus place en son cœur, il y est avantageusement remplacé par le descendant de Louis XV, Giscard d'Estaing, élu le 19 mai dans le département avec près de 67 % des suffrages exprimés. Il faut dire que le nouveau Président a bénéficié, pendant sa campagne, de l'appui des six parlementaires du département, dont le député U.d.r. Vincent Ansquer, aujourd'hui ministre du Commerce et de l'Artisanat. « Et pourtant, expliquent les militants socialistes du cru, les 33 % de François Mitterrand représentent un score encourageant. En 1965, près des trois quarts des électeurs vendéens avaient voté à droite. Aujourd'hui, on sait qu'une personne sur trois s'est prononcée pour François Mitterrand. Pour nous, c'est un signe très important. »

Point n'est besoin d'être longtemps en Vendée pour comprendre qu'ici il n'est pas facile de militer en faveur du socialisme. Car les obstacles à vaincre sont multiples et souvent ancestraux. En particulier auprès du monde rural.

L'école sans choix

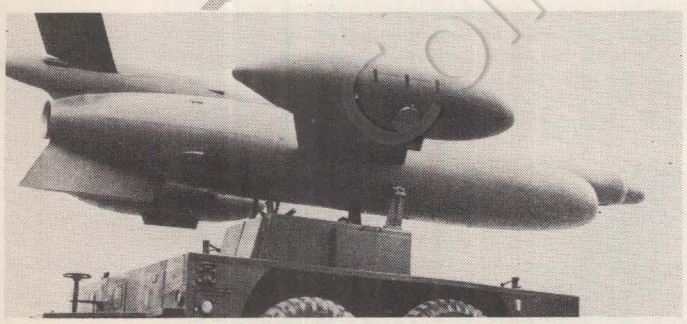
Expression d'un inébranlable attachement à la propriété, le morcellement des terres vendéennes, d'héritage en héritage, explique le fourmillement d'exploitations de très petite taille, en particulier dans le marais breton. Dans la plaine et le bocage, par contre, les exploitations plus vastes appartiennent encore souvent à des hobereaux restés très influents. C'est avec humilité que certains fermiers, y compris le président du syndicat agricole d'un canton, parlent de « notre maître » et « notre maîtresse ».

L'influence de la noblesse foncière reste surprenante. Même si son pouvoir n'est plus aussi étendu que par ce passé, à peine vieux de trente ans, où un fermier aurait perdu sa place si l'idée lui était venue de placer ses enfants à l'école laïque. Influents sur leur personnel, certains nobles le sont aussi sur leur entourage, ce qui explique qu'on en trouve quelques-uns au Conseil général. Mais, dans la mesure où messieurs de Guerry de Beauregard, de Tinguy du Pouet, de la Rochethulon et de Certaines se situent dans la mouvance politique du régime en place, il n'y a là rien de bien surprenant.

Néanmoins, entre la peur du paysan vendéen de voir « sa » terre confisquée par les « partageux » et la méfiance insufflée par les hobereaux, la gauche progresse difficilement dans les campagnes. Etre candidat socialiste requiert ici, en période électorale, une force de caractère et de conviction qui vous vaut les félicitations, d'ailleurs maladroites, de vos propres supporters. « Vous êtes le candidat socialiste. Eh bien, je vous félicite ! Vous en avez du courage... » Cette phrase, combien de fois Jean Brukhovetsky — secrétaire fédéral du P.s. et candidat aux législatives de 1973 à La Roche-sur-Yon — ne l'entend-il pas au cours d'une campagne ?

Le conservatisme paysan n'est pas un trait spécifique à tel ou tel département. Seulement, ici, il se renforce considérablement sous l'influence d'une Eglise demeurée omniprésente et — à quelques exceptions près — étonnamment figée. A telle enseigne que l'un des principaux problèmes soulevés à chaque élection est celui de l'enseignement privé, ici synonyme d'enseignement confessionnel. Ce que beaucoup de socialistes ont du mal à comprendre. L'importance des écoles « libres » dans tout l'Ouest, mais plus encore en Vendée, est pourtant une des données fondamentales de la vie politique locale. Plus de la moitié des enfants du primaire vont à l'école libre.

Cette situation exceptionnelle ne résulte pas nécessairement du choix des parents. Car, dans bien des villages, l'école laïque n'existe pas ou plus, victime de la pression conjuguée des élus municipaux et de la pa-





Larzac: Atteinte au moral de l'Armée

De notre envoyé spécial

« A chaque fois que les gendarmes viennent à la ferme et me demandent mon métier, je dis : paysan. Il y a toujours l'un d'eux pour me répondre : « Sur mon rapport il faut que j'inscrive exploitant agricole. Pour nous, dans l'administration, la profession de paysan n'existe pas. » En faisant ce récit, l'un des 103 paysans du Larzac y voit plus qu'une bonne plaisanterie à raconter à la veillée. Plutôt le symbole de sa lutte.

Sur le Causse, la résistance des 103 paysans n'a pas faibli en ce mois de juin 1974. Ils défendent toujours avec acharnement et imagination leurs terres, leurs brebis, leurs fermes. En un mot, leur vie. L'Armée espérait bien multiplier tranquillement par six la surface de son camp militaire. Rien, ni les pressions, ni les astuces, ni l'argent généreusement offert, n'est parvenu à les faire partir. Ils sont toujours là. L'un d'eux montre une machine agricole à traire les brebis. En 1973, elle a obtenu la médaille d'or au Salon agricole : « Vous voyez : nous savons nous défendre et nous savons même prospérer. »

Il est vrai que l'Armée joue ici de malchance. Le jour où 40 journalistes débarquaient sur l'aérodrome de Rodez pour aller inaugurer, à grands coups de calembours et de juliénas, le terrain que « le Canard Enchaîné » vient d'acheter sur le plateau, un de ses missiles s'écrasait non loin de là. Il était 15 heures au camping du Clos, le lundi 10 juin, lorsque les campeurs, heureusement peu nombreux, furent secoués par un formidable éclatement. Une épaisse fumée brune s'élevait derrière le piton rocheux qui surplombe de 300 mètres ce camping et le Tarn. Des morceaux de missile pleuvaient partout dans un rayon de 500 mètres. Le propriétaire du camp expliquait, le



roisse. Mme Chauvin, institutrice à Commquiers de 1964 à 1969, se rappelle qu'il lui fallait, faute de crédits de la commune, organiser une fête annuelle par le biais d'une amicale laïque pour payer les fournitures scolaires des élèves. « J'ai mis cinq ans, se rappelle-t-elle, avant d'obtenir en 1968 le remplacement de mon poêle à charbon qui fumait par un poêle à mazout. » Dans le même temps, l'école libre concurrente du village prospérait. Probablement bénéficiait-elle même de crédits municipaux.

Cet exemple est encore vrai dans nombre de communes. Les commerçants hésitent à mettre leurs enfants à l'école laïque de peur de perdre des clients. D'autres hésitent à cause de leur propriétaire. Une mère confie : « Je ne mets pas ma fille à l'école publique parce qu'après on n'en voudrait pas à l'usine ». Aussi, les « écoles de curés » continuent-elles d'afficher complet. Tandis que certaines écoles publiques ferment, faute d'élèves.

Tout cela serait de moindre importance si, à chaque élection, n'avait cours ce chantage honteux qui consiste à répandre le bruit que l'élection d'un candidat de gauche entraînerait la fermeture de l'école libre, parfois la seule du village. Cette intoxication suffit à guider le vote de certains parents.

De la même manière, l'Eglise contrôle une partie de la population âgée, par le biais des hospices de vieillards. Et le même chantage à la fermeture des hospices est monnaie courante. Sans parler des votes par correspondance de personnes âgées, dont il semble qu'un certain nombre aient été téléguidés. Sinon manipulés. Pourquoi autrement, dans certain hospice, des vieillards qui, ayant refusé le vote par correspondance, voulaient aller voter, se sont-ils mystérieusement fait subtiliser leurs pantalons pendant la nuit ? Pourquoi avoir privé certains de dessert et de tabac pour la même raison ?

Poussée syndicale

En dehors de quelques prêtres, engagés auprès des jeunes et des exploités de toutes sortes, l'Eglise continue dans une large mesure d'appuyer la classe politique au pouvoir. C'est certainement là un frein efficace qui explique en partie les résultats électoraux du département. Il en est d'autres, d'ordre socio-économique, tels que la faiblesse de l'industrialisation, l'importance des P.m.e., l'exode des jeunes en quête d'emploi, la relative vieillesse de l'électorat et la prédominance du secteur rural. On ne peut non plus comprendre la Vendée sans analyser le développement et le poids économique du tourisme ou les difficultés de la pêche.

Le développement des syndicats, en tout cas, mérite qu'on s'y arrête. Car il indique une évolution des mentalités dans les rangs des 75 000 salariés vendéens. Aujourd'hui, 12 000 d'entre eux sont inscrits à la C.f.d.t., soit trois fois plus qu'il y a dix ans ; 8 000 à la C.g.t. (+ 24 % par rapport à 1972-1973) et 4 000 à F.o. (+ 20 % par rapport à 1972-1973). Le fait qu'un travailleur vendéen sur trois soit maintenant syndiqué permet d'espérer que certains jugements seront bientôt périmés. Tel celui de Landreau, directeur d'Hydroland-Ferodo, portant les appréciations suivantes dans une brochure préfectorale destinée à favoriser l'implantation — toujours attendue — d'industries : « La main-d'œuvre vendéenne est d'un abord agréable et fait preuve d'un parfait esprit de discipline et de camaraderie. Elle est très laborieuse et a le goût du travail bien fait. » Cette appréciation est fondée sur la découverte du monde industriel par de jeunes ruraux « exilés ». Mais elle date... de 1971.

Une partie d'entre eux a déjà trouvé la voie des syndicats. La gauche doit pouvoir compter un jour sur l'ensemble de leurs suffrages. Les 45 % de Mitterrand à La Roche-sur-Yon le 19 mai montrent que cette conquête est en bonne voie. Mais les socialistes, même si le gonflement récent des effectifs du P.s. est encourageant, ont encore beaucoup à faire pour la mener à bien. Et les militants de la région se plaignent de souffrir un peu d'isolement. A tous points de vue, la Vendée reste encore bien éloignée.

JEAN-LOUP REVERIER

lendemain : « Certains des éclats se sont arrêtés à deux mètres des tentes. J'ai repêché dans le Tarn tout proche un bout de ferraille de 15 kg. »

En fait, c'est un engin R 20 qui s'est écrasé au-dessus du défilé des gorges du Tarn. Cet avion sans pilote, long de 5,70 mètres et d'un poids de 850 kg, qui atteint une vitesse de 700 km à l'heure et a un rayon d'action de 160 km, est lancé depuis une rampe installée sur un camion. Au départ de la mission de reconnaissance, l'engin est téléguidé, puis un programmateur électronique lui trace la route à suivre. A la fin de sa mission, il est à nouveau téléguidé et un parachute permet de le récupérer et de développer les films qu'il a pris au-dessus des « lignes ennemies ».

Comme il n'y avait pas de lignes ennemies, cet avion sans pilote a explosé au-dessus d'un camping. Si, selon la terminologie officielle, cet « incident » avait eu lieu pendant la saison estivale, le résultat est facile à imaginer. Inutile de dire que les paysans du Larzac ont trouvé là une raison supplémentaire de s'opposer à toute extension du terrain militaire.

Pour eux, l'hiver est toujours la période la plus difficile. Ils ne peuvent alors compter que sur eux-mêmes pour résister à ceux qui les poussent à partir. En septembre dernier, ils ont créé un Groupement foncier agricole. Ils ont d'abord donné, chacun, quelques hectares de terre pour doter ce G.f.a. d'un premier capital foncier de 100 hectares. Puis, au bout de deux mois, ils ont fait appel à la générosité publique et à l'aide de ceux qui pensent — avec raison — que le Causse est trop beau pour devenir un polygone de tirs. Ils ont ainsi récupéré plus de 100 millions d'anciens francs.

Avec cet argent, ils ont pu alors intervenir contre l'administration des Domaines, qui voulait racheter pour l'Armée une propriété de 60 hectares. Elle est maintenant la propriété du G.f.a. et des paysans l'exploitent. Aujourd'hui, les 103 du Larzac comptent racheter, de la même façon, quelque 600 hectares de terre pour éviter de les voir labourer par les chenilles de chars et les obus.

Le samedi 8 juin, ils ont organisé une manifestation à Millau. Dans deux fourgons, ils ont chargé des grenades, des balles, des obus non explosés que l'Armée avait laissés sur leurs terrains. Ils sont allés en délégation les déposer devant la sous-préfecture de Millau. Les autorités et la gendarmerie locale n'ont guère apprécié la plaisanterie.

Et puis il y a leur fête. Depuis des années, le plateau du Larzac est le rendez-vous, chaque été, de ceux qui refusent de voir ces paysans devenir des chômeurs, quelque part dans une banlieue industrielle. Ils travaillent déjà à l'organisation de cette « fête de la moisson », prévue du 17 au 18 août. Cette année, ils ont choisi comme thème le Tiers-Monde et les travailleurs immigrés. Ils espèrent ainsi récolter des fonds qui serviront à une aide d'urgence pour ceux qui meurent de faim dans le Sahel. Choisir ce thème est somme toute logique : un des buts de l'extension du camp militaire du Larzac n'est-il pas l'expérimentation et la démonstration des armes nouvelles en vue de leur exportation vers le Tiers-Monde ?

N.B.

MAURICE CLAVEL



Les paroissiens de Palente

Quel émerveillement... ce poème épique d'une nouvelle sorte, ce petit livre rouge d'un rouge jamais vu.
CLAUDE MAURIAC - Le Figaro

Un témoignage unique.
ANDRE FROSSARD - Le Point

Le seul livre sur Lip qui ait su retenir la grande rumeur du conflit et la longue plainte des travailleurs. Thomas Münzer hier, pourquoi pas Clavel aujourd'hui ?
BERNARD-HENRY LEVY - Le Quotidien de Paris

Clavel a trouvé un style et une lumière neuve.
ALAIN GEISMAR - Libération

grasset

LE "TROU DE LA MORT" Usinor-Dunkerque

Bilan des actionnaires : un milliard de bénéfice brut. Bilan des ouvriers : 73 morts.

Depuis qu'Usinor a planté ses hauts fourneaux sur le littoral de la mer du Nord — le plus grand complexe sidérurgique français « sur l'eau » — 73 hommes y ont trouvé la mort : 17 dans l'entreprise proprement dite et 56 sur les chantiers de construction de ses installations. Mais de cela, on ne parle pas à la sortie des conseils d'administration : les morts, ça ne fait pas très joli dans les comptes d'exploitation.

Il y a trois semaines, les dirigeants de l'entreprise présentaient un bilan en forme de bulletin de victoire devant l'assemblée générale des actionnaires : en 1973, la production du groupe a augmenté de 12,4 % — contre 5 % en moyenne pour la sidérurgie française — et de 20 % pour la seule usine de Dunkerque. Le bénéfice brut a atteint le milliard de francs, le bénéfice net plus de 152 millions et le revenu net par action 9,45 F... Encore aurait-il été supérieur si les recommandations impératives des services des Finances n'en avaient pas fixé les limites. Quant à 1974, ce sera une très bonne année : les résultats des premiers mois sont excellents et de nombreux clients se sont trouvés là pour suppléer la défaillance des constructeurs automobiles touchés par la crise du pétrole.

Trois jours avant la publication de ces résultats, dans la nuit précédant la Pentecôte, Jean-Claude Delalleau mourait, un peu avant minuit. Une projection de coke en fusion... Un mort et cinq blessés.

Grève tous secteurs

Le drame s'est passé au haut fourneau n° 4, alors qu'on y changeait une tuyère défectueuse : il fallait enlever l'engin, nettoyer son logement avant d'y replacer une nouvelle tuyère... Mais c'est la tête la première dans l'orifice qui donne à l'intérieur du haut fourneau que l'on travaille, sans protection, pour nettoyer le « trou de la mort ». Une projection de coke... Jean-Claude Delalleau avait 27 ans ; il était marié et avait deux enfants. C'était aussi la première fois qu'il travaillait sur ce haut fourneau. Comme ce garçon de 19 ans, il y a un peu plus plus d'un an, affecté au laminoir T.a.b., à un poste qui n'était pas le sien... Il a fallu l'amputer des deux jambes. Et mardi, un ouvrier d'une entreprise extérieure, Ramdane Seblane, trouvait à son tour la mort sur le chantier.

Pour les syndicats et les travailleurs d'Usinor-Dunkerque, cet accident, comme tous les accidents du travail, n'est pas le fruit du hasard ou un effet de la fatalité qui voudrait que, quoi qu'il arrive, il y ait nécessairement, à un moment donné, des morts et des blessés sur les lieux de travail. Et aux bilans financiers, aux graphiques de production, au revenu net par action, les travailleurs opposent, eux, leurs chiffres qui se soldent par un déficit, un déficit qui n'apparaît jamais au compte d'exploitation : celui que l'on comptabilise en vies humaines ou en mutilations à vie.

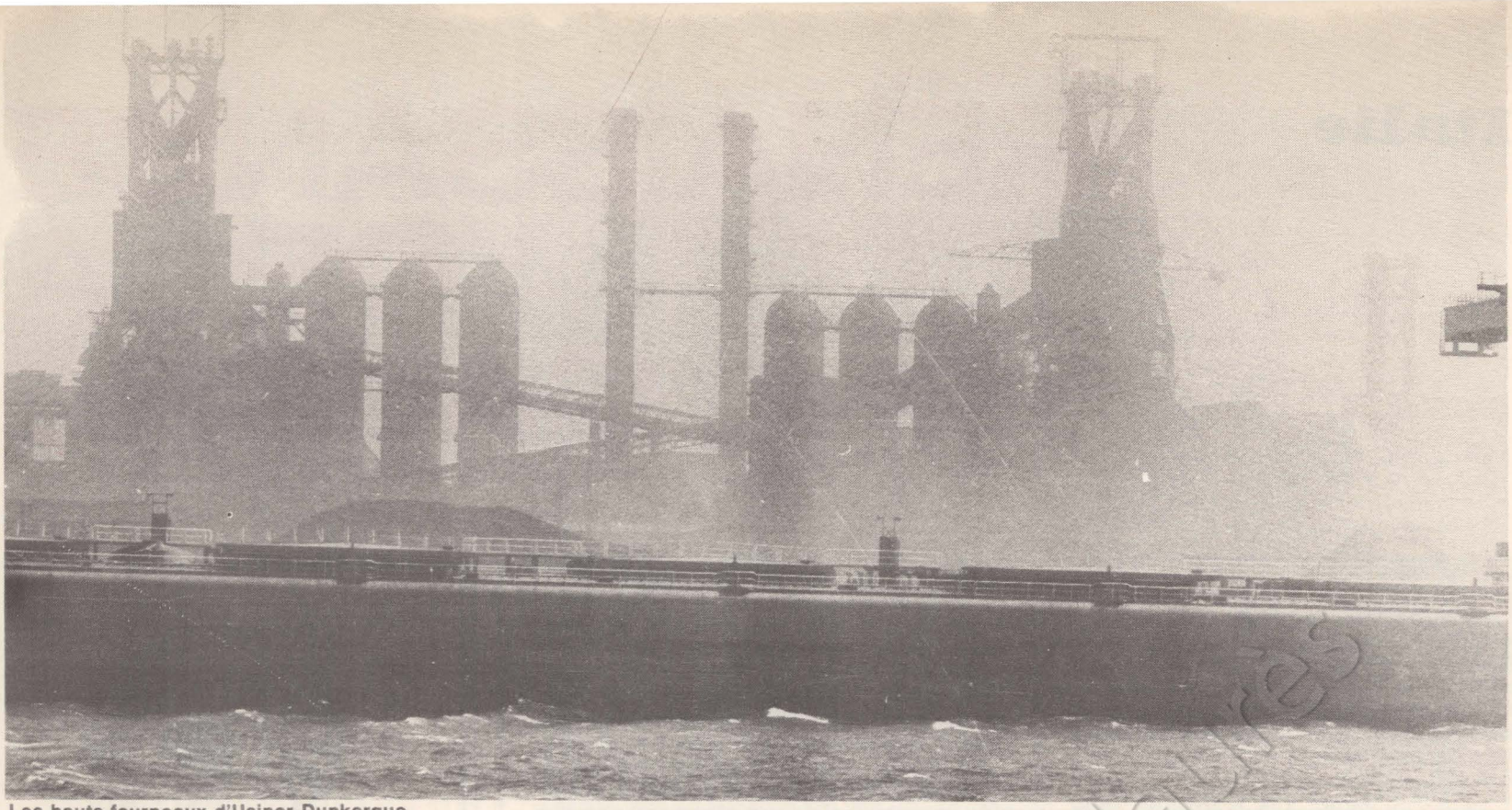
En 1972, il y a eu 642 accidents ayant donné lieu à un arrêt de travail à Usinor-Dunkerque. En 1973... 932, soit une augmentation de 45 %. La même année, plus de 5 000 personnes ont dû être soignées à l'infirmerie de l'usine.

On comprend mieux alors pourquoi la grève de 32 heures qui a suivi l'accident mortel a été suivie dans tous les secteurs d'Usinor, alors que jusqu'à présent, dans un cas pareil, seul celui où avait eu lieu l'accident était touché.

Juste après ce mouvement de solidarité, les fondeurs et ouvriers des hauts fourneaux ne se sont pas mis en grève... ils se sont déclarés « dans l'impossibilité de travailler sans risquer leur peau ». Alors, sur place, ils ont croisé les bras. Et dans un tract de la C.f.d.t. titré « Sécurité d'abord, production après », ils ont écrit : « La mort de notre camarade nous a brutalement ouvert les yeux sur les conditions dans lesquelles nous travaillons. Nous risquons notre vie à tout moment parce qu'il n'y a pas de sécurité... Et, parce que nous ne voulons ni mourir ni être estropiés, nous sommes obligés, pour reprendre le travail, d'attendre que la direction ait mis en place des dispositifs de sécurité efficaces ».

Après avoir lock-outé tout le personnel des secteurs de production touchés un à un par le tarissement de l'approvisionnement en cocke et en fonte, la direction a avancé des propositions d'étude et de mise en œuvre de moyens nouveaux propres à assurer cette sécurité qui faisait défaut jusqu'alors aux hauts fourneaux.

Mais les fondeurs ont refusé toute reprise du travail tant que ces mesures ne seraient pas effectives. « Vos ingénieurs et techniciens, disent-ils, sont capables de mettre au point l'un des plus gros hauts fourneaux du monde — le n° 4, là où s'est passé l'accident — et vous dépensez sans compter argent et énergie pour contrôler et surveiller la bonne marche de vos installations... Alors vous pouvez faire pour la sécurité des hommes ce que vous faites pour le matériel. Ce ne sont plus des primes de risque qui nous feront reprendre le travail. » La réaction, le phénomène sont nouveaux : les conflits ne sont



Les hauts fourneaux d'Usinor-Dunkerque.

pas nombreux à éclater à cette échelle pour des questions de sécurité.

Mouvement exemplaire ? C'est à voir, dans la mesure où au bout de quelques jours de discussions, les négociations ont débordé sur le « contentieux général » et notamment les revendications salariales, sous l'influence de la C.g.t. — la C.f.d.t., pour sa part, voulant faire peser toutes les forces dans la bataille pour la sécurité. L'unité intersyndicale, pratiquée avec Force ouvrière, n'en a pourtant pas été entamée. Mouvement, en tout cas, révélateur du climat qu'ont fait naître une organisation du travail pensée uniquement pour la production, les cadences, le travail posté des « feux continus » : arrêts pour maladie, dépressions nerveuses, déséquilibres familiaux...

Venus des corons

Beaucoup de tout cela tient à la formule des « 3 X 8 », le travail par postes : sept jours de 5 h à 13 h ; deux jours de repos ; sept jours de 13 h à 21 h ; deux jours de repos : sept jours de 21 h à 5 h ; trois jours de repos. Et le cycle recommence. A ce rythme, la vie se dérègle, l'homme ne voit plus ses enfants. Sa femme est obligée de vivre à son rythme de travail... et à celui de ses enfants. Quand il est « de nuit », il récupère difficilement dans la journée, à cause du bruit.

Maladies nerveuses, ulcères, traumatismes, fatigue, difficulté de maintenir son attention... Les délégués des comités d'hygiène et de sécurité — en nombre notoirement insuffisant — connaissent bien tout cela. Ils savent aussi les heures, au milieu de la nuit, où les travailleurs sont les plus vulnérables, parce que fatigués à force de vivre cette vie déréglée. Ces heures où l'on enregistre le plus d'accidents, des brûlures, des coupures... Jusqu'au moment où cela devient plus grave.

L'absentéisme, pour maladie ou accident et le « turn over » — sur 17 000 personnes embauchées par Usinor, 7 000 ont quitté l'entreprise depuis qu'elle existe, avec les plus forts pourcentages dans les secteurs de production les plus dangereux — sont les symptômes caractéristiques des conditions du travail posté. Avec, pour corollaire, des effectifs incomplets : ce n'est pas un hasard si les syndicalistes faisaient remarquer, après l'accident de la Pentecôte, qu'il n'est pas rare de ne compter que 13, ou 9, ou même 8 hommes pour assurer une « coulée » là où, normalement, l'équipe devrait en comprendre 20... Pas un hasard s'il n'y a que 160 hommes aux hauts fourneaux, alors qu'il en faudrait 240... Pas un hasard si la direction a annoncé qu'elle venait d'embaucher 28 personnes pour compléter l'effectif... après l'accident.

On embauche, avec beaucoup de difficultés, on forme en deux ou trois jours, et le nouveau fondeur ou pontonnier est immédiatement envoyé « sur le tas ». Avec tous les risques prévisibles d'accident que cela comporte. Ou bien on fait assurer la production à coups d'heures supplémentaires qui viennent s'ajouter aux « 3 X 8 », avec menace de déclassement en cas de refus, le cas échéant.

L'« incitation à la production » prend des formes multiples et subtiles lorsque le travailleur a sollicité un « prêt-employeur » pour construire et qu'il faut, bien sûr, rembourser. Quand, venant d'un coron du bassin minier, il découvre le « confort moderne » en appartement, c'est-à-dire l'eau chaude, une salle de bains, le chauffage central, des pièces à meubler.

René Carème, maire socialiste de Grande-Synthe, la ville où logent de nombreux ouvriers d'Usinor, connaît bien le problème au travers de ces travailleurs endettés, pieds et poings liés par le travail posté, par le crédit et par les heures supplémentaires ; au travers, aussi, des familles qui avaient voulu quitter les « collectifs » pour une maison individuelle et qui reviennent au bout de quelques mois, incapables de payer les mensualités.

Jamais le dimanche

Usinor, à partir de ses hauts fourneaux, a été conçu rationnellement, méthodiquement, pour mettre en pratique ce rythme du travail posté qui aliène l'homme à la production et le mine physiquement et psychologiquement. D'autant plus efficacement que l'usine est immense, qu'il faut des dizaines de minutes pour parvenir à son poste de travail une fois la porte franchie et que les liaisons, l'unité, la circulation de l'information, le travail des délégués en sont d'autant plus difficiles. D'autant plus efficacement aussi que les travailleurs ne viennent de Dunkerque qu'en petit nombre : c'est de Calais, des villages des Flandres, du Bassin minier qu'ils arrivent chaque jour, par longues norias de cars de ramassage — 140 communes sont ainsi desservies — ou par autorails spéciaux. Sans compter ceux de l'Est de la France, de Brest ou de Toulon, d'Afrique du Nord ou de Yougoslavie, immigrés de l'intérieur ou de l'extérieur.

La politique est à cet égard délibérée, de l'avis des syndicalistes qui ne comprennent pas — ou comprennent trop bien — pourquoi des secteurs entiers de l'usine sont ainsi soumis aux « feux continus », alors que rien, techniquement, n'y obligerait.

Reste que la femme du travailleur posté, de son côté, soumise aux horaires du mari, ne peut pas trouver de travail. Le voudrait-elle, qu'il n'en existe pas, ou peu : l'économie dunkerquoise est uniquement orientée vers la production lourde. Et, à la limite, on peut se demander si les industriels et notamment les dirigeants d'Usinor tiennent tant que cela à voir se développer l'emploi féminin : un deuxième salaire dans la famille et la nécessité des heures supplémentaires, l'attrait des primes de nuit ou des jours fériés apparaîtraient moins évidents... La production s'en ressentirait et les candidats au travail posté seraient moins nombreux. Usinor ne pourrait plus annoncer que la productivité s'est accrue : en 1966, il fallait plus de 13 heures pour faire une tonne d'acier ; il n'en fallait plus 8 en 1973...

C'est dans ce contexte qu'il faut appréhender le conflit du transport : une grève pour obtenir la reconnaissance du temps passé en car de ramassage comme temps de travail. La longue « grève des dimanches » aussi, lancée par la C.f.d.t. depuis des mois : ses militants refusent le travail ce jour-là, remettant ainsi en cause le principe même du travail posté qui, par sept jours d'affilée, ignore les dimanches et les jours fériés...

Les arrêts de travail quotidiens, ceux dont on ne parle pas dans la presse, pour des revendications sectorielles, dans un atelier — parce que tout simplement, à force d'en avoir trop supporté, on en a « ras le bol » — qui s'arrêtent et reprennent au gré des équipes.

73 hommes sont morts pour la production et le profit, pour un bénéfice brut d'un milliard de francs... pour un « revenu net de 9,45 F par action ». « D'ici 3 ou 4 ans, ça va exploser ; ce sera la révolution à Dunkerque : ça ne peut plus continuer comme ça longtemps à Usinor », disait il y a quelque temps le maire de Grande-Synthe. Ce n'est pas encore la révolution... Et si pourtant, en refusant de travailler là où leur vie est menacée, c'était déjà une révolution que venaient de faire les fondeurs d'Usinor ?

Italie

RENAISSANCE DE LA GAUCHE

Sur la voie de l'accord avec les syndicats, les socialistes ont rencontré les communistes et le processus d'unité de la gauche a connu un nouvel élan.

En Italie, on trouve toujours une bonne raison de remettre au lendemain ce que l'on pourrait faire le jour même. C'est une vieille habitude qui a été pleinement adoptée par la classe politique, en particulier par la Démocratie chrétienne qui est — ou était, on ne sait pas comment cela finira — le parti majoritaire. Depuis vingt ans au moins, c'est-à-dire depuis que la nouvelle génération de dirigeants démocrates-chrétiens — celle des Fanfani, des Colombo, des Rumor — s'est installée à la tête du parti et par conséquent du pays, il y a toujours eu une échéance qui a conditionné l'action des partis et du gouvernement : les élections générales un jour, les régionales le lendemain, la bataille de l'élection présidentielle et celle du divorce le surlendemain...

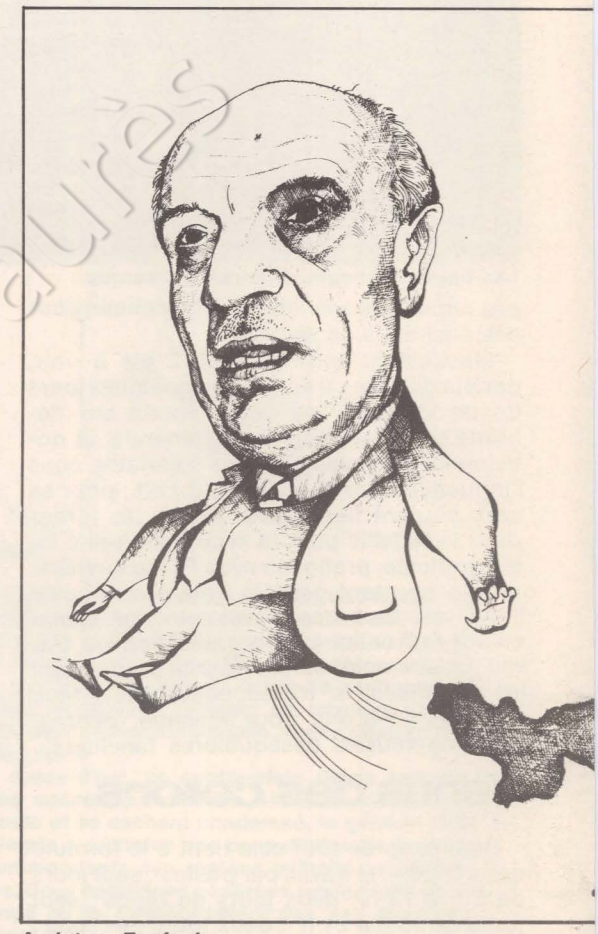
Les solutions des crises gouvernementales, l'adoption des réformes décidées sur le papier depuis longtemps, toutes décisions importantes pour l'avenir du pays, se trouvent toujours renvoyées dans l'attente de ceci ou de cela. Et, d'ajournement en ajournement, on en est arrivé à ce que les problèmes qui étaient à l'ordre du jour en 1954 le sont encore aujourd'hui, vingt ans plus tard.

Le test de Sardaigne

Il faut dire cependant que le dernier en date de ces ajournements, celui de la clarification au sein du gouvernement présidé par Mariano Rumor — qui avait démissionné et qui a été remis en selle par une décision sans précédent du président de la République — n'a pas été souhaité seulement par les démocrates-chrétiens, mais aussi par les communistes, les socialistes, les syndicats. En somme, toutes les forces qui étaient engagées dans la bataille pour le divorce et qui l'avaient gagnée. Des élections régionales qui ont eu lieu en Sardaigne dimanche et lundi derniers, ils attendaient la confirmation de la tendance enregistrée le 12 mai lors du référendum sur le divorce, qui avait vu la défaite retentissante de la Démocratie chrétienne et de ses alliés fascistes, alors que le front des gauches et des partis laïques avait remporté une brillante victoire. Mais, dans le groupe dirigeant de la Démocratie chrétienne, on tentait de faire passer cette défaite comme une aventure sans lendemain, un simple incident de parcours. Le thème du référendum, disaient les amis de Fanfani, n'était pas politique. On verrait qu'à la première consultation de caractère politique, la Démocratie chrétienne retrouverait ses voix. Le diagnostic de la gauche était différent et le vieux leader du parti socialiste, Pietro Nenni, observait que les voix perdues par la Démocratie chrétienne étaient des voix de catholiques et de non-catholiques ayant enfin ouvert les yeux ; et qui, si la gauche savait s'y prendre, ne rejoindraient pas leurs anciennes positions. Une nouvelle page de l'Histoire de notre pays, disait-il, a été tournée avec le référendum. On ne pourra pas revenir en arrière.

D'où l'attente fiévreuse des résultats des élections régionales en Sardaigne, devenues un test national. Consciente de l'enjeu, la Démocratie chrétienne s'était lancée à corps perdu dans la campagne électorale sarde. Tous ses dirigeants, les ministres, les secrétaires d'Etat du parti catholique ont débarqué dans l'île les poches pleines de promesses et d'argent : écoles, maisons, industries, routes... Tout ce qui n'avait pas été réalisé en vingt ans de domination incontestée de la Démocratie chrétienne.

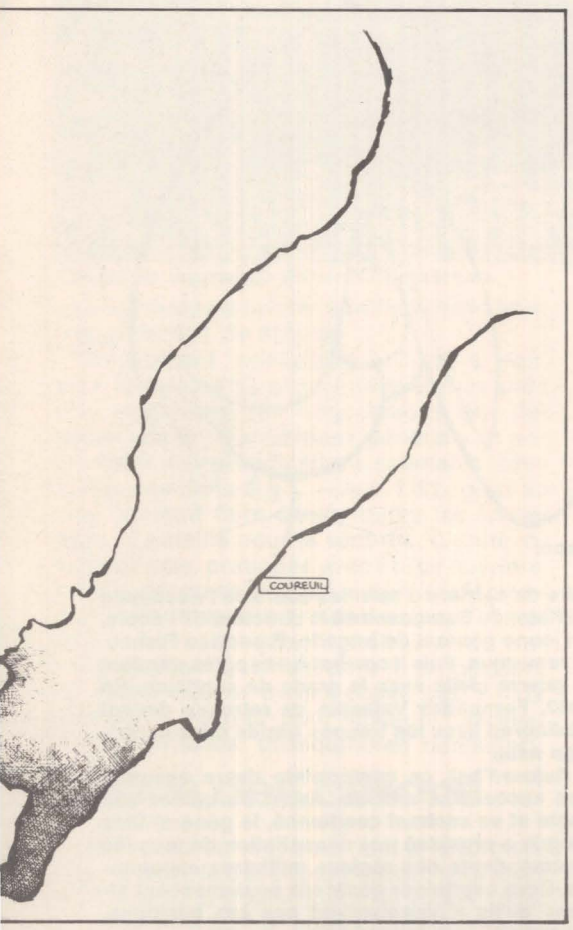
Ce fut une campagne forcenée, conduite avec les pires systèmes de persuasion, la corruption à bon marché, les voix achetées au détail. Cela rappelait les hauts faits du maire monarchiste de Naples, le commandant Lauro, qui distribuait aux électeurs une chaussure droite avant les élections, promettant de leur remettre la gauche s'ils avaient bien voté. Tout cela n'a servi à rien. Quand les téléscripteurs ont commencé, lundi, en fin d'après-midi, à transmettre les résultats du vote, les visages des dirigeants démocrates chrétiens reflétaient parfaitement l'aigreur et le découragement. C'est, en effet, une nouvelle et dure défaite pour la Démocratie chrétienne qui a réussi à grand-peine à rassembler 38 % des voix, contre 42 % en 1972 (élections législatives) et 44,5 % aux précédentes élections régionales. Les néo-fascistes, eux aussi, sortent de l'épreuve réduits de moitié. Quant à la gauche, son bilan est plus que flatteur : le Parti socialiste passe de 8 % aux législatives de 1972 à 11,7 %, gagnant aussi des voix par rapport aux régionales de 1969. Le Parti communiste passe de 25,3 % en 1972 et 19,7 % en 1969 à 26,8 %. Les autres partis du front laïque, social-démocrates et républicains, enregistrent eux aussi une progression.



Amintore Fanfani.



Obséques des victimes de l'attentat fasciste de Bresci





Un second coup dur, pour la Démocratie chrétienne, une victoire éclatante pour la gauche. Résultat qui pourra influencer l'avenir de la politique italienne et qui a sans aucun doute renforcé la position des socialistes dans le différend qui les opposait aux démocrates chrétiens à propos des mesures à prendre pour faire sortir le pays de la très grave crise économique dans laquelle il se débat. Différend qui avait conduit le président du Conseil Rumor à jeter l'éponge le 10 juin.

Les syndicats apparaissent

Que s'était-il passé en réalité ? Quelles sont les données du problème ? Quelle est la toile de fond de ce drame à épisodes qui se déroule au sommet de la politique italienne ? Les bombes de Brescia, dernier épisode sanglant d'une monstrueuse chaîne d'attentats et de crimes, avaient certes provoqué la réaction massive du peuple italien : 600 000 personnes avaient suivi les funérailles des victimes, qui sont devenues huit avec la mort de l'un des blessés, survenue le 17 juin ; des millions de travailleurs avaient fait la grève et étaient descendus dans la rue pour la plus grande manifestation publique qu'ait connue l'Italie depuis la chute du fascisme. Mais elles avaient aussi révélé, en arrière-plan des complicités, des tolérances, les faiblesses de la police, de la magistrature, de la classe politique dirigeante — c'est-à-dire démocrate-chrétienne — et de certains milieux du patronat le plus obtus et le plus rétrograde, d'où parvenaient d'énormes financements aux « squadre » des criminels noirs. Dans une interview à un hebdomadaire, le ministre de la Défense, Giulio Andreotti, qui a été au gouvernement sans interruption depuis 1945, faisait des révélations qui laissaient les Italiens pantois : le ministère qu'il dirige actuellement n'a pas détruit le fichier que les services secrets italiens, le Sifar, avaient créé, à l'encontre des normes constitutionnelles, en recueillant et cataloguant des informations réservées sur des hommes politiques, des journalistes, des syndicalistes ou des chefs d'entreprise — fichier que les Chambres lui avaient intimé de détruire en 1971. L'action des services secrets et des corps spéciaux de la police et des carabiniers échappe totalement aux ministres. Nombre des accusés pour attentats fascistes étaient des agents du Sid, l'actuel service secret. La tentative de subversion, qui en Italie a été baptisée « stratégie de la tension », est dirigée de l'étranger et la centrale a son siège à Paris. C'est aussi à Paris que réside, tranquillement, un journaliste fasciste, accusé de l'attentat de Piazza Fontana à Milan. Il ne se cache pas, il accorde même des interviews et son extradition n'a jamais été demandée...

Mais les syndicalistes sont allés plus loin encore dans leur diagnostic de la vague de violence noire. Ils ont en effet relevé que le début de la stratégie de la tension coïncide avec les grandes grèves de l'automne 1969, « l'automne chaud » italien. C'est au cours de cette lutte mémorable que le mouvement syndical italien affûta ses armes, qu'il devint un protagoniste de premier plan de la vie économique et politique. Ce qui pose quelques problèmes aux forces politiques de gauche, mais surtout aux forces qui sont systématiquement hostiles au changement, au sein même de la société capitaliste : industriels vieille manière, propriétaires fonciers, spéculateurs immobiliers, bourgeoisie bureaucratique. Tous ces gens qui se regroupaient sous les drapeaux de l'aile conservatrice de la Démocratie chrétienne et qui ont réagi à l'irruption sur la scène du nouveau protagoniste, le syndicat, avec des méthodes du passé, c'est-à-dire la violence fasciste.

Dans le même temps, le secteur le plus moderne du monde industriel ressentait, même si cela était encore confus et certainement pas l'expression d'une volonté de progrès, qu'il n'aurait rien gagné à un retour en arrière du pays. Il se sentait toujours moins représenté par un parti, la Démocratie chrétienne, qui, entre la poussée du nouveau et l'appel de l'ancien, avait choisi l'ancien revêtu de mots nouveaux, et ce au milieu de contradictions incessantes. Voulue par le secrétaire de la Démocratie chrétienne, l'épreuve du divorce a été condamnée par tous les journaux financés par des groupes industriels, la Fiat en tête, qui misent sur une Italie plus moderne et européenne, même si leur progressisme économique ne correspond certainement pas à un progressisme social et encore moins politique.

La surprise Agnelli

Mais c'est la crise économique, la rupture entre socialistes et démocrates-chrétiens en raison des remèdes à adopter pour la résoudre, qui ont le plus mis en relief ce nouveau déplacement des forces économiques et politiques italiennes, qui est certainement l'une des données les plus importantes pour évaluer une situation qui échappe souvent aux observateurs étrangers distraits par le folklore. Consciente d'avoir perdu, ou d'être sur le point de perdre l'appui des forces vives du patronat italien, la Démocratie chrétienne a cherché à sauver ce qui pouvait encore l'être en orientant les mesures anti-inflationistes de façon à épargner la bourgeoisie bureaucratique et parasitaire, les propriétaires fonciers, les spéculateurs, les innombrables clients des innombrables organismes étatiques ou para-étatiques, qui sont les dernières places fortes de son pouvoir. Les socialistes, au contraire, talonnés

→

Espagne

Un général à abattre

Depuis le 25 avril, l'Espagne rêvait du Portugal. Chaque matin, le chef du haut état-major de l'Armée espagnole découvrait dans son courrier des monocles. L'allusion était claire. Chaque jour, malgré les ciseaux de la censure, un éditorial, un titre ou un dessin dans un journal rappelaient aux Espagnols que là-bas, à Lisbonne, des généraux avaient aboli en 24 heures près de 50 années de régime fasciste. Ces petits jeux avaient assez duré : le vendredi 14 juin, le Caudillo a décidé de remplacer le général Diez Alegria à la tête de l'Armée espagnole.

Rien, pourtant, ne semblait destiner le général Diez Alegria à tenir dans l'Espagne de 1974 ce rôle de « Spinola » en puissance. Après de solides études d'avocat et d'ingénieur, ce petit homme aux allures strictes de professeur — visage anguleux et courts cheveux taillés en brosse — a longtemps fait une carrière militaire sans éclat et sans relief. Son activité pendant la guerre civile est nulle et il n'émerge de la grisaille des uniformes qu'en 1966, quand il prend la direction du Centre d'études supérieures de la Défense nationale. Il n'est alors qu'un bon technicien de la chose militaire.

Il frappe un premier coup en 1968 lors de sa réception à l'Académie des sciences morales et politiques de Madrid. Il y prône alors une idée-force : l'Armée doit être neutre et au seul service de la nation. Quelques dents grincent chez les généraux de la vieille garde franquiste. Mais le Caudillo ignore ce premier incident, puisqu'il nomme Diez Alegria à la tête de l'état-major en juillet 1970. Il y remplace un vieux compagnon de la Croisade, le général Munoz Grandes.

Cette promotion fait de Diez Alegria un des quatre ou cinq hommes clés du régime. Il siège aux Cortès et dans les instances suprêmes du régime, le Conseil de régence et le Conseil du royaume. Pour autant, il ne cesse pas de développer ses idées sur la neutralité de l'Armée. Il écrit un livre remarqué, « Armée et Société », mais le succès de librairie est faible. Seul l'entourage du Caudillo, la camarilla toujours régnante du Prado, a vu le danger : parler d'une Armée au service de l'Espagne et non du seul franquisme, c'est remettre en cause un des dogmes, un des pivots de la dictature. Dès lors, le général Diez Alegria devient la cible de toutes les attaques du clan le plus réactionnaire, le plus phalangiste du régime. A coup de rumeurs et de ragots, une lutte feutrée s'engage dans les alcôves et les couloirs des immeubles officiels. Pour certains, Diez Alegria est devenu l'homme à démolir.

Puisque l'Eglise espagnole abandonne l'esprit de la Croisade et cesse de bénir les canons, la vieille garde franquiste s'attaque d'abord à la famille de Diez Alegria. Ce général intellectuel a un frère religieux de haut rang et de grande culture qui, au lieu de se complaire dans la tiédeur des palais épiscopaux, a choisi de vivre sa foi dans un bidonville de la banlieue madrilène. A l'heure où les difficultés s'accumulent avec un clergé sans cesse plus contestataire, l'argument porte sur le Caudillo.

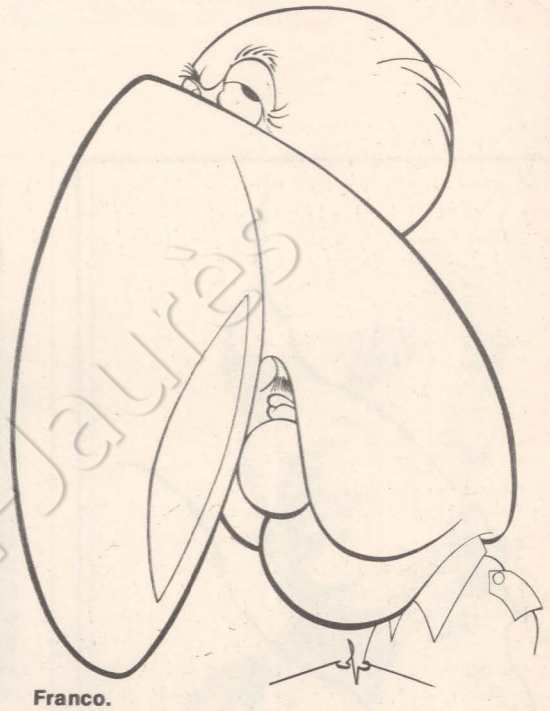


Diez Alegria.

Puis ces messieurs s'étonnent des contacts répétés que le chef de l'Armée a en Espagne ou ailleurs avec des journalistes ou des personnalités jugés trop libérales. A tout propos, les offensives se multiplient. D'autant que le général Diez Alegria reste fidèle à ses options fondamentales. En privé, il souhaite que la société espagnole évolue vers un régime démocratique sans aucune exclusive. Il n'hésite pas à s'opposer aux Etats-Unis : il fait renvoyer — franco de port — trois frégates jugées inutilisables que l'U.s. Navy avait cédées à l'Espagne dans le cadre de ses accords militaires. En juillet 1971, il obtient qu'une loi d'une rare sévérité sur les objecteurs de conscience ne soit pas promulguée aux Cortès.

Lors de l'assassinat de l'amiral Carrero Blanco, la lutte d'influences devient guerre de clans. Sans consulter le Pouvoir civil, Diez Alegria prend toutes dispositions pour que l'aile dure du régime ne puisse rien tenter. Il s'oppose alors violemment au commandant en chef de la Guardia civile, un dur de dur, le général Iniesta Cano.

La chute approchait. En mars 1974, le Caudillo met à la retraite celui qui est devenu l'ennemi juré de Diez Alegria, Iniesta Cano. Il doit aussitôt rétablir l'équilibre de la balance entre durs et libéraux. Il décide donc, la semaine dernière, le remplacement de Diez Alegria par le lieutenant général Fernandez Valespin. Le Caudillo se retrouve là en terrain de connaissance : ce militaire de carrière a suivi les cours de l'Académie militaire de Saragosse où le directeur de l'école, un jeune général de brigade, Francisco Franco, le remarqua. Puis il combat à ses côtés pendant la guerre civile avec le grade de capitaine. En 1942, Fernandez Valespin se retrouve devant Stalingrad avec les troupes nazies dans la division Azul.



Franco.

Aujourd'hui, ce conformiste devra assumer une succession difficile. Avant de quitter son poste et se sachant condamné, le général Diez Alegria a organisé une consultation de tous les commandants des régions militaires espagnoles. Deux capitaines généraux seulement ont affirmé qu'ils n'approuvaient pas ses positions. C'est peu.

Pour la première fois dans l'Histoire plus que trentenaire de ce régime, une cassure apparaît au grand jour dans l'Armée. Certes, il n'y a pas ici de guerre coloniale pour cristalliser ce mouvement. Et Diez Alegria n'est pas un baroudeur comme le général Spinola. Mais il y a un héritage : celui de Franco, qui finira bien un jour par mourir. Le 28 novembre 1967, le Caudillo, péremptoire, affirmait devant le Conseil du royaume : « Il n'est pas possible de remplacer ce régime par un autre : l'Armée assurera la succession régulière à la tête de l'Etat. » Il a fallu un autre général pour lui démontrer que l'avenir du régime ne sera peut-être pas ce qu'il avait prévu.

NICOLAS BRIMO

→

par les syndicats, proposaient des mesures qui ne frappent pas seulement les travailleurs et qui, surtout, ne paralysent pas la production, faisant tomber le pays de Charybde en Scylla, de l'inflation à la récession. Curieusement, le chef du patronat italien, Gianni Agnelli, qui est aussi le propriétaire de la Fiat, prenait ouvertement et bruyamment position contre la Démocratie chrétienne, sur la ligne proposée par les socialistes. Comme le disait un vieux socialiste italien, « quand un ennemi de classe me fait un compliment, je me demande en quoi j'ai fait une erreur ». Beaucoup de socialistes ont dû se poser cette question après la déclaration d'Agnelli. La réponse a été catégorique : aucune erreur. Mais seulement une nouvelle orientation du secteur industriel le plus moderne qui préfère la compétition constante et le dialogue — même s'il est agité — avec les syndicats, à la récession, prélude d'un retour de l'Italie à la condition de pays sous-développé, agricole, népotique, dominé par le Clergé, et pas son bras séculier, la Démocratie chrétienne.

Le miracle italien, le développement économique, impétueux et désordonné, a projeté au premier plan de la vie politique et économique italienne un nouveau protagoniste : le syndicat. Et toutes les données du problème en sont bouleversées : les socialistes ont compris que, sans l'appui des syndicats, on ne peut rien construire de solide dans le pays ; les chefs d'entreprise les plus sensibles ont dû se rendre à l'évidence. Mais, sur la voie de l'accord avec les syndicats, les socialistes ont rencontré les communistes et le processus d'unité de la gauche a connu un nouvel élan. Tandis que les désaccords se sont approfondis entre les deux tendances de la Démocratie chrétienne, la tendance populaire et la tendance conservatrice qui vient de perdre deux batailles d'arrière-garde : celle du divorce et celle qu'elle a menée pour faire peser sur les travailleurs le poids des mesures d'austérité.

CARLO BONETTI

Chili

LA MISERE ET LA PEUR

«Aqui se acabaron los hombres» : « Il n'y a plus d'hommes ici ». C'est un commentaire que l'on entend souvent dans les bidonvilles (poblaciones) qui entourent Santiago. Les militaires fascistes s'y sont acharnés dès les premiers jours. Comme ils se sont acharnés sur tous les pauvres, simplement parce qu'ils étaient pauvres. Bombardements dans certains cas, mais surtout arrestations et exécutions sommaires. Viennent ensuite les licenciements. Beaucoup d'hommes ont dû aller chercher du travail « ailleurs ». Les femmes sont donc restées seules pour faire face à une situation terriblement difficile.

Pendant que tous les Chiliens souffrent, les simili-procès continuent. 27 membres des différents gouvernements Allende vont être jugés dans les prochains jours par une Cour martiale. Transférés le 9 mai de l'île Dawson (dans le sud du pays), dans laquelle ils étaient détenus, ils attendent dans différentes prisons de Santiago de comparaître devant les juges. Les avocats, comme c'est l'habitude aujourd'hui, ne seront informés des chefs d'accusation que 24 heures avant l'ouverture du procès. C'est le temps dont ils disposeront pour mettre au point leur défense...

Après les 67 officiers et soldats de l'armée de l'Air, c'est la deuxième grande parodie de justice que les militaires fascistes mettent en scène. L'objectif est le même : extermination de la « vermine marxiste » sous forme de farce judiciaire. Dans le procès des militaires, l'argumentation retenue était la suivante : le gouvernement Allende étant « inconstitutionnel », on pouvait parler d'« ennemis » en vertu du code militaire. Le général Bachelet y a été condamné à 5 ans de réclusion... à titre posthume.

Manger un jour sur deux

Ces procès constituent une farce sanglante. Ils sont la dernière arme dont se servent les militaires pour casser les dirigeants survivants de l'Unité populaire. La mort de Toha et celle du général Bachelet ne sont pas des accidents. Elles sont la conséquence logique des traitements réservés aux détenus politiques. Mais pour les quelques procès que nous connaissons, combien d'exécutions sommaires ou de morts, pour « causes distinctes », de militants de base, de simples Chiliens ? Pour chaque année de prison à laquelle sera condamné un dirigeant, combien de jours de misère pour le peuple ?

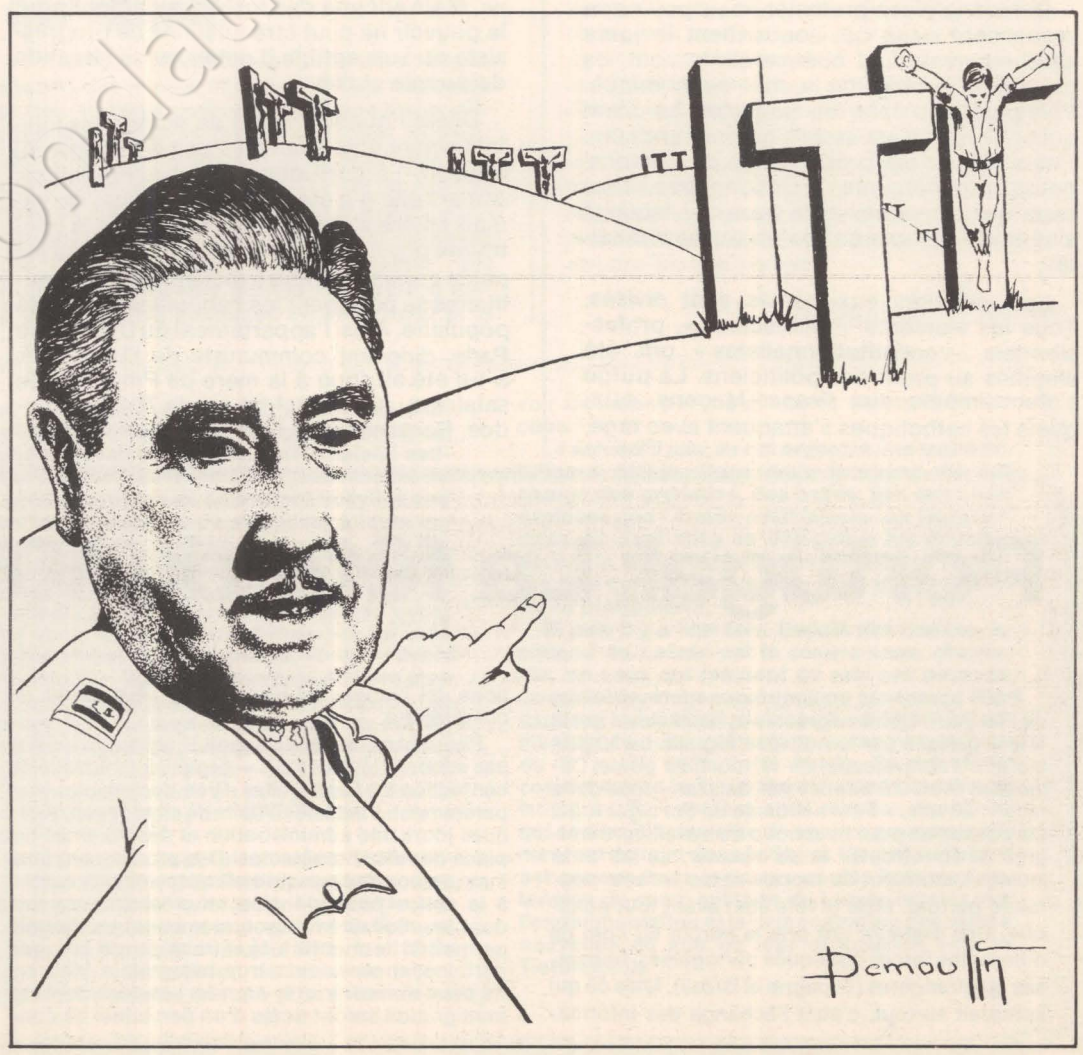
Selon l'Organisation internationale du travail, un Chilien sur quatre est au chômage. Le chiffre est difficile à vérifier, mais il donne une idée des difficultés que peuvent rencontrer des milliers de familles. Le chômage est né directement de la répression politique. Ainsi, près de 50 % des fonctionnaires ont été licenciés — plus dans certaines administrations « pauvres » ou « de gauche ». Les autres peuvent l'être du jour au lendemain. Utiles à l'« assainissement » de l'économie, ces « mises en vacances » massives sont un moyen de pression sociale considérable. Aux causes d'origine politique viennent s'ajouter les difficultés strictement économiques. Le Chili connaît la crise la plus terrible de son Histoire : « Pire qu'en 1930 », dit-on à Santiago. Le commerce, l'industrie ne marchent plus qu'à cloche-pied. Alors, les patrons procèdent à des compressions de personnel. La cause est économique, mais la politique se retrouve. Ainsi, pour « brûler » un cadre démocrate-chrétien qui a conservé de bonnes relations avec les ouvriers, on lui demande de fournir la liste du personnel à licencier. S'il la fournit, il se coupe de la base ; s'il ne la fournit pas, il est mis à son tour au chômage.

En un an, de mai 1973 à mai 1974, les prix ont augmenté de 1 000 %. Pas tous : certains ont augmenté de 10 000 %, comme le fuel domestique. Et c'est, là-bas, le début de l'hiver. Certains produits comme le sucre ou le tabac sont rares pour presque tout le monde. Tous les autres sont difficiles à acquérir en raison de leur prix.

La viande a relativement moins augmenté que les autres aliments. Des queues se forment devant les boucheries les jours de mise en vente des bas morceaux. Mais personne n'achète de filet. Les poissons à bon marché ont disparu. La seule protéine animale est le poulet. L'aviculture avait été considérablement développée par l'Unité populaire. Cet effort commence à porter ses fruits. Pas pour longtemps : le prix de revient de la nourriture d'un poulet est plus élevé que son prix de vente. Tous les petits aviculteurs sont en voie de disparition.

Officiellement, le salaire minimum est de 16 000 escudos (un franc vaut entre 150 et 200 escudos), c'est-à-dire environ quatre vingt francs par mois. Encore faut-il ajouter que le manœuvre ou l'employée de maison n'en gagnent pas la moitié. Toutes les enquêtes faites montrent que ce salaire minimum n'est même pas forcément appliqué. Et il permet d'acheter 4 kg de pain par jour (134 escudos le kg). C'est tout. Encore avons-nous choisi le produit le plus « soutenu » — grâce à de multiples subventions — par la junte et donc le moins cher. Dans certains quartiers de Santiago, on ne mange plus qu'un jour sur deux.

La terreur est telle que les gens n'osent pas protester. Sauf les vieilles richardes de droite, qui se croient relativement à l'abri de →



Coll. Fondation

La haine au ventre

La junte fasciste vient de fêter ses neuf mois d'existence. Le 11 juin. Nous ne retenons pas ce chiffre par hasard. Après avoir dénoncé assassinats et tortures, il faut songer que dans nombre de maisons chiliennes se joue le drame le plus affreux qu'il est possible d'imaginer. Parmi les centaines, les milliers sans doute de femmes violées par les militaires et les carabiniers, certaines sont sorties enceintes de leur détention. Elles commencent à mettre au monde les enfants de leurs tortionnaires. Le cas de Christina n'est pas isolé.

Indépendante de gauche, Christina était secrétaire dans un bureau. Une vieille de son quartier la dénonce comme « extrémiste ». Les militaires l'arrêtent, puis l'emmènent dans un régiment où elle passera trois jours.

« Ils m'ont d'abord accusée d'être communiste, puis d'être miriste, enfin de cacher des armes. Ils m'ont fait écouter les enregistrements d'autres femmes torturées. Ils ont enlevé mes vêtements. J'ai fait appel à leurs mères et à leurs sœurs. Ils m'ont appliqué du courant électrique sur la pointe des seins et sur les mains. J'ai commencé à perdre conscience. Ils m'ont violée. Je me suis évanouie. Je ne sais pas combien ils étaient. Après avoir été détenue pendant des mois sans accusation, j'ai été remise en liberté. Au début, je n'étais pas sûre d'être enceinte. J'attribuais le retard de mes règles aux troubles nerveux dont j'étais victime. Mais, au bout d'un certain temps, il n'y avait plus de doute. On me demandait 200 000 escudos pour un avortement. D'où pouvais-je sortir cet argent ? Beaucoup de camarades ont essayé de m'aider. Quand ils sont parvenus à réunir la somme d'argent nécessaire, il était trop tard pour un avortement. Et me voilà avec le fils d'un tortionnaire dans le ventre.

« La seule chose qui soit claire en moi, c'est cette haine immense qui est née. Cette haine que je ne peux presque plus contrôler. Cette haine qui croît quand je me rappelle les faces haletantes, infernales des assassins du Chili. »

→

la répression. Les exemples sont inombrables d'arrestations dans les queues ou dans les autobus. Il suffit maintenant de commenter avec un voisin le prix des achats faits dans la matinée pour courir le risque d'être arrêté.

La protestation revêt les formes les plus subtiles. Ainsi cette vieille femme qui, voyant un jeune militaire monter dans un autobus, se lève pour lui céder la place et dit : « Assieds-toi, mon fils. Pauvre garçon, tes supérieurs t'ordonnent de faire tellement de choses horribles. Mais ça n'est pas de ta faute. Tu es un fils du peuple, comme nous. Assieds-toi, tu dois être épuisé. »

Les rues de Santiago sont, en fait, étrangement calmes. Depuis un peu plus d'un mois, les patrouilles militaires ont disparu. En dehors du couvre-feu, tout paraît normal, ordonné. Les commerçants ambulants, signe de pauvreté, ont été chassés du centre de la ville. Mais les mendiants se multiplient. Pour la première fois depuis plusieurs années, des femmes recommencent à demander l'aumône avec un bébé dans les bras. Les gamins, nu-pieds, ne demandent plus d'argent, mais du pain.

Personne n'ose protester, mais peu nombreux sont ceux qui soutiennent la junte sans réserves. Les commerçants sont les premières victimes de la crise économique. Plus personne dans les magasins. Le client qui se présente est assailli par les vendeurs. Petits industriels, propriétaires de camions, petits commerçants, fonctionnaires, tous ceux qui constituaient la base sur laquelle s'appuyait la junte ont de sérieuses difficultés.

Les militaires eux-mêmes sont divisés. Tous les éléments « techniciens », professionnels, « constitutionnalistes » ont été éliminés au profit des politiciens. La purge s'étend même aux Francs-Maçons, auxquels les catholiques s'attaquent avec rage. Pinochet se spécialise dans le contrôle policier. Il apparaît de plus en plus comme l'homme du groupe Patrie et Liberté. Avec eux, il a pris en main les services de surveillance qui contrôlent l'ensemble de la répression. Leigh est plus « idéologue ». Il cherche à créer une base sociale. Il voit plus loin. Les deux hommes mènent le mouvement.

Derrière eux, certains généraux démocrates-chrétiens, comme le ministre de l'Intérieur Oscar Bonnilla ou le général Stark, « le général de la mort », cherchent à contrôler le processus. Non pas pour le libéraliser, mais pour « améliorer » la situation économique et sociale. Et les lieutenants, capitaines, commandants veulent un raidissement du régime. Les luttes internes sont sévères et l'existence de tensions est positive. Mais aucune des forces qui luttent pour le pouvoir ne peut être qualifiée de progressiste ou susceptible d'améliorer la situation du peuple chilien.

Divisés quand il s'agit de régner, les militaires sont unis quand il s'agit de profiter du pouvoir. La corruption n'a plus de limites. Jamais elle n'a été aussi importante, car jamais elle ne s'appuyait sur l'usage de la contrainte physique. Les carabiniers mettent les petits commerçants au racket. Les hauts militaires se partagent les dépouilles de l'Unité populaire. Ainsi l'appartement du Dr Enrique Paris, dirigeant communiste de l'Université, a-t-il été attribué à la mère de Pinochet. Le salaire du simple soldat est de 70 000 escudos. Sans compter toutes les bonifications auxquelles la situation lui « donne droit ». Le maintien de l'état de guerre interne permet au gouvernement de verser à tous les militaires des soldes de 50 % plus élevées qu'en temps de paix.

La question de la D.c. est au centre des désaccords de la gauche. Là aussi, sous de nouvelles formes on poursuit le débat engagé du temps de l'Unité populaire. Faut-il compter sur la Démocratie chrétienne en tant que telle, ou doit-on travailler avec les éléments de base de ce parti qui ont choisi la résistance ou sont susceptibles de s'y rallier ? Le désaccord existe, mais il est moins important que l'unité sur les thèmes des revendications économiques minimales et sur la lutte pour les libertés.

L'Eglise, avec l'appui du pape, et malgré la junte et les évêques les plus à droite, prend des positions courageuses. Elle est pratiquement en rupture avec le Pouvoir. Mais beaucoup de catholiques font la sourde oreille. Pour eux, le cardinal Enriquez est « circonvenu par son entourage marxiste ».

Après avoir reculé aussi loin qu'il était possible, les organisations de gauche se reprennent, surtout le Parti socialiste, le P.c. et le Mir. Les coups donnés par les militaires ne sont plus mortels. L'heure n'est ni aux attentats individuels ni aux actions d'éclat. On se contente de sabotages et d'actions de propagande extraordinairement limitées. Un mot sur un mur, quelques tracts sont une victoire considérable. Des comités de résistance se créent à différents niveaux. La vo-

Portugal: La fête du 10 juin

2 000 personnes au centre des sports et loisirs de l'île Saint-Denis ; agréable et familiale : c'est la fête organisée par le nouveau régime. Le 10 juin marque l'anniversaire de la mort du poète Camoes. Il avait été baptisé par Salazar « Jour de la race ». Devenu « Fête nationale du Portugal », il a été l'occasion pour beaucoup de travailleurs émigrés de se retrouver et de discuter. Le bar et la musique attiraient du monde et les enfants couraient partout. Mais la fête était avant tout politique. Des orateurs ont pris la parole au nom de différentes forces politiques portugaises, françaises ou étrangères (Espagne et Brésil). Mais ce qui comptait surtout, c'était l'échange des informations. Ici comme à Lisbonne, on veut savoir et comprendre.

Pendant ce temps à Nogent, le consul — qui n'a pas encore été substitué — organisait musique et confection de sandwiches. Rien de nouveau, apparemment. Il est très difficile de changer en quelques jours une administration et des hommes en place depuis si longtemps. Des procès vont être instruits contre ceux qui étaient corrompus ou liés à la police politique. Une loi d'assainissement, dont les modalités ne sont pas connues, devrait permettre de mettre à la retraite ou de limoger certains fonctionnaires trop compromis. Mais on ne peut chasser tout le monde. Les pays de forte immigration seront dotés d'un personnel de confiance. L'ancien consul à Paris est d'ores et déjà nommé à Bangkok.

Pour organiser cette fête, le ministère des Affaires étrangères portugais, qui voulait faire sentir l'esprit démocratique du nouveau Portugal, a dû nommer un représentant du P.c. et un du P.s. et exiger que soient mis à leur disposition les moyens du consulat.

Ouvrir les représentations diplomatiques aux travailleurs semble d'autant plus difficile qu'au refus des anciens fascistes s'ajoutent les réticences de la bourgeoisie.

M.F.

lonté d'unité est beaucoup plus forte à la base qu'au niveau des appareils.

La junte a le pouvoir. Son problème est de le conserver. Régime autoritaire ou fascisme s'appuyant sur une base sociale importante ? Telle est l'alternative. La crise économique, l'absence de libertés aliènent une partie importante du soutien national et international dont les militaires bénéficiaient voici quelques mois. Pendant ce temps, la résistance s'organise. Très lentement. Des secteurs entiers de la population doivent être gagnés. Les perspectives de victoire à court terme sont inexistantes. Mais les militaires sont inquiets. La junte, dans une circulaire récente et strictement confidentielle portant le numéro 585, avoue que « tous les marxistes n'ont pas été éliminés. Parallèlement à ce combat des extrémistes, des forces des partis d'opposition à l'Unité populaire se servent des erreurs des cadres moyens et subalternes pour miner l'entreprise de restauration nationale de la junte ».

Récemment, cela arrive de temps en temps, des prisonniers étaient libérés dans le sud du pays. Les militaires qui avaient eu le comportement le plus correct à leur égard ont beaucoup insisté pour que leurs noms soient connus « des fois que ça change un jour ».

MAURICE FABIEN

LA GAUCHE N'OUBLIE PAS

« Quand la droite chilienne a pris le pouvoir au Chili le 11 septembre 1973, elle n'a pas fait de tri dans les dirigeants de l'Union populaire, tous ont été frappés, politiques ou syndicalistes », c'est dans ces termes que James Marangé, secrétaire général de la Fédération de l'Education nationale, a expliqué sa participation et celle des six autres organisations de gauche au Comité de solidarité Chili. Pendant que la torture ne cesse pas, que les procès se succèdent, que les meurtres se transforment en suicides, les organisations de gauche françaises ont voulu manifester leur solidarité active.

Mercredi, elles ont lancé un appel à tenir à Paris les 6 et 7 juillet 1974 une conférence pan-européenne sur la situation chilienne. « Voici près de 10 mois qu'en dépit de la protestation de l'opinion mondiale, la junte poursuit et aggrave son impitoyable répression. Pour y mettre un terme, il faut que s'exprime encore plus fortement la solidarité de tous. »

Cette conférence sera l'occasion de démontrer à l'opinion mondiale que la gauche n'oublie pas le Chili, car comme l'expliquait François Mitterrand, les dirigeants de l'Union populaire ont « commis le crime de gouverner parce qu'ils avaient reçu l'assentiment populaire. »

Claude Manceron ou la poésie du réel

Le tome I des « Hommes de liberté » — « Les vingt ans du Roi » — de Claude Manceron a incontestablement été le grand succès de l'année 1973 en matière de livre historique. Le tome II qui vient de paraître, « Le vent d'Amérique » (Laffont), semble appelé à connaître un égal retentissement. C'est là un phénomène remarquable et important ; puisque cette nouvelle Histoire de la Révolution française, prévue en 6 volumes, passionne désormais plus les Français que les ouvrages d'André Castelot ou d'André Breton, emplis de « croustillantes » historiettes d'alcôve. Dans le public, on passe soudain du trou de serrure à une vue panoramique. Ce revirement progressif est dû sans aucun doute au travail méthodique et patient de démystification que font depuis des années nombre d'historiens, tant dans leurs livres qu'à la télévision. En l'espèce, il est surtout dû à la personnalité de Claude Manceron, à son originalité, au style et aux intentions de son œuvre.

L'UNITE — « Comment êtes-vous devenu historien ?

CLAUDE MANCERON — Par accident. Au sens littéral du terme. Je suis un accidenté de la vie. Avant-guerre, la poliomyélite était mal soignée ; quand elle m'a frappé, mes parents se sont trouvés matériellement et moralement impuissants. Sans cette catastrophe qui a frappé ma jeunesse, j'aurais sans doute été marin, comme on l'était dans ma famille de père en fils... Toujours est-il que je me suis retrouvé allongé, handicapé, ne pouvant apprendre un métier. J'ai été rejeté dans la grande masse de ceux qui ne peuvent pas profiter de la formation universitaire, de ceux qui sont exclus des structures bourgeoises de la culture et des études universitaires. L'Histoire est alors devenue mon appétit quotidien, mon voyage permanent d'enfant et d'adolescent. Par soif du concret et pour transmettre cette passion, j'ai ensuite subi le lot de ceux qui débouchent dans l'enseignement sans diplôme : auxiliariat ou surveillance. Pédagogue sans formation, je me suis finalement retrouvé à faire des cours d'Histoire devant les élèves du technique que cela faisait bâiller. C'est alors que je me suis appliqué à les intéresser en rendant l'Histoire vivante.

Elle est devenue vivante dans la mesure où j'ai réussi à en faire un roman vrai, à la mettre en scène, à y introduire du suspense. Le résultat ne s'est pas fait attendre : la répugnance est tombée... Je parle de roman, il faudrait parler de dimension romanesque au service de la vérité historique. Par la suite, dans mes livres, j'ai essayé de maintenir ce ton que j'avais donné à mes cours : un certain lyrisme de la réalité, une certaine poésie du réel. Sans oublier pour autant, sous prétexte « d'accrocher », de noter le moindre signe, le moindre fait, le moindre détail, le moindre chiffre porteur de signification. Car l'anecdote n'a de sens que si elle permet de débusquer la sociologie, l'économie ou la politique au détour de la banalité de l'existence d'un personnage.

— Vos motivations et vos intentions générales sont claires. Mais pourquoi avoir choisi plus précisément la Révolution française ?

— Avec « Les hommes de liberté », j'entends faire le roman vrai de la Révolution. J'écris pour réhabiliter cette période. Car il est de bon ton de faire la moue en parlant de cette époque... même chez certains hommes de gauche. De dire que tout cela est dépassé. J'espère confondre les sceptiques. Le scepticisme est une gangrène commode et rassurante pour les tenants de l'ordre actuel. A travers mes livres, je veux au contraire prouver que la Révolution française est montée à l'assaut du bonheur, qu'elle a supprimé de nombreux maux et que sa vigueur permet d'espérer d'autres révolutions, quelle qu'en soit la forme. Ce qui est extraordinaire dans cette suite d'événements, c'est la façon dont des hommes ont entrepris de changer la vie. Cette façon, ils l'ont inventée et nous l'ont laissée en héritage. Qui donc a intérêt à ce que nous n'héritions pas ?

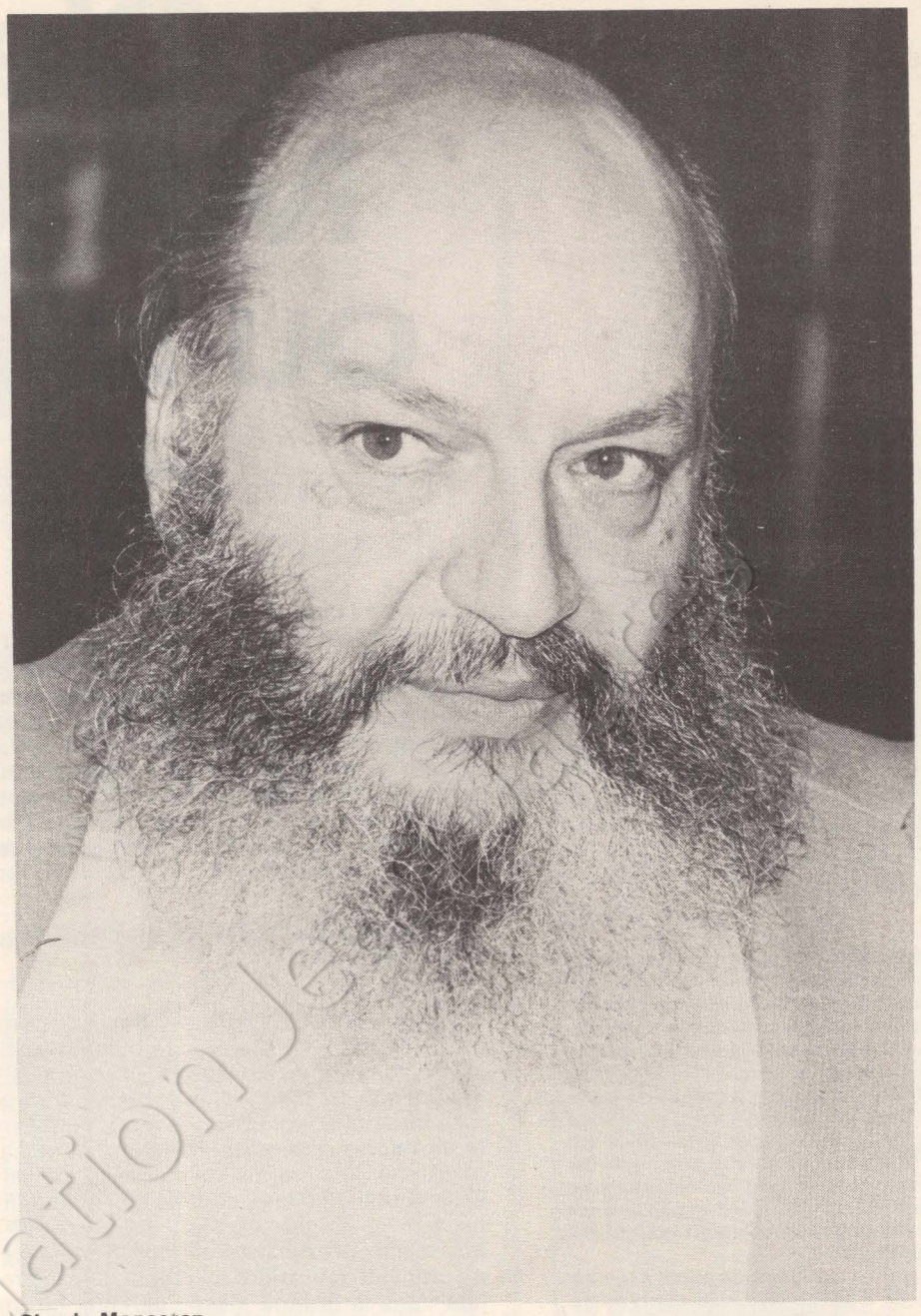
La Révolution française est un moment exceptionnel de l'Histoire universelle où l'on peut voir des hommes à l'œuvre : ils s'efforcent de construire des structures sociales et mentales différentes de celles que leur ont léguées leurs parents. Nous sommes tous concernés.

— Qu'est-ce à dire ? Que le travail d'historien est une forme d'activisme militant, d'appel direct à la construction du socialisme ?

— Je ne confonds pas systématiquement mon engagement de militant et mon activité d'historien. Il est cependant clair que mes choix politiques sous-tendent mes analyses historiques. En corollaire, le travail historique me permet un constat : nous ne vivons que si nous changeons. Ceux qui le nient sont ceux qui tiennent à conserver la société actuelle. Face aux matériaux historiques comme face à la vie quotidienne, il y a deux catégories

→

Claude Manceron ou la poésie du réel



Claude Manceron

→

d'êtres humains : ceux qui subissent et ceux qui agissent. N'étant ni conservateur ni réactionnaire, je ne subis pas l'Histoire, je la fais. Et un historien progressiste qui fait l'Histoire, s'il applique ses découvertes et sa démarche au présent, peut avoir un rôle offensif auprès de ceux qui luttent. Donner un éclairage du passé, c'est aussi illuminer le présent et irradier l'avenir...

Je suis un partisan, donc. Mais je ne suis pas manichéen. Car je sais trop bien que l'Histoire n'est pas une science exacte. Je ne vais pas pour autant me châtrer, camoufler ma pensée et masquer mon idéologie. Au contraire, je n'ai cesse d'attiser les feux qui couvent. Pour les deux premiers volumes des « Hommes de liberté », j'ai essayé de me mettre dans la peau de ceux qui feront 1789 et 1973, de ceux qui en sont encore à rentrer leur colère. Je crois que cette description minutieuse de la « colère rentrée » peut servir aux militants de mon époque... s'ils rapprochent ces grondements passés de leur sourde rage et de leurs espoirs actuels.

— De quelle école historique vous sentez-vous le plus proche ?

— Dans les facultés, il y a des historiens qui se surveillent, qui pointillent sur des virgules. N'ayant pas eu accès à l'Université, je n'ai pas été émasculé par ces empoignades de chapelles. De fait, je ne me situe dans aucune école. Je suis avant tout un conteur. Mais je me surveille, j'évite de trop raconter et de ne pas analyser. Pour éviter les pièges ou les sophistications intellectuelles, je fais subir à mes récits historiques, à mes « contes », un découpage chronologique minutieux : je prends les actes d'une vie humaine tranche par tranche, événement par événement ; c'est le meilleur moyen pour démythifier une vie, pour la montrer dans l'intégralité de son déroulement. Je mène ainsi de front le récit de multiples vies, toutes significatives. Ma méthode historique consiste à laisser voir. Sans recours aux artifices des historiens qui font commencer la Révolution le 14 juillet 1789, qui parlent d'un personnage et doivent aussitôt infliger un pensum biographique à leurs lecteurs, un pensum qui coupe le rythme du récit, un pensum du genre : « Voilà monsieur Untel, il était né trente ans plus tôt et avait eu une jeunesse heureuse quand soudain... »

Deux autres choses caractérisent ma méthode historique. D'abord, je me méfie du sensationnalisme. Je prétends plutôt que tout événement, même minime, a sa charge d'intérêt et doit être porté à la connaissance du lecteur. Encore une fois, le manichéisme qui consiste à amputer l'événement d'une de ses composantes sous un prétexte quelconque est un non-sens. Par ailleurs, j'ai tendance à accorder une certaine importance aux hommes eux-mêmes, contrairement à certains de mes amis marxistes. C'est pourquoi, au déterminisme de classe, de production, de culture, j'ajoute le facteur accidentel de l'individu : le rôle personnel joué par Lénine par rapport au déterminisme de la situation russe de 1917, celui joué par de Gaulle par rapport aux données de la France résistante, etc.

— Disposez-vous, à propos de chaque événement, de sources ou d'indications suffisantes vous permettant d'en faire une tranche de « roman vrai », d'insuffler la vie où d'autres historiens ne mettent habituellement que la sécheresse de leurs constats ?

— Pour la période de la Révolution française, j'ai la chance de disposer d'archives fort riches. Il y a la floraison des gazettes de l'époque. Il y a énormément de documents inédits. Il y a surtout les traces d'enquêtes de police qui s'accompagnaient de la saisie de papiers. A ces sources précieuses s'ajoutent mes trente ans de lecture, systématiquement fichées et stratifiées, parfaitement utilisables à condition de les décanter. Et, enfin, les écrits des gens riches et cultivés : ils écrivaient presque tous leurs mémoires. Le peuple évidemment n'écrivait pas, mais la façon dont les nantis décrivaient leur vie et les mouvements populaires peut mettre la puce à l'oreille ; avec un esprit critique, il suffit de décoder et de traduire... Comme pendant la guerre : quand les communiqués allemands annonçaient une manœuvre de retraite élastique, on pouvait en conclure que les Russes avançaient.

Quand les éléments d'information sont dispersés, c'est à l'historien de déduire et de reconstruire le puzzle. C'est à ce moment qu'il doit faire œuvre d'imagination, c'est cet effort d'éclaircissement et de synthèse qui permet une vision d'ensemble à partir de témoignages épars, mais concrets.

— Quand un livre d'Histoire parvient à toucher autant de lecteurs que les vôtres, quel effet peut-on en attendre ?

— L'Histoire, c'est avant tout l'Histoire des craquements, je le répète, des changements. Pour raconter ces soubresauts, il n'y a qu'une solution : mettre à jour toutes les contraintes et toutes les libertés, et leur évolution ; laisser voir toutes les formes de joie de vivre et de malheur de vivre. Ces thèmes ne peuvent pas n'avoir pas de retombées pour aujourd'hui. »

(PROPOS RECUEILLIS PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS)

changer la vie quotidienne

ET LES AUTRES ?

André Jarrot, ministre de la Qualité de la vie, veut « vendre la France aux Français ». Que l'on se rassure, il ne s'agit pas d'empêcher les firmes multinationales d'acheter les firmes françaises. Mais d'empêcher que trop de Français aillent passer leurs vacances à l'étranger. Car, explique Jarrot, « cela me navre de voir chaque été cette quantité de devises dépensées à l'étranger par quatre à cinq millions de Français ». Suit ce qu'il faudrait faire pour que la France soit plus accueillante, plus ci, plus ça, plus le reste. Mais à aucun moment le ministre n'a parlé des Français qui ne peuvent ni « acheter la France » ni acheter l'étranger, des 50 % de Français qui ne partent pas en vacances. Les déphasages dont parle Jarrot sont ceux des tiroirs-caisses. Ce qui lui importe, c'est que ceux qui partent n'aillent pas trop loin, et que les étrangers qui viennent restent le plus longtemps possible. Quant aux autres...

ASSEZ DE TARTES A LA CREME !

Le mouvement écologique a tenu, dimanche dernier, à Montargis, ses premières assises nationales, à l'initiative du comité de soutien à la candidature de René Dumont. L'idée de base était de construire un « rassemblement », une structure légère permettant à l'information de circuler, de prévoir une coordination des actions. Tout en laissant à chacun sa personnalité, ses buts et ses méthodes. Ces assises ont déçu une bonne partie de leurs promoteurs. Car il ne suffit pas de vouloir pour pouvoir. L'écologie étant une gigantesque tarte à la crème où l'on trouve le pire et le meilleur, les assises de Montargis se sont transformées : les discours ont succédé aux discours, chacun n'écoutant que le sien, ne rêvant qu'à son utopie et laissant aux autres le soin d'être « sérieux ».

Cette rencontre a prouvé une seule chose : plus que jamais, les Français sont sensibles aux problèmes de la qualité de la vie. Cette constatation n'est pas nouvelle. Montargis I a montré également que la bonne volonté ne remplace pas l'analyse politique. Et que le groupuscule est l'ennemi de l'action. Une preuve que les mouvements écologiques auraient pu éviter de s'administrer.

UN VIBRANT S.O.S.

Le tourisme social, le « mal aimé », fait parler de lui. Yves Raynouard et Elisabeth Danger viennent de publier aux éditions Tema un livre qui lui est consacré : « Tourisme social, état d'urgence ». Ce livre raconte une histoire triste. Celle d'un demi-échec *(voir « l'Unité », n° 115)*. Mais son importance ne se limite pas à l'Histoire. Car le tourisme social est une lutte d'hier et de demain. Contre le Pouvoir, bien sûr, contre le système, contre l'argent, mais aussi contre soi-même, contre les habitudes, le sectarisme et les idées toutes faites.

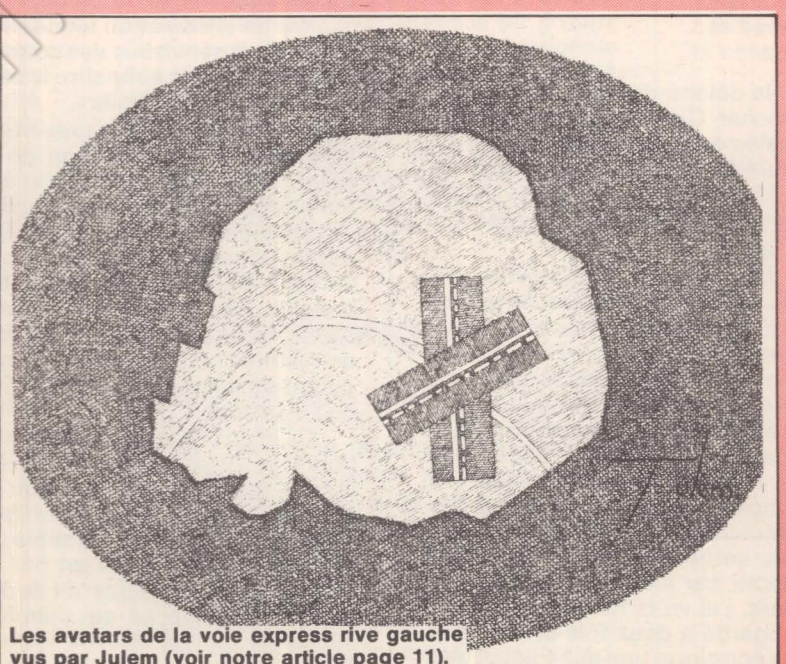
Car redonner sa chance au tourisme social, c'est accepter de transformer des utopies en projet. C'est utiliser le rêve, remettre en cause le découpage du temps — travail, loisir — et de l'espace. C'est aussi s'interroger sur ce qu'est le travail, le loisir, sa signification pour chacun de nous. C'est désaliéner le loisir, en faire le moment où le temps libre n'est pas seulement utilisé par les salariés pour « refaire leur force de travail. »

« Tourisme social, état d'urgence » est le premier livre sur ce sujet. Ecrit par un militant pour des militants, il comble une lacune. Mais une lacune significative. Il n'est pas étonnant que des centaines de livres aient été publiés sur le tourisme en général, sur ses réussites commerciales, mais que jusqu'à présent aucun ne l'ait été sur le tourisme des salariés. Le silence n'est jamais neutre. Ce livre ne propose pas de recette, n'indique pas de voie royale, mais incite à réfléchir et à participer. C'est beaucoup.

HALTE AUX CUMULARDS

Il existe encore des « petits seigneurs ». En Charente-Maritime, samedi dernier, des paysans ont manifesté contre eux. Trois exploitants sont en train d'accaparer 900 hectares de bord de mer, sur les communes de Mortagne, Floirac et Saint-Romain. Et, pour se conformer aux manières d'être des puissants, ils utilisent les chemins récemment créés sans vouloir payer les taxes, détruisent les abris des chasseurs, et ne paient ni impôts ni charges sociales.

C'est pour protester contre l'accaparement de ces terrains que 300 paysans ont manifesté : après un défilé de voitures, une visite des terres en litige, ils ont ouvert des brèches dans une digue. Appliquant ainsi l'injonction du Port autonome de Bordeaux qui a demandé que cette digue illégalement construite soit démolie.



Les avatars de la voie express rive gauche vus par Julem (voir notre article page 11).

VICTOIRE DANS LA VALLEE

Soussouéou, suite et fin. Le promoteur Artouste S.a., qui se promettait de construire dans le site vierge de Soussouéou une station de ski, avait porté plainte en diffamation contre le comité de défense Soussouéou-Ossau. Il vient d'être — une fois de plus — débouté. La Cour d'appel de Pau a en effet confirmé, le 5 juin dernier, la sentence du tribunal correctionnel qui relaxait le comité de défense et condamnait le promoteur aux dépens.

C'est un succès pour le comité de défense, qui n'entend pas limiter ses efforts à l'empêchement d'une réalisation, en l'occurrence celle du projet Soussouéou, mais veut aider à la promotion du développement de la vallée d'Ossau. Un autre succès pour le comité de défense : une pétition qui circulait dans la région a recueilli 27 500 signatures et le soutien de 50 associations. Puis remise au préfet des Pyrénées-Atlantiques. La population a pu ainsi s'exprimer sur ses craintes et ses souhaits pour le développement de la vallée.

PRISONS : LES POURRISSOIRS

Loin d'être un facteur de réinsertion sociale, la prison est avant tout un lieu de dégradation, d'humiliation, d'inadaptation. Un pourrissoir.

La Santé. Un long mur noir, très haut. Et quoi derrière ? Ce qu'il y a de l'autre côté des murs d'une prison, à la vérité, les gens s'en moquent. S'ils les regardent, ces murs, c'est avec un sentiment mélangé de crainte et de soulagement : « Doit pas faire bon s'y trouver enfermé... Mais heureusement qu'elles existent, ces prisons ». Heureusement ? Pour qui et pour quoi ?

Questions stupides, en apparence. Tout le monde sait bien que c'est là que sont enfermés les voleurs et les assassins. En prison, ils « sont à l'abri » pour un certain temps. Ainsi ne risquent-ils plus de « nuire à l'ordre social ». C'est pourtant simple. Quand cela est dit, la question paraît entendue. Selon qu'on est charitable ou intransigeant, on peut estimer que les détenus méritent ou non une bûche pour Noël. Mais c'est à peu près tout ce à quoi se ramène l'opinion générale.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard. En réalité, le problème des prisons est autrement plus grave et plus complexe. Car si la prison apparaît comme un élément protecteur de l'ordre social, c'est complètement faux. C'est même plutôt le contraire qui se produit. Mieux vaut le savoir. D'autant que la multiplication des aspects de la délinquance et la palette, chaque jour plus riche, de la répression font que nul n'est certain de ne pas se retrouver un jour à l'ombre de ces sinistres murs. La prison ne concerne donc pas seulement les détenus, l'administration pénitentiaire et les magistrats, mais la société tout entière.

Crasse et humiliation

Présumé coupable dans l'opinion, le détenu doit bien avoir quelque faute grave ou honteuse à se reprocher. C'est, à tout le moins, un « type spécial » et chacun se sent radicalement différent du prisonnier. Voici le témoignage de Mme Huriez, publié dans l'organe mensuel du Comité d'action des prisonniers (Cap, 15 rue des Trois-Frères - 75018 Paris). C'est un aperçu révélateur des conditions de vie en prison et des raisons qui y conduisent.

« Laon, prison arriérée de l'Aisne, qui, comme image historique, nous fournit en entrant le type des anciennes forteresses, la grosse porte avec lucarne, la cour crasseuse où les gardiens vous accueillent avec vulgarité, puis appellent la gardienne en disant : « Fiquet, il y a quelque chose pour toi »... A ce moment-là, j'ai traversé de longs couloirs pleins de trous où la peinture était aussi historique que la prison elle-même. Une grande porte a été ouverte et je suis entrée à la « fouille ». C'est-à-dire que l'on vous met nue et malheur à vous si vous avez un chignon, car il sera défait par la même occasion, au cas où dans vos cheveux il y aurait quelque chose. Puis je suis redescendue dans une salle crasseuse où il y avait huit filles en communauté, trois grandes tables, des bancs rembourrés de bois dur, une machine à coudre. Je me suis approchée de la table, car il était 11 heures et le dîner est servi à cette heure-là. Et alors, j'ai vu la nourriture. Je me demande si un cochon n'aurait pas regardé à deux fois avant de se servir. J'étais enceinte de 4 mois à cette époque et une autre l'était de 7 mois. Si vous y pensiez, il y avait de quoi frémir. La prison de Laon avait rayé de son vocabulaire le mot viande.

« Puis il faut se mettre au diapason de la prison, en communauté avec des filles très gentilles, d'autres moins, d'autres avec d'étranges manières, des filles sans éducation qui se décrassent les ongles sur la table où vous mangez, qui nettoient leur peigne avec le torchon à vaisselle. Et puis il faut bien aller aux W.c. de temps en temps, et là on vous montre un seau hygiénique vieux comme Hérode qui servira pour tout le monde, malade ou pas. Et puis la journée, à 5 heures, est terminée. Au dortoir froid, là-haut, portes fermées toutes à clef, les rats passent par la lucarne et bonne nuit. Un seau de charbon pour une journée, une petite chaleur suffirait.

« Le lendemain, vous vous laverez toutes dans la même cuvette et, si vous demandez un peu d'eau de Javel pour désinfecter, on vous dit que vous n'êtes pas née de la cuisse de Jupiter. Les gens avec eczéma ou autres, tous dans la même cuvette.

« C'est comme cela que vous vous réadapterez à la vie et je peux vous assurer que, de calme, vous ressortez révoltée contre la société. »

Ainsi témoigne Mme Huriez. Un cas parmi tant d'autres, celui d'une femme emprisonnée pour un chèque sans provision de 78 francs ! Et, tandis qu'elle subissait cette humiliation, son fils Thierry se suicidait pour échapper à la honte que lui infligeaient les sarcasmes de ses camarades.

En prison pour si peu de chose ? Cela surprend et surtout cela choque. Une bavure, sans doute ? La règle, plutôt. Les statistiques du ministère de la Justice sont d'ailleurs là pour le prouver. En 1972, 80 000 personnes environ ont été incarcérées et le nombre de sorties a été sensiblement équivalent. Sur l'ensemble de l'année, la population pénale moyenne a tourné autour de 30 000 détenus, dont un millier de femmes. Les chiffres suffisent à comprendre que seule une minorité de gens incarcérés séjourne longtemps en prison.

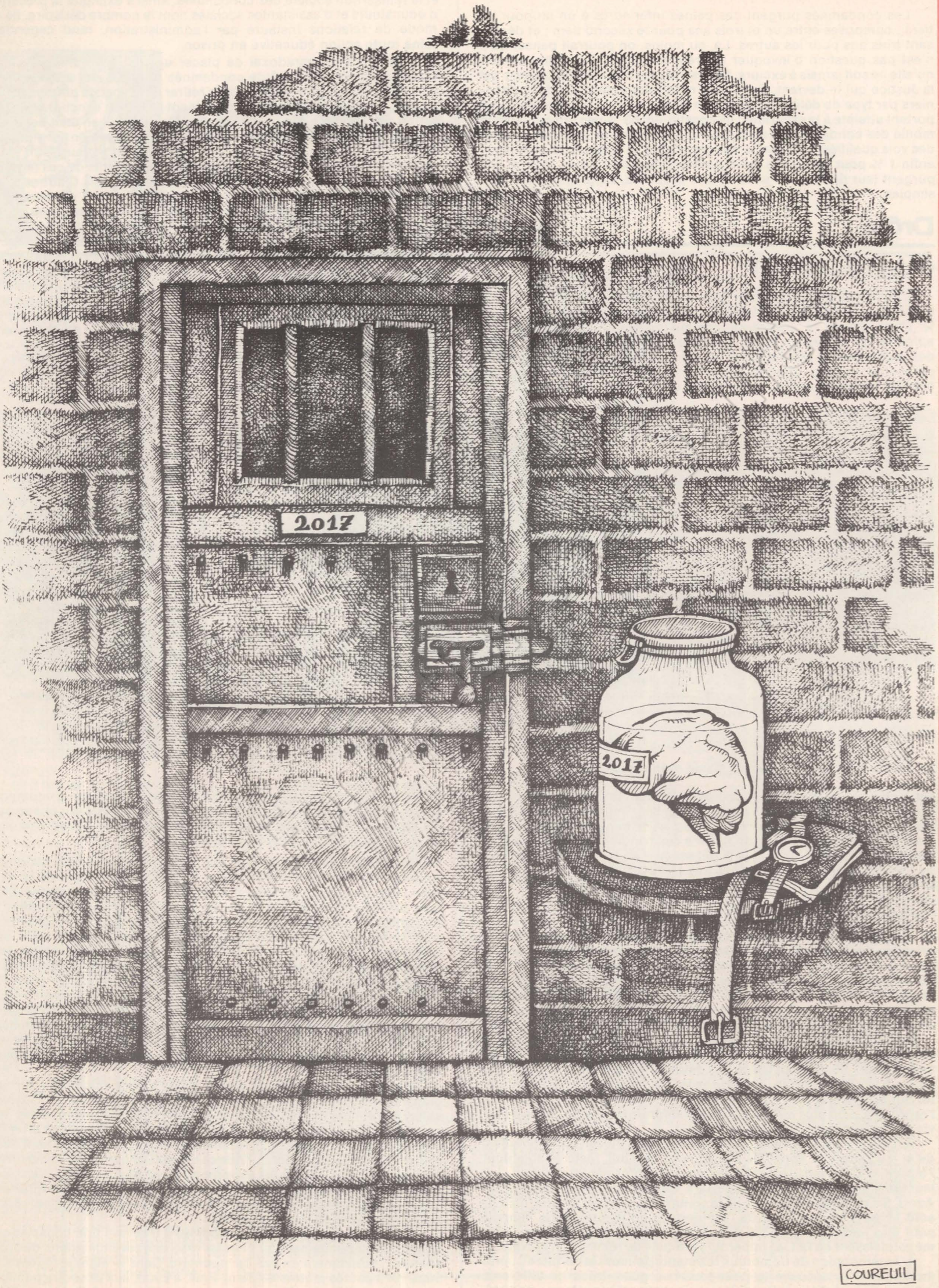
Atteinte à la propriété : 63%

Qui met-on donc en prison ? La réponse est significative. 93 % des détenus ont un niveau d'instruction égal ou inférieur au certificat d'études ; là-dessus, on compte 10 % d'illettrés. Ce qui ne signifie pas du tout que les gens munis de diplômes soient plus honnêtes, mais simplement qu'on envoie plus facilement en prison un travailleur illettré pour vol simple qu'un député véreux impliqué dans des combines illicites de spéculation immobilière. C'est ainsi que près de 50 % des prisonniers sont issus des couches sociales les plus défavorisées. Car il faut également connaître les motifs qui fournissent le plus gros des bataillons de prisonniers.

On compte 35 % de prévenus. Soit 10 920 personnes qui attendent en prison que l'instruction de l'affaire les concernant soit achevée pour passer en jugement. Ce chiffre est scandaleux à deux titres au moins. Tout d'abord, parce que les détentions provisoires, dites préventives, devraient rester l'exception. Malgré l'effort accompli pour en réduire le nombre, celles-ci n'ont diminué que de 14 % en moyenne, en 1971. Elles apparaissent aujourd'hui encore beaucoup trop nombreuses. En fait, la loi ne définit pas les conditions qui requièrent la détention provisoire. Aussi le juge a-t-il toute liberté de la décider, puis de justifier cette décision a posteriori. Il lui suffit de déclarer cette détention nécessaire à la sécurité de l'intéressé ou à la bonne marche de l'instruction.

Or, en instituant la peine mixte (condamnation ferme et condamnation avec sursis), la loi de juillet 1970 a contribué à justifier, dans les faits, la détention provisoire qu'elle voulait faire régresser. Car il n'est pas rare de voir un juge infliger une peine qui avalise la durée de détention provisoire déjà subie par l'accusé. Au contraire, un accusé a peu de chances, s'il n'est pas récidiviste, d'être condamné à de la prison ferme s'il n'a pas fait de détention provisoire. C'est dire que, sur le tiers de prévenus qui peuplent nos prisons, la plupart n'auraient jamais dû connaître cette epine infâmante. En tout cas — et c'est le second point — sûrement pas les 10 % d'entre eux relaxés par les tribunaux et dont la détention s'est avérée totalement injustifiée.

→


2017
2017
COUREUIL

LES POURRISSOIRS

→

Les condamnés purgent des peines inférieures à un an pour un tiers ; comprises entre un et trois ans pour le second tiers ; et dépassant trois ans pour les autres. Là, au moins, on pourrait penser qu'il n'est pas question d'invoquer d'erreur judiciaire. Peut-être, encore qu'elle ne soit jamais à exclure. Mais si l'erreur n'est pas en cause, c'est la Justice qui le devient. Comme le montre la répartition des prisonniers par type de délit. La répression frappe au premier chef ceux qui portent atteinte à la propriété : ils constituent 63 % des prisonniers. La moitié des condamnés le sont pour des vols simples, 7 % ont commis des vols qualifiés, 4 % sont là pour escroquerie ou abus de confiance, enfin 1 % pour recel. Les neuf dixièmes des détenus de 16 à 18 ans purgent leur peine pour atteinte à la propriété. La plupart pour vols simples.

Drôle d'«éducation»

Le chèque sans provision d'un chef de famille en difficulté ; le vol d'une mobylette ou d'une voiture, abandonnée peu après — le Code suisse le considère comme emprunt jusqu'au 5e jour après le vol — par un jeune « fauché » ; la misère ou le chômage des plus démunis qui poussent au vol d'un commerçant ou chez un particulier, voilà le lot du plus grand nombre. Du moins lors de leur premier séjour en prison. Ceci permet donc de dire que la population carcérale compte environ 20 000 détenus dont la condamnation soit n'a pas été prononcée, soit l'a été pour un délit mineur. On sait d'autre part que, 1 500 ou 2 000 détenus mis à part, la dangerosité des autres n'est pas évidente. Est-il normal, dans ces conditions, de faire subir à tous ces gens l'humiliation de la détention ? Et surtout, est-ce efficace ? Humiliation : le mot n'est pas trop fort pour désigner le traitement et les conditions de vie des détenus. Il ne l'est pas davantage pour dénoncer l'hypothèque sur l'avenir que représente leur séjour à l'ombre. Comment se déroule-t-il ?

Il ne faut pas s'imaginer que la peine de prison soit « seulement » privative de liberté. Si ce n'était « que » cela, sans doute n'y aurait-il pas eu, au cours de la seule année 1971, 37 mouvements collectifs dans les prisons allant des grèves de la faim à l'assassinat d'un gardien et d'une infirmière pris en otages (Clairvaux, 21 septembre) en passant par des mutineries (Toul, 9 décembre). En 1972, l'administration a décompté 97 de ces mouvements collectifs. Et ça continue encore.

Le public sait peu de chose sur ce qui motive ces mouvements. L'opinion n'a appris que récemment l'existence des « ceintures de contention » où on avait laissé des détenus mariner dans leurs excréments. Mais René Pleven, ministre de la Justice, a ordonné une enquête, qui a conclu à une « bavure ». Tout a donc semblé rentrer dans l'ordre. D'autant plus que des bruits de réforme ont laissé croire que la vie des prisonniers allait être améliorée.

En fait, il n'en a rien été. La lettre adressée à Pleven par le Syndicat de la magistrature, après les événements de Toul, reste valable pour l'essentiel. Cette lettre estimait nécessaire d'informer les détenus — et leur famille — de leurs droits et devoirs. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Aussi, les détenus éprouvent-ils le sentiment, souvent justifié, qu'« ils sont livrés à la discrétion de l'administration pénitentiaire, laquelle peut être tentée de prendre des mesures de sécurité telles qu'elles méconnaissent en fait les impératifs officiels de réinsertion sociale. »

L'incarcération de nombreux résistants pendant la dernière guerre mondiale et la découverte pour tous ces gens, issus de différents milieux, de la réalité pénitentiaire, avaient abouti à la réforme de 1945. Celle-ci posait, comme buts essentiels de la détention, l'amendement et la réinsertion sociale des condamnés. Ainsi s'explique la présence d'éducateurs et d'assistantes sociales dont le nombre dérisoire, lié au mode de relations instauré par l'administration, rend cependant vaine toute action éducative en prison.

Il est en effet paradoxal de placer un individu dans un milieu essentiellement composé de condamnés pour assurer son « éducation ». Il n'est pas plus logique de le retirer de la société pour mieux l'y insérer. Le taux de récidive, en dépassant les 50 %, sanctionne l'éducation ainsi conçue. Il ne faut pas s'en étonner. S'il en était besoin, il prouve que loin d'être un facteur de réinsertion, la prison est plutôt un lieu de dégradation, d'inadaptation, une sorte de « pourrissoir ». En maintenant la prison, les pouvoirs publics, conscients de ces faits, ne semblent donc poursuivre qu'une tâche de répression. D'autres solutions, comme le développement du milieu ouvert qui concerne aujourd'hui 35 000 probationnaires (1) libérés conditionnels, sont possibles. Plus humaines, elles sont aussi plus efficaces et moins coûteuses que l'enfermement. Pourquoi ne les développe-t-on pas davantage ?

A cela, la réponse ne fait aucun doute. Et c'est le comité de probation de Versailles qui l'explique : « Le système pénitentiaire, par nature répressif, est indispensable à une société qui, malgré les belles déclarations sur le traitement, a besoin de marquer une catégorie de déviants et de défavorisés du sceau de l'infamie, pour donner bonne conscience aux membres du groupe social obéissant et pour assurer à la classe dominante son pouvoir. » Sylvie Schaub, psychiatre à la Santé, va dans le même sens : « La prison est avant tout destinée à faire peur à ceux qui sont dehors. Repoussoir « rassurant » pour ceux qui n'y sont pas allés, elle ne peut que désocialiser les gens qui y ont purgé une peine, longue ou courte. Il faut décriminaliser les comportements par une révision du Code pénal et ne maintenir en prison que les grands criminels pour lesquels on ne peut rien. Ils ne représentent peut-être pas 7 % du total des détenus. »



La Santé, pendant le passage d'une manifestation

Pour Jean Capeyrie, du Cap, les prisons devraient être détruites. « Ce qui est inconcevable tant que notre société restera ce qu'elle est », admet-il. Quelle fonction leur voit-il ? « Sur le plan rééducatif le taux de récidive montre qu'elles ne servent à rien. Au contraire, la prison est criminogène. Ce qui revient à dire qu'elle n'est opératoire, pour la société, ni dans la protection des biens ni dans celle des individus. Tout le monde le reconnaît. Mais la prison sert de bâton. Elle permet de maintenir les valeurs morales de la société bourgeoise. Elle est donc le repoussoir destiné à tous les prolétaires tentés de refuser la vie idiote et l'injustice de notre société. Le « prolo » se sent moins malheureux que le prisonnier. Bien qu'étant pour la supression à terme des prisons, le Cap, composé uniquement d'anciens détenus, n'oublie pas les 35 000 gars qui sont encore sous les verrous. Nous luttons donc, dans l'immédiat, pour l'abrogation des choses les plus dégueulasses... »

« Dégueulasse », la vie en prison ? Oui, sans aucun doute. Sur un plan matériel, tout d'abord. Le système pénitentiaire totalise 150 maisons d'arrêt et centrales. Les condamnés occupent les secondes, les prévenus et les condamnés à des peines inférieures à un an les premières. Il comprend également 13 établissements spécialisés et sept centres de semi-liberté. Au total, 77 de ces établissements sont dans un tel état de vétusté qu'il faut les supprimer. Dont 33 d'urgence. Ceux qui parlent un peu à la légère des « palaces » de nos prisonniers ignorent l'état de saleté, l'absence d'hygiène et parfois de chauffage qui révoltent tout nouvel arrivant en cellule.

Et ce n'est pas dans la nourriture qu'il trouvera une consolation. Elle figure généralement au premier plan des revendications des prisonniers, notamment en cas de mutinerie. Dans le manifeste remis le 8mai 1973 par les mutins de Saint-Paul, à Lyon, aux pouvoirs publics, on peut lire, après une description peu appétissante de leur ordinaire,

les conclusions suivantes : « Périodiquement, nous souffrons tous plus ou moins de troubles digestifs ou intestinaux. Un bon tiers de la nourriture qui nous est servie passe dans les tinettes. Il convient de préciser que les seules denrées qui n'ont fait l'objet d'aucune critique sont les desserts non cuisinés : pommes, yaourts, confiture... » S'agissant de l'hygiène, les mutins rappelaient : « N'oublions pas qu'en 1973 nous en sommes encore, à Saint-Paul, aux tinettes, seaux et cuvettes. La tinette est un fourre-tout. Elle absorbe, outre ce à quoi sa fonction l'a destinée, balayures, quignons de pain, reliefs des repas, eaux sales de toilette, etc. C'est dire qu'elle est toujours sale, grasse et fétide. Nous réclamons sans cesse, mais en vain, qu'il y soit versé chaque jour une dose de désinfectant... Les murs des cellules sont dégoûtants. Il est quasi impossible, dans ces conditions de vétusté, de se tenir propre soi-même. Bien entendu, draps et taies pâtissent de cette malpropreté. Nous les rendons chaque mois plus noirs que gris. Une douche par semaine n'est pas suffisante pour se débarrasser de la crasse accumulée durant huit jours... Il n'y a pas de contrôle sanitaire, ce qui ne laisse pas d'étonner dans une collectivité aussi importante. »

Cette description d'une aussi odieuse réalité rend tout commentaire superflu. Encore convient-il de préciser que le froid, l'humidité, le manque d'hygiène et la promiscuité provoquent en prison une demande de soins plus importante qu'en milieu libre. Ce qui s'explique également par le réconfort psychologique que trouve le détenu dans un contact avec le médecin, homme de l'extérieur pouvant lui procurer quelques menus avantages temporaires : arrêts de travail, transfert à l'hôpital, etc. Or, la médecine pénitentiaire s'effectue dans de si mauvaises conditions qu'elle constitue un des principaux points de réclamation des détenus. C'est si vrai que, à la fin 1972, les internes en médecine affectés à la Santé ont présenté leur démission collective en ces termes : « Nous refusons de faire de la sous-médecine. Il n'existe pas deux médecines ; les détenus sont des hommes comme les autres, méritant les mêmes soins. »

Main-d'œuvre pour Citroën et Dior

Mal logés, mal nourris et mal soignés, les prisonniers souffrent également, au moral comme au physique, de leur privation de liberté. La privation sexuelle est sans doute un de leurs gros manques. L'un des plus pesants, en tout cas, bien qu'il ne figure pas en tant que tel dans les dispositions de la loi qui définit la peine d'emprisonnement. Comme s'il s'agissait là de quelque chose de superflu. Ce point est d'autant plus important que, précisément comme le note le Dr Schaub, la majorité des détenus sont sexuellement immatures. Ils sont contraints à une survie sexuelle dont Christine Martineau et Jean-Pierre Carasso parlent en ces termes dans « Le travail dans les prisons » (éditions Champ libre) : « Les conséquences, toujours graves, souvent irréversibles, se répartissent entre un nombre quasi illimité de catégories (perversions, déviations, etc.) selon la personnalité de chacun. Onanisme, auto-érotisme, fétichisme, exhibitionnisme, voyeurisme et les différentes sublimations, du mysticisme à la démence, telles sont les solutions obligées qui s'offrent aux détenus. Et l'homosexualité ? Un détenu sur deux ou trois est homosexuel, si l'être signifie avoir des relations sexuelles avec un partenaire du même sexe... On imagine aisément les séquelles qu'une telle vie, menée parfois pendant dix ou quinze ans, peut laisser chez ceux qui y sont condamnés. Plus que tout autre facteur, c'est peut-être cela qui s'oppose à la réintégration des détenus à la fin de leur peine. »

Il n'est pas possible ici d'évoquer l'ensemble des problèmes qui, sans avoir le même poids que la privation sexuelle, contribuent également à rendre difficile, voire impossible, la réinsertion des prisonniers. Il faut glisser sur des revendications aussi importantes pour eux, moralement, que le droit au parloir et à la correspondance libre. La cruauté du parloir, qui oblige un père à regarder ses enfants à travers deux rangées de grillages séparées d'un couloir où déambule le surveillant, est très mal admise. C'est d'autant plus compréhensible que rien n'impose d'empêcher un père d'embrasser les siens. De même que la correspondance limitée pour le détenu, à huit lettres de 60 lignes par mois, soumises à la censure, aboutit souvent à une sorte de blocage. Un nombre limité de membres de la famille peut écrire aux détenus. Les lettres des autres, conservées pendant toute sa détention, lui seront remises à sa libération ! Combien d'amis, de compagnes auront ainsi écrit pour rien pendant des mois pour finir par se lasser ? Libéré, le prisonnier les aura perdus à tout jamais.

S'il est cependant un point essentiel qu'on ne peut passer sous silence, c'est le scandale du travail dans les prisons. Non qu'il faille souhaiter l'oisiveté forcée pour tous les prisonniers. La plupart s'y opposeraient.

En prison, tout est fait et réparé par les détenus : des serrures et toitures, en passant par... les potagers du directeur. Pour un salaire pouvant aller de 0,60 F à 4 F par jour. Le Cap relève à ce sujet qu'il est absurde de vouloir (re)donner le goût du travail et de la vie en société aux détenus en les soumettant à une telle exploitation. La réforme de 1972 n'affirme-t-elle pas que « le travail ne doit plus être considéré comme un élément afflictif de la peine, mais comme un moyen de traitement et de réadaptation, tant sur le plan psychologique que professionnel » ? Or le travail reste une sorte de « privilège » dont sont privés 40 % des prisonniers. Les prévenus n'y ont accès que sur autorisation préalable du juge d'instruction.

Mieux payé que le travail pour l'administration, le travail pour les concessionnaires est davantage « apprécié » des détenus. Les concessionnaires sont des entreprises (Peugeot, Citroën, La Lainière de Roubaix, Rosy, Camay, Dior...) qui « louent » la main-d'œuvre pénale à l'administration pénitentiaire. Main-d'œuvre idéale, qui n'a ni le droit de grève ni celui de protester et qu'on paye avec un lance-pierre. Ce qui laisse des bénéfices appréciables. Comme l'indiquent ces deux exemples tirés du livre « Le travail dans les prisons ».

« En Avignon, les éponges métalliques sont payées aux détenus 31,72 F le mille. Un débutant en fabrique 200 par jour, un travailleur entraîné, 500 environ. Elles sont revendues en droguerie 50 centimes pièce. Compte tenu de la matière première, on peut estimer que le bénéfice réalisé avant l'intervention de la marge bénéficiaire du revendeur est de l'ordre de 500 %. Parmi les commanditaires « généreux », citons les établissements Dior qui font exécuter en prison, par l'intermédiaire d'un concessionnaire, différents petits emballages de carton payés 30 F le mille, le rendement moyen étant de 400 par jour, soit un salaire mensuel « élevé » de 300 F. »

Pour huit heures de travail par jour, un détenu reçoit en moyenne 150 F par mois, dont l'administration prélèvera d'office les trois dixièmes (45 F) pour un prévenu et la moitié pour un condamné. Un quart de ce qui lui reste lui sera encore prélevé d'office pour les frais de justice et un autre quart pour son pécule de réserve. Ce qui ne lui laisse pas grand-chose pour « cantiner », c'est-à-dire acheter des cigarettes et de la nourriture supplémentaire à la cantine de la prison, généralement

→



Les détenus sur les toits, pendant la mutinerie de Nancy.

Voici les derniers chiffres officiels sur la population pénitentiaire. Au 1er juin 1974, effectifs globaux : 29 136, dont 800 femmes. Au 1er avril 1974, prévenus et condamnés ayant fait appel : 13 197, condamnés à moins d'un an : 7 247 (dont condamnés à moins de 6 mois : 4 100). Détenus exerçant un travail : environ 17 000. 64 % des détenus ont moins de 30 ans (dont 41 % de moins de 25 ans). En outre, on compte aujourd'hui 42 000 probationnaires, comprenant donc des sursitaires et des libérés conditionnels.

peu et mal approvisionnée. Le juge d'application des peines de Poissy, Etienne Bloch, constate à ce propos que « la prétention de l'administration à faire régner une égalité entre les détenus n'a aucun sens. Celui qui a des moyens à l'extérieur peut cantiner. Celui qui est récidiviste n'est pas traité comme un primaire. Parler d'égalité, c'est une façon d'éviter à certains de bénéficier des privilèges dont d'autres peuvent jouir ».

Ainsi, pour les permissions — accordées dans des conditions limitées et strictement définies — ceux qui n'ont pas de famille à aller embrasser n'y ont pas droit. Les célibataires, les étrangers (15 % des détenus) sont donc pénalisés. On sait aussi que les surveillants traitent mieux les « politiques » et les « caïds » que les autres. Les inégalités ne disparaissent donc pas derrière les barreaux, bien au contraire.

L'exploitation du travail des détenus, scandaleuse à l'évidence, paraît presque risible quand on poursuit la lecture de la réforme de 1972. Il y est dit, en effet : « L'organisation, les méthodes et les rémunérations doivent se rapprocher autant que possible de celles des activités professionnelles extérieures afin, notamment, de préparer les détenus aux conditions normales du travail libre. » Malheureusement, la loi a omis de considérer que les détenus, destinés à retourner à l'extérieur où ils sont généralement chefs de famille, pourraient être en droit de jouir des mêmes avantages sociaux que tous les travailleurs. Aussi n'ont-ils pas droit à la Sécurité sociale — ce qui pénalisent leurs femmes et enfants — ni à l'assurance-vieillesse. Le jour de leur libération, non seulement leur pécule de réserve est si maigre qu'il ne durera généralement pas le mois, mais de plus ils n'ont pas droit aux indemnités de chômage. Et, comme le postule la loi du 30 août 1947, ils ne pourront ni exercer une profession commerciale, ni obtenir quelque poste que ce soit dans la fonction publique, ni accéder aux professions libérales.

Quant aux professions qui leur restent ouvertes, le seul fait de n'avoir pas un casier judiciaire vierge compliquera bien des choses. Ainsi, après avoir payé leur dette envers la société, les anciens détenus se retrouvent souvent dans l'impossibilité de trouver un emploi et de reprendre une existence normale et régulière. Ce qui est à l'origine de bien des récidives.

Nombreux sont ceux, comme le Cap, qui souhaitaient voir supprimer purement et simplement le casier judiciaire. A tout le moins les employeurs devraient-ils rester dans l'ignorance du passé d'un homme dont seule la justice devrait connaître le secret. Ce n'est malheureusement pas toujours le cas. Enfin, pour favoriser la quête d'un emploi, ne peut-on estimer normal que l'administration remette un certificat de travail avec la qualification acquise, sans mention d'origine de cette administration ? On peut également regretter qu'il soit rarement offert à un prisonnier d'acquérir une véritable formation professionnelle pendant sa détention.

Les revendications du Cap concernent le travail dans les prisons : application intégrale du code du Travail, salaire minimum égal au Smic, droit de faire grève et de se syndiquer, ainsi que les avantages sociaux, dont les congés payés, auxquels les prisonniers n'ont pas droit.

Il faut encore évoquer la discipline excessive généralement infligée aux prisonniers. Le prétoire, tribunal interne de la prison, sans recours pour le détenu, aboutit souvent à des peines de cellule de punition (le « mitard »). Pour le détenu, c'est l'isolement jour et nuit, l'inconfort absolu, l'oisiveté forcée et, parfois, le passage à tabac par des surveillants. La violence n'est, en effet, pas absente des prisons. Mais le mur de silence qui les entoure, dans lequel le Groupe d'information sur les prisons, puis le Cap, ont percé une brèche, l'a longtemps dissimulée au public. Celui-ci l'a subitement appris à l'occasion de révoltes et de mutineries, matées à coups de crosse et de matraque par les C.r.s. et les gardes mobiles.

Les détenus qui se révoltent s'attendent d'avance à cette répression féroce. S'ils le font quand même, c'est pour briser le mur de l'injustice et du silence. D'autres, résignés, se réfugient dans la démence. Certains, désespérés, ne trouvent d'issue que dans la mort. La vague de suicides de ces dernières années n'est pas un phénomène nouveau. Le tort de la presse est d'ailleurs de ne se préoccuper des prisons qu'en de telles circonstances. Comme si le scandale des prisons était épisodique. Michel Foucault, un des fondateurs du Gip, a pu dire, à Toul, que le scandale, « c'est que la loi et le droit cessent là justement où commence la prison. La Justice met le détenu hors la loi. »

La discipline inhumaine ainsi que les représailles et les pratiques dégradantes subies par les détenus sont exercées au nom de la sacro-sainte sécurité. Le souci d'éviter évasions et révoltes a complètement pris le pas sur le vœu de rééduquer les prisonniers. C'est d'autant plus injustifié que les évasions n'aboutissent presque jamais. En 1968, 14 évasions dues à 30 détenus ont eu lieu ; 29 d'entre eux ont été réincarcérés rapidement. C'est donc un simple alibi de l'administration. On comprend alors la réaction du Syndicat de la magistrature, estimant qu'« il ne sert à rien d'entourer de multiples garanties une décision judiciaire si les valeurs au nom desquelles elle a été rendue sont méconnues lors de son exécution par l'administration pénitentiaire. »

En quoi le souci de ce syndicat le met à la pointe d'une corporation qui, si elle pourvoit les prisons d'effectifs, ne se soucie généralement pas le moins du monde des conditions d'application de la peine prononcée par l'un des membres. Sans doute est-ce parce que ce syndicat a lui aussi compris la fonction réelle de la prison. Ainsi, certains de ses membres ont-ils pu conclure : « L'augmentation de la criminalité est le reflet des tensions sociales existant à un moment donné. Il convient d'agir sur ces tensions, et non pas seulement sur leurs conséquences. » On ne saurait mieux dire qu'un problème social aussi important que la délinquance et la criminalité ne trouvera sa solution que par une transformation profonde de notre société. Et pas seulement, si nécessaire qu'elle soit, par la transformation du code pénal ou de l'administration pénitentiaire.

JEAN-LOUP REVERIER

(1) Les comités de probation, avec chacun à leur tête un des 150 juges d'application des peines, comprennent éducateurs, assistantes sociales, adjoints de probation et délégués bénévoles. Ils contrôlent et assistent deux catégories de condamnés en liberté (« milieu ouvert ») : les probationnaires (condamnés à l'emprisonnement avec sursis avec mise à l'épreuve pendant 3 à 5 ans) et les libérés conditionnels (pour une durée variant entre quelques mois et plusieurs années). Ces condamnés doivent observer un certain nombre d'obligations sous peine de voir leur sursis ou leur libération conditionnelle révoqués. La libération conditionnelle est encore très peu appliquée, bien que rien ne s'y oppose. En 1969, 40 903 détenus sont sortis en fin de peine et 1 176 seulement ont bénéficié d'une liberté conditionnelle.

éditions sociales

LUCIEN SEVE

MARXISME et THÉORIE DE LA PERSONNALITÉ

20e MILLE

3e édition avec une nouvelle postface

Dans ce nouveau texte de 75 pages, l'auteur, après avoir résumé l'ensemble de ses thèses, répond aux principales questions qui ont été soulevées à leur sujet en France et à l'étranger par des psychologues et des philosophes.

"Une grande finesse d'analyse... le marxisme redevient vivant, il produit des œuvres qu'inspire l'esprit de recherche et de vérité, et reprend ainsi sa place dans le dialogue des hommes".
(Jean LACROIX - Le Monde)

"Le livre de Lucien Sève fera date. Son importance n'échappera pas aux adversaires du marxisme. Ampleur d'un travail de plusieurs années, ambition d'un projet, rigueur des analyses et des polémiques... Une contribution de haut niveau aux recherches sur l'objet, les méthodes et les perspectives de ce que Sève appelle une psychologie de la personnalité".
(Guy BESSE - l'Humanité)

"Un ouvrage longuement mûri et fourmillant d'idées originales".
(Sonia DAYAN-HERZBRUN - Revue de Métaphysique et de Morale)

"Le livre de Sève est la préface la plus importante et la plus actuelle à une théorie marxiste de la personnalité".
(Prof. Dr FRIEDHART FIX, académie des sciences pédagogiques de Berlin)

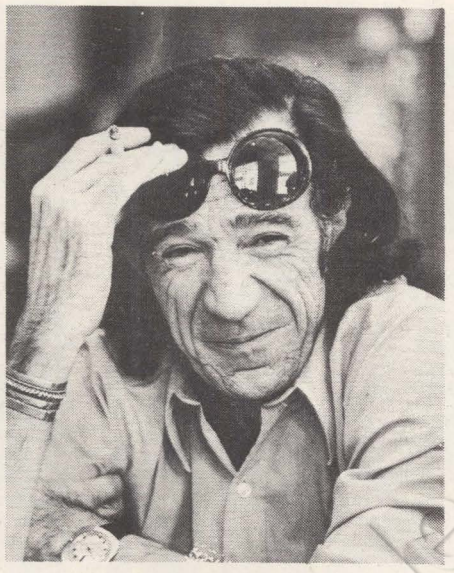
"Un livre dense... une analyse serrée des grands textes de Marx, qui prend acte des courants actuels de la recherche".
(Yvon MALO - Témoignage chrétien)

"Un ouvrage philosophique d'importance... le plus novateur qui soit paru en France dans ce domaine depuis de longues années".
(Revue Française de Science politique)

"La théorie de la personnalité est "importante à un point extrême" pas seulement pour la psychologie "mais d'une manière universelle pour le présent et pour l'avenir des hommes" et "à plus forte raison pour tous les marxistes".
(Bulletin de psychologie)

es EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

DE A JUSQU'A Z



par

Henri-François Rey

D comme Déception

Exactement la même déception que celle qu'ont éprouvée tous ceux qui, enfin, croyaient que c'était gagné. Ça pouvait l'être. Ça a failli l'être. Mais ça n'a point été.

Donc, nous avons failli gagner, et de bien peu, cela est vrai. Pour l'immédiat, cependant, il ne s'agit plus de se consoler en se répétant que la gauche n'a jamais été aussi près du but, mais, plus sèchement et lucidement, de savoir pourquoi nous n'avons pas franchi la fatadique barre des 50 %.

Première raison, évidente : depuis des décennies, le peuple français est conservateur, viscéralement, et animé principalement par une étrange terreur du changement. Une fois encore, devant ce qui était nouveau, le cheval a refusé de sauter l'obstacle. Mais ce n'est pas la raison suffisante, puisqu'aussi bien de très larges couches de « terrifiés congénitaux » ont rejoint les rangs de la gauche. Alors, d'autres raisons, et celles-là se situent dans la rubrique autocritique. Car il faut bien que nous la fassions, cette autocritique. Et ce n'est pas à moi seul, dans un seul article, de la résumer. Il s'agit bien entendu d'une analyse collective. Mais on peut déjà indiquer quelques directions. Probablement nous n'avons pas su — sur le plan électoral — toucher comme il fallait, et avec les arguments justes qu'il fallait, certaines catégories sociales, comme les cadres moyens et les petits commerçants. Probablement aussi n'avons-nous pas été suffisamment mythologiques, romantiques et même lyriques dans nos propos pour amener à nous tous ceux qui, consciemment ou inconsciemment, voulaient que la vie change. Et je prends un exemple : curieusement, 1936 restera dans l'Histoire non pas par ce que le Front populaire a réalisé — il n'a guère eu de temps — mais parce qu'il a mythologiquement proposé... et heureusement cela il l'a fait. Deux choses, mais fondamentales : la semaine de 40 heures, les congés payés. Ce qui voulait dire, pour les travailleurs de 1936 — et cela pour la première fois depuis le commencement de la société industrielle — que légalement ils ne pouvaient travailler que 40 heures et que, légalement, ils pouvaient prendre des vacances payées par les patrons. Alors que depuis toujours ils n'avaient droit, comme jour de repos, qu'à celui du Seigneur. De là l'aura de 1936. De là, sa signification historique.

En 1974, il nous a manqué cela : une idée neuve et lyrique, un levier charnel, un moteur. Lequel ? Je n'en sais rien, je l'avoue, bien que j'en devine quelques-uns. Et pas si absurdes que cela : la semaine de 35 heures, par exemple, les transports gratuits pour les travailleurs, la représentation responsable des ouvriers à la direction des usines. Oui, je sais ce que l'on peut me répondre : impossible, utopique. Et puis : trop à gauche, trop révolutionnaire. Le cercle est bouclé. Nous effrayons encore plus ceux que nous voulons convaincre, les éternels conservateurs terrifiés. Mais nous voilà alors en plein cercle vicieux. Convaincre les terrifiés, leur faire admettre que nos solutions sont les plus aptes à leur faire vivre une vie plus heureuse. C'est à nous d'avoir le raisonnement adéquat. Abandonner des positions qui ne sont même plus d'avant-garde, qui sont essentielles à la survie de l'homme, sous prétexte de gagner des voix, c'est aller à l'échec. Ce que nous représentons, ce que Mitterrand a représenté dans la campagne électorale avec tant de sûreté et de rigueur, c'est beaucoup plus une morale qu'un système politique. Le système est toujours adaptable aux circonstances ; la morale, jamais.

F comme Futur

Et maintenant, il nous reste quoi, à nous qui ne vivons que par l'idée d'une société plus juste, dans l'avenir immédiat ? Heureusement, non seulement des espérances, mais des entreprises à mettre en train. Et j'en vois pour ma part trois qui me paraissent importantes.

En premier lieu, le Parti socialiste, qui vit une éclatante renaissance, se doit d'élargir sa base vers ceux qui sont de la même famille — et j'entends tout naturellement le P.s.u., les adhérents de la C.f.d.t. et les gaullistes de gauche, dont certains sont de bonne compagnie. Qu'importe les modalités d'approche, l'important est qu'il y ait accord, et très vite.

En second lieu, il me paraîtrait nécessaire que le plus tôt possible soit constitué, par les partis signataires du programme commun, un contre-gouvernement de 15 à 16 personnalités. Chacune chargée très précisément de commenter, approuver parfois ou combattre les actes du gouvernement Giscard. Système symbolique ? Certainement pas. Je vois dans ce contre-gouvernement la preuve concrète et quotidienne que 49,3 % des Français seraient représentés par leurs mandants, qui parleraient à chaque occasion en leur nom. J'y vois aussi un pouvoir mobilisateur essentiel.

En troisième lieu — et là-dessus je reviendrai plus longuement — il faudrait bien que le Parti socialiste, et au-delà l'ensemble de la gauche, crée tout un réseau de clubs, de véritables foyers de culture. Bref, toute une « Université populaire », afin que se constituent, d'une façon concrète, une véritable culture socialiste et un comportement socialiste.

La raison, elle est simple. Tout travailleur, en France, est exclu — par la nécessité même du capitalisme — de la culture, c'est-à-dire de la connaissance. Tout travailleur est constamment mystifié par le Pouvoir capitaliste qui utilise toujours le même support : les mass media. Ce jeu est payant. Si les forces de gauche n'entreprennent pas une systématique œuvre de démystification, il est peu probable qu'elles soient jamais victorieuses.

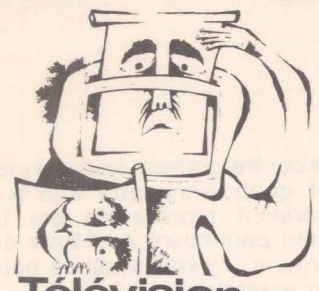
Pour moi, ces universités socialistes populaires (titre parfaitement provisoire) seraient d'abord unités d'enseignement chargées de donner les connaissances nécessaires à leur liberté, aux travailleurs qui en sont systématiquement privés par le Pouvoir capitaliste. Ensuite, assemblées ouvertes à toutes et à tous, dont le principal objectif serait le démontage rigoureux des mensonges et des manœuvres du Pouvoir. Enfin, et au terme de cela, constitution de ce que j'appellerais un contre-comportement, c'est-à-dire un effort vers la création d'un homme véritablement socialiste, maître de sa propre morale. C'est-à-dire un homme enfin désaliéné, enfin respirant, enfin capable — en toute liberté et non sous la contrainte — de choisir son destin et de créer sa vie. Un homme véritablement libre qui saurait enfin que le travail n'est pas une valeur absolue, qu'il n'y a pas de fatalité, qu'il n'y a pas de malchance. Qu'il lui est possible, avec l'aide de tous les autres, de vivre, pour autant qu'il le veuille, dans la plénitude et le bonheur. Dans sa plénitude et son bonheur.

Je crois que nous sommes tous d'accord pour penser qu'il n'y a rien à espérer de Giscard d'Estaing et de son gouvernement de zombies. Ils pratiqueront, avec plus ou moins d'habileté, le capitalisme le plus sauvage et le plus brutal. Mais je pense aussi que nous devons tous être d'accord pour tenter une expérience unique et nouvelle, une vie autonome de la gauche et la création d'une morale qui lui soit propre, la mise en place d'institutions politiques et culturelles qui lui soient propres. Bref, un système autonome qui permette enfin à des millions d'entre nous de voir de quelle couleur est la lumière.

La France coupée en deux ? Elle l'est. Il n'y aura jamais de pacte de non-agression entre les banques, les sociétés multinationales qui ont mis Giscard au pouvoir, et les travailleurs. Alors, il faut en tirer les conséquences.

La France coupée en deux ? Regrettable peut-être par rapport à une histoire dont nous n'avons rien à faire, mais réellement et tangiblement séparée. A nous de le savoir, de le comprendre et d'en profiter. Toute attitude attentiste serait défaitisme et peut-être trahison.

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 21 JUIN

Une dramatique de Tournier-Kerchbron : « Les jardins du roi » (20 h 35, ch. 2) avec Danielle Darrieux.

« Vie et mort de la cellule » au magazine médical d'Igor Barrère (21 h 40, ch. 1).

SAMEDI 22

Coupe du monde de football : Ecosse-Yougoslavie (15 h 50, ch. 2) et R.f.a. - R.d.a. (19 h 20, ch. 1).

Les marionnettes japonaises du Bunraku (17 h 50, ch. 2).

Un « opéra de poche » de Haydn : « L'infidélité déjouée » (20 h 40, ch. 3).

Située dans un maquis de la Côte-d'Or, « La trahison », une dramatique de Michel Vianey (21 h 20, ch. 1).

DIMANCHE 23

La première de trois émissions sur les mass media aux Etats-Unis : « La paille de l'autre », d'Anthonioz et Barrère : la presse et Watergate (13 h 30, ch. 2).

Football : Uruguay-Suède (14 h 30, ch. 1) et Italie-Pologne (20 h 30, ch. 2).

L'une des œuvres majeures du cinéma muet : « Folies de femmes », de Stroheim (23 h 25, ch. 2).

LUNDI 24

Un admirable poème cinématographique : « Le fleuve » ; l'Inde vue par Jean Renoir (20 h 40, ch. 3).

MARDI 25

De Georgette Elgey, René Rémond et Daniel Lander, la 1ère partie d'une double émission sur la France de 1940-1944 (20 h 30, ch. 1).

Un débat sur les Juifs en U.r.s.s. après la projection d'extraits (!) du film de Frankenheimer, « L'homme de Kiev » (20 h 35, ch. 2).

Procès de sorcellerie en 1678 : « Jeanne ou la révolte », une pièce de Françoise Mallet-Joris (20 h 40, ch. 3).

MERCREDI 26

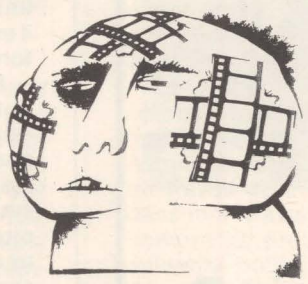
Les quarts de finale de la Coupe du monde de football (15 h 50, ch. 2, 19 h 20, ch. 1, 20 h 45, ch. 1 et 22 h 10, ch. 2).

JEUDI 27

La 1ère étape du Tour de France (17 h 30 et 20 h 15, ch. 1).

Une délirante famille imaginée par Boris Vian : « Les bâtisseurs d'empire » (20 h 30, ch. 1).

Le Proche-Orient, au magazine 52 (20 h 40, ch. 3).



Cinéma

*** Jean-Paul Savignac : Député 73.**

Les élections législatives de mars 1973 dans les Hauts-de-Seine, 8e circonscription. L'événement est analysé à travers les portraits des candidats... sauf Jacques Baumel, qui a refusé de participer au film. Un essai de regard « neutre ».

*** Dominique Bloch et Philippe Haudiquet : Garderem lo Larzac.**

Prenant conscience de l'urgence d'une riposte collective pour pouvoir préserver leurs terres, les paysans du Larzac expliquent le pourquoi de leur action non violente, remettent en cause les rôles de l'armée, de l'information et discutent la manière dont est conçu le développement du pays. Au même programme : un film-dossier sur l'incendie du C.e.s. Edouard-Pailleron.

*** Guy Debord : La société du spectacle.**

Un essai de cinéma « situationniste ». Montage de documents, d'extraits de films, de bandes d'actualité avec collage de citations et de commentaires didactiques pour mettre en cause « le spectacle, allié du capitalisme et instrument d'aliénation. »

*** Claude Lelouch : Toute une Vie.**

Monsieur Lelouch a un « certain » talent. Il le prouve pendant dix minutes. Reste une heure trois quarts de tape à l'œil démagogico-sentimentalo-poujadiste. Reste une horripilante exhibition d'une Marthe Keller soudain nunuche et d'un Denner assommant. Les maximes moralisantes d'une philosophie à courte vue. Restent les règlements de compte d'un self made man auquel les critiques de son début de carrière donnent encore des brûlures d'estomac. Le café du Commerce, la prétention et la peur du Rouge sévissent encore !

*** Guy Cavagnac : Le soldat Laforêt.**

Il a fallu attendre trois ans pour voir cette émouvante ballade antimilitariste : l'histoire d'un déserteur en goguette dans le bocage aveyronnais, à la découverte de la nature et d'une aventure sentimentale. L'angoisse de la guerre demeure. Mais les rêveries du bidasse font prendre un bon bol d'air.

*** Ingmar Bergman : Vers la joie.**

Un film inédit que le grand maître suédois réalisa en 1949, alors qu'il doutait de son talent. Déjà deux des thèmes essentiels de son œuvre : la recherche du bonheur et le salut par l'art.

*** Ian Mac Naughton : Pataquesse.**

Une cascade de sketches et de gags loufoques dans l'esprit d'« Helzapoppin », mâtiné d'un mordant style « Hara-kiri ».



Expositions

PARIS

*** Grand Palais (rue Clémenceau) : Joan Miró.**

Une rétrospective importante des œuvres récentes. Un artiste « reconnu ».

*** Centre national d'art contemporain (11, rue Berryer, 8e) : Dorothea Tanning.**

Le surréalisme à la limite du figuratif. Une peinture aux charmes étranges, la puissance des rêves et de la couleur.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1) .....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*60 F* ☐
normal d'un an à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Guy Perrimond, Serge Richard (rédacteurs en chef), Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES

Nicole Chaillot.

AVEC LA COLLABORATION DE

François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76-Yvetôt.

changer la vie culturelle

Cinéma

LE FASCISME ELECTRONIQUE

La civilisation des « plombiers » est en place. Les récents ennuis d'Henry Kissinger, le passionnant et complet « Watergate Story » de la journaliste franco-anglaise Nina Sutton (Stock) viennent encore de nous le rappeler. Mais c'est là espionnage de luxe. La terrifiante force du film de Francis Ford Coppola, « Conversation secrète », c'est sa quotidienneté. Désormais, c'est vous, moi, tout le monde que menace le flicage scientifique. Pour alimenter les multiples Safari **(voir le numéro 104 de « l'Unité »)**, la technologie policière n'a plus de frontières. Rien de plus quotidien, de plus banal que cette conversation d'un couple adultérin traquée par Harry Caul, « le meilleur plombier de la côte Ouest »...

Mais qu'y a-t-il au bout de cet espionnage, sinon toujours la peur, la douleur, le sang ? En même temps que les victimes, Coppola alerte les serviteurs aveugles de ce fascisme électronique : pour s'être posé trop tard des questions sur le rôle qu'on lui fait jouer, Harry Caul-Gene Hackman est broyé par la machine. A bon entendeur, salut. Aussi bien les chercheurs scientifiques, les chefs du personnel, les journalistes, les magistrats, etc., pour tous ceux qui risquent de ne pas voir plus loin que le bout de leur technique ou de leur fonction. Les Harry Caul, finalement, ce n'est pas ce qui manque.

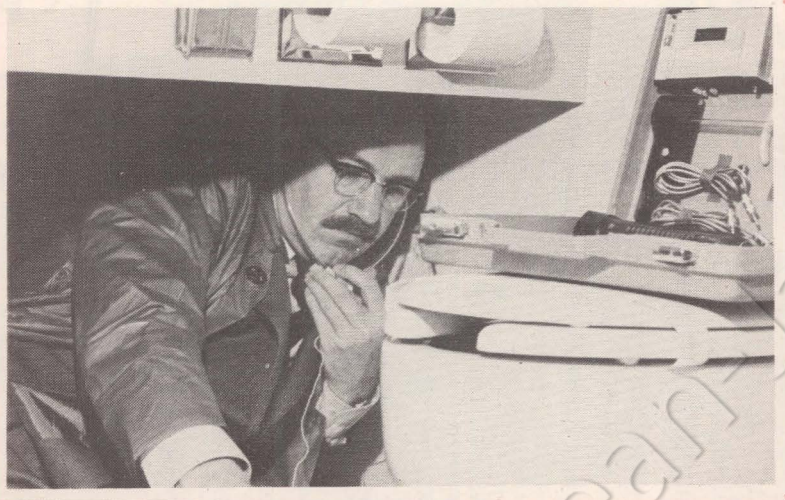
S. R.

Minorités culturelles

DES ARTISTES BRETONS

« Aujourd'hui
je vous le dis
un peuple nouveau émerge lentement qui se ménage des moissons exemplaires... »

Ainsi prophétisait, en 1968, le jeune poète breton Paol Keineg, dans son livre « Hommes liges des talus en transes ». Le temps lui a donné raison : une nouvelle génération de créateurs bretons



s'est levée et a pris la parole. Il y a les chanteurs : Glenmor, Gilles Servat, nouveaux bardes d'un pays renaissant, et les sœurs Goadec. La « vedette » musicale : Alan Stivell. Leur surgissement est si prolifique que Jacques Vassal a déjà pu leur consacrer une étude : « La nouvelle chanson bretonne » (Albin Michel).

Il y a aussi les peintres : Garlonn surtout, qui, dans ses toiles naïves et symboliques, met véritablement en scène les épopées celtes et campe les nouveaux héros populaires, les chanteurs et poètes bretons contemporains.

Les poètes, justement. Ils sont pléïade. Pierre - Jean Oswald les a presque tous édités : Yovenn Coic, Paol Keineg, Kristian Keginer, Paol Yann Kermarc'heg, Yvon Le Men, Padrig Moazon, Yann-Ber Piriou, etc.

Le tout constitue « la Bretagne en marche ». Et se rassemble parfois pour des Quinzaines celtiques. Les deux premières ont eu lieu à Dieppe et à Clichy, avec l'aide des municipalités de gauche. La troisième se déroule à la Maison des jeunes et de la culture de Romainville — encore une ville dirigée par une liste d'Union démocratique — jusqu'au 30 juin. Sont au programme : Gilles Servat, Garlonn, le cinéaste René Vautier, le conférencier et spécialiste de la culture celte Jean Markale, la « diseuse de poésie » Katel ar Skanv, le groupe musical Lyonesse et des lutteurs bretons. Arts, images et reflets de la vie bretonne, témoignages d'une civilisation qui se réveille, la « Quinzaine » de Romainville est autre chose qu'un simple spectacle ; c'est le cri d'un peuple, un écho fraternel à l'adresse de Paol Keineg : « Vous êtes la Bretagne qui s'ouvre aux vents du monde ».

J-P.L.

Théâtre

CHAILLOT A LA RUE

A force de fermer des salles de théâtre dans Paris, depuis dix ans, on devait finir par en manquer. C'est ce qui va se produire pour la prochaine rentrée de septembre. La Comédie-française quitte le Palais-Royal le temps d'une rénovation et émigre au Théâtre Marigny. Le Carré Thorigny, dans le Marais, va être détruit et la Ville de Paris propose à Silvia Monfort d'installer son équipe à la Gaîté-Lyrique.

Cette dernière décision constitue une véritable catastrophe pour le Théâtre national de Chaillot : la grande salle du Trocadéro étant en reconstruction jusqu'en juillet 1975, Jack Lang et Antoine Vitez s'étaient provisoirement installés dans les dorures de la Gaîté-Lyrique. Le contrat qui les liait à la Ville de Paris étant tacitement reconductible, ils avaient donc tout prévu en fonction de la scène de la Gaîté-Lyrique : par exemple, les maquettes des décors de « Tabarin », spectacle prévu pour la saison prochaine, ont été construites au millimètre près pour entrer dans le cadre scénographique de la Gaîté-Lyrique. Contrat rompu, voilà donc Chaillot à la rue.

Va-t-on voir un Théâtre national réduit à l'inactivité pendant une saison ? La situation peut-elle être débloquée ? Le secrétariat d'Etat pourrait le faire, mais n'intervient pas actuellement. Au contraire, le service ministériel de la direction des théâtres déclare le plus sérieusement du monde que « personne n'oblige Chaillot à faire une programmation importante ». Le temps n'est pas loin où l'on viendra nous dire : mais pourquoi voulez-vous jouer des spectacles dans les théâtres ?

Animation

LE HAVRE EN FETE

Depuis le 1er juin, les rues du Havre sont en fête. Quotidiennement, aux quatre coins de la ville, les places s'animent : des troupes de clowns, de mimes, de jongleurs, venues d'un peu partout, parfois de l'étranger, surgissent et restent souvent jusqu'à la nuit. C'est le « Mois de la rue » dû à l'initiative de la municipalité et au soutien logistique de la Maison de la Culture dirigée par Bernard Mounier. Dans les banlieues, à Soquence, à Caucriauville, on chante. Sur des tréteaux proches de l'église Saint-Vincent, Steve Warring improvise, murmure, raconte, chante. Partout, sur les murs de la ville, Ernest Pignon-Ernest a jeté ses affiches-images : « Les murs de la vie quotidienne ». Ailleurs défilent des fanfares, se multiplient des parades. Sur la place de l'hôtel de ville joue le Théâtre des deux-rives et, sur la place Gambetta, le Welfare State Théâtre. Au hasard des quartiers, des enfants peignent des palissades. Le cinéma explose à tous les horizons de la cité. Cet immense feu d'artifice se terminera le 30 juin par une journée entière de fête populaire au parc de Valmont, à une cinquantaine de kilomètres du Havre.

UGH !

MOI, NIXON !

GRAND CHEF BLANC CAPITALISTE

SSSSSS

MOI, VENIR SALUER GRAND CHEF ROUGE SOCIALISTE

SSSSSSS

ET VOIR SI GRAND CHEF ROUGE N'A BESOIN DE RIEN

PORTE JARRETELLES, EAU-DE-FEU, PEINTURE POUR LES BRAVES, PLUMES D'AIGLES EN PLASTIQUE

D'ACCORD !

QUAND EST-CE QU'ON SIGNE LES CONTRATS ?

FUMONS D'ABORD.

HÉ HÉ HÉ

UN...

DEUX... ET...

TON COMPTE EST BON BLACKIE USAGE DE STUPÉFIANT ET INCITATION A LA DÉBAUCHE.

JE SUIS INNOCENT

JE SUIS INNOCENT !!

Teich